

J.-M. PANSIER

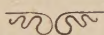
Le Délai de Grâce



Jean-Marie PANSIER

Docteur en droit, licencié-ès-lettres
avocat, attaché au Parquet Général
de Nîmes

Le Délai de Grâce



1937

Faculté de Droit de Montpellier

MM.

MOYE, Doyen honoraire, professeur de Droit International public.

MORIN, Doyen, professeur de Droit Civil.

BECQUÉ, professeur de Droit Civil.

DE NESMES-DESMARETS, professeur de Droit Administratif.

BOSC, professeur de Procédure Civile.

VIALLETON, professeur de Droit Civil.

GUENOUN, professeur de Droit Romain.

COURTIN, professeur d'Economie Politique.

LÉGAL, professeur de Droit Criminel.

DEMONTÈS, professeur de Droit Commercial.

ANTONELLI, professeur d'Economie Politique.

DELBEZ, professeur de Droit Constitutionnel.

TISSET, professeur d'Histoire du Droit.

DIJOL, chargé de cours de Capacité.

VALERY, Doyen honoraire, correspondant de l'Institut.

DONAT, secrétaire.

DUBOIS, secrétaire honoraire.

JURY DE LA THESE :

Président : M. VIALLETON.

Suffragants : M. BOSC.

M. DEMONTÈS.

La Faculté n'entend donner aucune approbation, ni improbation aux opinions émises dans les thèses : ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

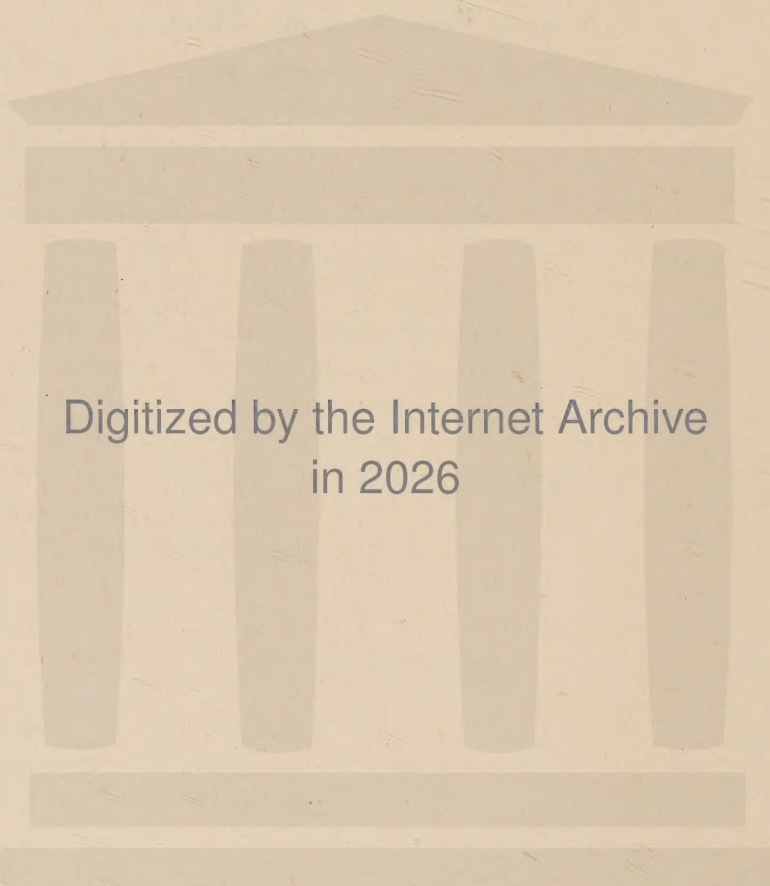


A mon Père et à ma Mère

J. P.

Meis et amicis.

1870
1871
1872



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41555217_0071

INTRODUCTION

1. — Le jour où l'obligation arrive à échéance, le créancier, après avoir mis en demeure le débiteur, peut forcer ce dernier à exécuter la prestation convenue. Dans ce but, la loi met à sa disposition des procédures spéciales de contrainte, ou voies d'exécution, qui, dans le droit moderne, se limitent à l'expropriation des biens du débiteur récalcitrant. Ou le débiteur exécute volontairement la prestation à laquelle il est tenu, ou il y est contraint par les poursuites du créancier. Tel est le principe essentiel de notre droit, stipulé dans l'art. 1134 du Code Civil: « Les conventions légalement formées tiennent « lieu de loi à ceux qui les ont faites. » Le débiteur, qui subit l'exécution forcée, ne peut s'en plaindre, puisqu'il savait pertinemment, lorsqu'il a contracté, que le défaut d'exécution du contrat l'y exposait.

Mais il est des cas exceptionnels où les poursuites du créancier ont des conséquences trop rigoureuses pour qu'on le laisse en user librement. La loi française connaît ainsi un certain nombre d'exceptions à l'art. 1134, et au droit d'exécution forcée. Ainsi l'art. 2212 du Code Civil accorde un délai en matière d'expropriation immobilière, quand le revenu de l'immeuble pendant une année suffit à acquitter le montant de la dette.

Le délai de grâce est une de ces exceptions. Il permet au juge d'accorder, au débiteur malheureux et de bonne foi, un sursis à l'exécution forcée. Nous verrons, en effet, qu'il s'agit de donner un répit au débiteur menacé de saisie, ainsi que le stipule l'art. 1244, § 2, qui réglemente cette institution.

Les dénominations et les définitions en sont très nombreuses. En Droit Romain, il s'agissait d'un véritable concordat civil, que les juristes appelaient *exceptio moratoria*. Cette expression de moratoire désigne aujourd'hui une institution voisine, mais différente cependant, de celle que nous étudions. Dans l'Ancien Droit, on lui donnait le nom de « répit ». Le Code Civil ne l'a pas défini, mais les auteurs ont par contre comblé abondamment cette lacune.

Pour la plupart d'entre eux, il s'agit d'un véritable terme, qu'ils définissent par opposition au terme de droit, comme le terme que le juge accorde, dans certains cas, au débiteur (cf. Aubry et Rau. Baudry-Lacantinerie). D'autres auteurs, ayant constaté l'existence de très nombreuses différences entre terme de droit, et terme de

grâce, l'ont défini comme une prorogation de l'échéance convenue. En réalité, ces définitions ne peuvent nous satisfaire, car, nous le montrerons plus loin, l'échéance reste bien fixée à la date convenue; seuls certains de ses effets sont prorogés.

Nous croyons qu'en définitive, les expressions de délai de grâce, ou de répit, ou de sursis aux poursuites, conviennent le mieux. L'effet du terme de grâce n'est pas de proroger l'échéance, mais seulement d'obliger le créancier à arrêter la procédure d'exécution forcée, et à la laisser en l'état jusqu'à la fin du délai accordé.

D'ailleurs, le texte même de l'art. 1244 parle bien d'un « délai », et, plus loin, d'un « sursis aux poursuites ».

D'autre part, à côté de ces définitions basées sur la procédure et les effets du délai de grâce, nous ne pouvons passer sous silence celles qui se préoccupent surtout du fondement de l'institution, et dont la plus séduisante nous paraît celle de MM. Planiol et Ripert. D'après ces derniers, « le terme, ou délai de grâce, est un moyen « de tempérer la rigueur d'un créancier impitoyable, contre un « débiteur gêné et de bonne volonté. » (édit. 1930).

Mais, à la suite des réformes apportées en 1936 à l'institution, M. Georges Ripert, après de violentes critiques contre le nouveau texte de l'art. 1244 C. C., y voit « *le butin de victoire d'un parti vainqueur* », et définit le terme de grâce, comme un « *droit de ne pas payer ses dettes.* » Nous reportons l'étude plus approfondie de ces critiques, à la partie de notre étude qui traitera de la nature juridique du sursis au paiement (§ 60), et à notre conclusion (§ 164), car ce n'est qu'après l'exposé des modifications apportées à l'art. 1244, que nous pourrons juger de leur valeur.

2. — Nous diviserons notre ouvrage en trois parties. La première traitera de l'évolution historique de l'institution; — la seconde sera consacrée à un examen approfondi de la législation actuelle; — la troisième contiendra les conclusions que nous croyons pouvoir déduire de la présente étude, et sera suivie par une courte Bibliographie.

TITRE PREMIER

HISTORIQUE

3. — Le délai de grâce est une institution réservée à une civilisation avancée, et à un système économique développé et complexe. Aussi n'est-il né que très tard. Le droit romain ne l'a connu qu'au Bas Empire, et encore ne s'agissait-il que d'une sorte de concordat civil, dont l'octroi était subordonné au consentement de la majorité des créanciers. Inconnu au moyen âge, sauf peut-être en matière de législation canonique (les juges ecclésiastiques, au nom de la charité chrétienne, paraissent en effet s'être reconnu le droit d'obliger le créancier à agir avec ménagement), l'octroi de délais reparut avec l'unification politique du royaume. Le roi, source du droit et de la justice, peut déroger, par des lettres accordées au bénéficiaire, aux règles générales qu'il a édictées; et l'abus qu'on fait de cette prérogative royale, amènera la chancellerie à régler strictement la question, par les ordonnances de 1669 et 1673, et les déclarations de 1699 et 1702. Malheureusement, la procédure d'obtention des délais était longue et onéreuse. Le droit intermédiaire n'eut pas, semble-t-il, de règles précises à cet égard; et les rédacteurs du Code Civil n'admirent l'octroi du délai que très restrictivement, par crainte des abus auxquels l'institution avait donné lieu sous l'Ancien Droit. Ces restrictions avaient rendu l'usage du délai assez rare, et l'intérêt pratique en était très faible. Cependant, l'institution paraissait oubliée du législateur, qui se bornait à édicter des moratoires en temps de crise. Après plus d'un siècle d'indifférence, le Parlement, et même l'opinion publique, se sont brusquement préoccupés de la question, qui est devenue d'une brûlante actualité. Cet intérêt subit a abouti aux réformes des 25 mars et 20 août 1936, qui ont complètement changé les caractères essentiels de l'institution.

Telle est l'évolution que nous nous proposons d'étudier dans cette première partie. Nous la diviserons en trois sections correspondant à autant d'évolutions distinctes : d'abord, dans la législation romaine; puis, sous l'Ancien Droit; enfin, depuis la rédaction du Code Civil de 1804.

SECT. 1. — LE TERME DE GRÂCE EN DROIT ROMAIN

4. — On sait qu'en droit romain, le terme, dans le sens où on l'entend aujourd'hui, c'est-à-dire suspension momentanée, temporaire, de l'exigibilité, n'apparut que très tard. En effet, tous les contrats étaient primitivement formels, et ne pouvaient être assortis de modalités.

5. — D'autre part, dans le système primitif de procédure, le principe *non bis in idem* empêchait de recommencer l'action, de façon absolue. Par suite, celui qui, ayant réclamé paiement à l'échéance, aurait vu son action rejetée par l'octroi d'un terme de grâce, n'aurait plus pu réclamer son dû, lors de la nouvelle échéance. Mais c'est surtout à cause de la conception que le juge avait de son rôle, qu'il ne pouvait se reconnaître le droit d'accorder un délai de grâce. Dans la procédure des *legis actiones*, le magistrat ne pouvait intervenir directement dans l'exécution des obligations. Il ne pouvait qu'obliger à exécuter le contrat formel, une fois celui-ci prouvé selon les règles légales, ou, en cas de refus de l'obligé, appliquer les sanctions légales.

6. — Cependant, le droit classique, avec les nécessités du commerce très actif de l'époque, connut vite l'idée de terme de droit.

Le terme de droit, *dies a quo*, ne fait pas obstacle à l'application de l'adage *non bis in idem*. Le créancier ne peut poursuivre son débiteur qu'à dater du lendemain du terme fixé. S'il poursuit avant, il sera débouté, et perdra le droit de réclamer paiement, en vertu de la règle *non bis*...

7. — Dès ce moment, les jurisprudents cherchèrent un moyen d'accorder un délai au débiteur de bonne foi, sans dépouiller, par cela même, le créancier de tout recours ultérieur à l'exécution forcée. Cela leur fut d'autant plus facile, qu'à partir du II^e siècle, les principes classiques connurent une véritable éclipse.

8. — On peut citer, en ce sens, Papinien (cf. Leges. 16, 41. Dig. *De compensatione*. XXI. 2), qui reconnaît notamment au magistrat le pouvoir d'accorder au débiteur, *humanitatis gratia*, un délai pour le paiement. Il semble également, qu'Ulpien (Liv. 21. Dig. *De judiciis*, v, § 1) et Callistrate, aient esquissé une théorie semblable (cf. Callistrate. Livre 31. Dig. *De re judicata*. XIII, § 2).

9. — Mais l'apparition du délai de grâce, en droit romain, ne remonte pas au delà de la fin du III^e siècle. Elle est le résultat, et le reflet, de la décadence économique qui, commencée vers 210-215, se poursuivra sans arrêt désormais. Les causes essentielles sont à la fois politiques (dépenses trop élevées de l'administration impériale, diminution des classes dirigeantes, décadence du régime municipal après le II^e siècle, rapide succession d'empereurs morts assas-

sinés, entre 235 et 285, pénétration de barbares nombreux), et économiques. Le système monétaire, instauré par Auguste, et basé sur l'étalon-or, avec une monnaie tri-métallique d'or, d'argent et de cuivre, tombe en décadence, par suite de l'altération du titre, et du poids des pièces. Caracalla ne fit qu'aggraver ce déclin, en créant de nouvelles pièces. Désormais, en raison des variations de la monnaie, la dette peut, à terme, ne pas représenter la valeur réelle du montant prêté. L'inflation provoquée par la détresse du trésor, entraîne inévitablement la vie chère, d'où l'impossibilité, pour de nombreux débiteurs, d'économiser l'argent nécessaire au paiement de leurs dettes.

Là-dessus, s'ajoute une crise de production: les provinces frontières restent la proie des barbares, les paysans se réfugient dans les villes, — par suite, les propriétaires fonciers ne peuvent plus payer les dettes, et lever les hypothèques. Enfin, les conditions politiques déplorables privent de sécurité le grand commerce, qui subit des pertes énormes. Surchargés d'impôts, privés de tous bénéfices, les commerçants et les armateurs sont bientôt réduits aux plus sombres perspectives. Ainsi, il y a, plusieurs années, disette à Rome, alors que Carthage et Alexandrie regorgent de stocks de blé invendu.

10. — Nous n'étudierons pas ici, les mesures prises pour combattre la crise (subventions d'Aurélien aux boulangers de Rome, subventions de Dioclétien en vue d'arrêter la hausse des prix, édit de taxation des prix de Dioclétien, en 301). Au début, les empereurs n'édictèrent pas de règles pour soulager les débiteurs, croyant, par une superstition enfantine, éviter, en ne la consacrant pas officiellement, l'installation de l'empire dans l'état permanent de crise économique. Cependant, quand, à la fin du iv^e siècle, il se fut avéré que la crise ne pouvait désormais, être arrêtée, on se pré-occupait de soulager les débiteurs malheureux et de bonne foi.

11. — On admit tout d'abord, par un rescrit des empereurs Valentinien et Théodose, de 382 (qui forma la loi IV du Code Valentinien et Théodosien), que l'empereur pouvait accorder un délai de grâce à tout débiteur malheureux. D'après ce texte, on peut penser que, dès avant 382, des décisions impériales accordaient des facilités aux débiteurs, sans qu'on ait songé à codifier cette pratique. Le rescrit de 382 semble surtout avoir eu pour but d'empêcher les « abus graves », auxquels avait donné lieu cette pratique usuelle et fréquente. Il déclare, en effet, que, désormais, l'octroi d'un délai de grâce sera subordonné à l'offre, par le débiteur, d'une caution satisfaisante, garantissant paiement de ses dettes après le délai accordé.

Il est probable que, durant tout le Bas-Empire, les empereurs accordèrent des délais, en observant plus ou moins les conditions imposées par le rescrit de 382. Ces conditions paraissent être tombées assez rapidement en désuétude, car on n'en trouve aucune trace dans la législation de Justinien.

12. — Sous Justinien, la législation tendit à édicter une théorie complète des délais de grâce. On distingua désormais le délai de grâce du moratoire, créé à cette époque.

13. — Le moratoire, accordé par rescrit, est un sursis à l'exigibilité des créances, s'appliquant à toute une province, ou même à tout l'empire. Parfois, l'empereur va jusqu'à prescrire une réduction générale des dettes. La durée variait avec les circonstances.

14. — On peut citer ainsi une constitution de Justinien (549), qui octroie un moratoire général de cinq ans, à compter de la pacification, pour les dettes contractées avant la dernière invasion des Francs en Italie et en Sicile. En outre, à la fin du délai (555), les débiteurs seraient libérés, soit en payant la moitié de leurs dettes, soit en abandonnant la moitié de leurs biens aux créanciers. Cette *exceptio moratoria* pouvait être invoquée par tous les débiteurs des provinces d'Italie et de Sicile.

15. — Enfin, on conserve le délai de grâce, mesure individuelle. On en connaît deux formes :

— 1°) un délai accordé par l'Empereur, au débiteur malheureux. Cette mesure, prévue par un rescrit de 532, est la continuation de la pratique antérieure. Il s'agit là d'une règle de portée restreinte ; l'empereur n'accordait ce délai qu'à quelques *personæ gratæ*, à raison de leurs fonctions, de leur faveur, etc. Ce qui le prouve, c'est qu'il s'agit d'une grâce accordée uniquement en considération de la personne, et qui ne passait pas aux héritiers. On ignore si ce délai était renouvelable, et soumis aux conditions ordinaires du délai de grâce. Il est probable que c'était une faveur exceptionnelle, dérogeant aux règles de droit commun.

— 2°) un délai modéré de paiement, accordé par le juge, sous certaines conditions, et à effets restreints (loi 145, § 10. Digeste, 49-14, *de jure fixi*). Il est probable que, quand cette règle fut, en 534, promulguée avec le *Corpus juris civilis*, le rescrit précité de 532 (inséré au Code, loi VIII, G. 7-71, *qui bonis cedere possunt...*) devint un texte d'exception. Aussi nous n'étudierons en détail que le délai accordé par le juge, qui était le droit commun.

16. — Le juge, tout d'abord, ne pouvait accorder le délai que sous certaines conditions :

— 1°) il fallait que la cause de l'état de dénûment du débiteur, de l'impossibilité pour lui de s'acquitter, ne soit pas son propre fait, qu'elle ne lui soit pas imputable. Cette cause devait donc être extérieure (circonstances économiques, inondations, mauvaises récoltes, etc),

— 2°) il fallait le consentement de la majorité des créanciers, calculée d'après le chiffre de leurs créances,

— 3°) enfin, il semble qu'on avait repris l'ancienne règle du rescrit de 382, exigeant caution garantissant paiement des dettes à expiration du délai accordé.

17. — La durée était fixée par le juge, alors que d'ordinaire le délai accordé par l'empereur, était valable pour cinq ans. La loi recommandait de n'accorder que des délais modérés ; sans doute étaient-ils renouvelables.

18. — L'effet était l'octroi d'une *exceptio moratoria* au bénéficiaire. Cette exception permettait d'arrêter toutes poursuites de la part des créanciers, mais à l'égard de certains de ceux-ci seulement :

— 1°) créanciers dont la créance est née antérieurement à l'obtention du sursis. Ils en subissent les conséquences, à l'exception de certains dont la liste est donnée par la loi. En effet, certaines dettes restent exigibles nonobstant le délai accordé par la loi ; ce sont celles :

- nées d'un délit, pour un motif d'intérêt public ;
- nées d'un dépôt. Le dépositaire infidèle, en effet, commet un véritable délit ; aussi cette créance est privilégiée, et ne peut être repoussée par aucune exception ;
- nées de la constitution de dot, dans l'intérêt de la famille, du ménage qui se crée ;
- nées des impôts, en raison du privilège du fisc ;
- enfin, dettes alimentaires ; en effet, en raison de leur caractère de nécessité, et d'urgence, ces dettes étaient exigibles en toute circonstance, même provisoirement nonobstant l'appel contre le jugement qui les fixait (Dig. 42-1. *De re judicata*).

— 2°) créanciers, dont la créance est née postérieurement à l'obtention du sursis : le débiteur ne pouvait leur opposer l'*exceptio moratoria*. En effet, il fallait, on l'a vu, le consentement de la majorité des créanciers, pour l'octroi du délai. Or ces créanciers n'avaient pu participer à cette consultation, puisque la créance n'était pas encore née à ce moment-là.

19. — Ce sursis ne modifie en rien, la créance elle-même, et les sûretés qui y sont assorties. Les intérêts continuent à courir. Les prescriptions au profit du débiteur sont suspendues. De plus, le débiteur, qui invoque le consentement d'un créancier pour demander un délai, est, par cela même, réputé avouer et reconnaître la créance produite contre lui.

20. — On peut se demander si le délai accordé par le juge ne faisait pas double emploi avec celui accordé par rescrit impérial. En fait, ce dernier, maintenu pour des raisons de tradition à une époque où l'archaïsme était en faveur, semble avoir été réservé aux cas où le refus des créanciers empêchait le juge d'accorder un délai.

Il semble y avoir là une grave erreur. Le juge, bien que plus apte que la chancellerie, à apprécier la situation réelle du débiteur, ne pouvait accorder aucun délai, ses pouvoirs se bornant en fait à consacrer la prorogation d'échéance consentie par la majorité des créanciers. Ce n'est que l'empereur, en vertu de la règle *Quidquid principi placuit*, qui pouvait suspendre vraiment l'exigibilité de la dette.

SECT. 2. — LE TERME DE GRÂCE DANS L'ANCIEN DROIT

§ 1. — Le délai de grâce avant l'ordonnance de 1669

21. — Avant le xvii^e siècle, le terme de grâce fut à peu près ignoré. Il n'y eut plus qu'un moyen d'obtenir un sursis aux poursuites, ce fut d'obtenir des lettres royales, et encore, le roi ne se reconnut-il ce droit qu'après la fin du moyen âge. En effet, jusqu'au xii^e siècle, les contrats, basés sur la fidélité à la parole donnée, et sur le serment religieux, étaient très sévèrement et très strictement observés. Y manquer était souvent se parjurer, et, pour les mœurs et la foi du haut moyen âge, c'était par suite, un acte des plus graves, aux conséquences redoutables. Le roi lui-même ne pouvait relever qui que ce soit d'un engagement solennel.

22. — Ce fut sous Philippe le Bel, qu'apparurent les premières lettres ordonnant de surseoir aux poursuites contre les bénéficiaires. La première lettre accordant un délai à un débiteur malheureux, date de 1188. L'extension du grand commerce, les variations de valeur et de pouvoir d'achat des pièces de monnaie fréquemment altérées par Philippe le Bel, rendirent bientôt fréquent l'octroi de pareilles lettres. Ainsi que toutes les autres catégories de lettres, elles se multiplièrent, tant en raison des troubles et des ravages des guerres qui suivirent, que du fait que la Chancellerie trouvait là des ressources appréciables. Les formalités paraissent s'être bornées à faire entériner et enregistrer la lettre obtenue, par la juridiction devant laquelle on était poursuivi. Aucune règle précise ne limitait le délai, ni n'imposait de conditions (cf. *Rebuffius, tractatus de litteris dilatoris*).

23. — Aussi, de toutes parts, se plaignait-on des abus provoqués par ces lettres. Cependant, les légistes royaux, s'appuyant sur le droit romain, avaient justifié le principe de ces lettres : le roi, source de la justice et de la loi, peut à tout moment dispenser des arrêts de la première, ou d'observer la seconde. Il ne s'agit même pas, disent-ils, d'une faveur comme pour les lettres de grâce, mais d'une intervention royale dans le domaine de la justice civile, pour y faire, comme le prêteur romain, triompher l'équité, et afin d'y tempérer la rigueur du droit, quand celle-ci a un résultat inélegant et injuste. Ces lettres de justice, disait-on, ne faisaient que reprendre le système romain, « toutes les affaires que le prêteur romain expédiait *jure sui officii* », dit le Bret, et ce d'autant plus, dit Imbert (*Enrichidion, ou Brief recueil de droit escrit*, 1605, p. 52 et s.), que le droit romain ne s'applique pas en France.

24. — Peu à peu donc, ces lettres ne furent plus jamais refusées : la chancellerie les accordait sans vérifier si leur octroi était justifié, par une transformation analogue à celle des faveurs du prêteur, devenant de *décrétales, édictionales*. C'est au juge, à qui on les pré-

sente, d'examiner d'office si l'impétrant est dans les conditions voulues pour s'en prévaloir. Il semble que cette transformation date du xiv^e siècle, car l'ordonnance de Charles V, du 22 juillet 1370, la mentionne : « *Nous voulons que, dorénavant, pour quelque lettre ou mandement que vous ayez de nous, au contraire, vous ne sursoyez, ou déloyez à prononcer et donner lesdits arrêts ; que procédiez toutefois qu'il vous semblera bon à faire selon justice et raison* ». Il semble donc que l'arbitraire du juge était substitué à l'arbitraire de la chancellerie. Celle-ci était en effet surchargée de besogne, et, d'autre part, trop éloignée du justiciable, alors qu'au contraire le juge était plus apte à se renseigner sur place, sur la situation réelle du débiteur.

25. — L'obtention des lettres ne fut plus désormais qu'une formalité, souvent onéreuse. A certaines époques, elles cessèrent d'être délivrées, et on les obtint des chancelleries des Parlements. Ainsi, l'ordonnance de 1560 interdit d'en expédier de la chancellerie. Si la nécessité d'en obtenir subsista, c'est uniquement dans un intérêt fiscal. C'est en raison des ressources appréciables qu'en tirait la chancellerie, que nous verrons l'ordonnance de 1669 revenir sur les errements antérieurs, et stipuler que les lettres d'état ou de répit, ne peuvent être expédiées qu'au nom du roi, et de son exprès commandement. Quant à l'arbitraire du juge, il ne semble pas qu'on ait songé à le limiter avant l'ordonnance de 1669 ; cependant, quelques textes fragmentaires, coutumes, ou ordonnances, ordonnaient de ne pas accorder de délai pour des dettes spécifiées.

§ 2. — La réglementation de 1669

26. — Les lettres de surséances furent sévèrement réglementées par l'ordonnance générale du mois d'août 1669 ; cette réglementation fut complétée postérieurement par une *Déclaration portant règlement général sur les lettres d'état*, du 23 décembre 1702, et, quant aux lettres de répit, par une *Déclaration portant règlement général sur les lettres de répit*, du 13 décembre 1699. L'ordonnance sur le commerce, de mars 1673, titre 9, codifia les différents textes spécifiant les conditions de l'octroi de délais en matière commerciale.

27. — Si cette législation atteignit à cette époque un remarquable degré de perfection, et de fixité, les juristes n'étaient pas d'accord sur la nature juridique des lettres de surséance. Tantôt on y voyait une mesure d'humanité envers les débiteurs, tantôt un acte de faiblesse, ou un privilège condamnable. Mais c'était surtout autour de la distinction de lettres d'état, et de lettres de répit, que les juristes discutaient, en raison de la facilité d'obtention et des abus auxquels donnaient lieu les lettres d'état (Voyez à ce sujet Pothier, *Introduction au titre XIX de la coutume d'Orléans*, chapitre III, § II, n° 135, édition Dupuis, X, p. 809).

28. — 1°) **Les lettres d'état.**

Les lettres d'état, appelées aussi quelque fois, par les anciennes ordonnances, lettres de surséance, étaient accordées par le roi, à ses officiers, pour permettre à ceux-ci d'éviter les poursuites pour le temps où ils étaient, par le service du roi, tenus éloignés de leurs affaires. Pothier explique ainsi leur nom : « *Elles sont appelées lettres d'Etat, ou par ce que le procès doit demeurer dans le même état qu'il était lorsqu'elles ont été signifiées, pendant tout le temps de la surséance, ou parce qu'elles sont accordées à des personnes occupées au service de l'Etat.* »

29. — **Titulaires.** — Il s'agissait d'un véritable privilège, réservé aux officiers royaux. On exigeait que leur service actuel entraînant l'éloignement de leur résidence habituelle; s'il s'agissait d'officiers militaires, ils devaient produire un certificat prouvant leur commission actuelle (art. 1, déclaration de 1702).

30. — **Forme.** — Elles étaient délivrées au nom du Roi, et de son « *exprès-commandement* » (déclaration de 1702, art. 2). Pour faciliter le contrôle, c'était le secrétaire d'Etat dans le département duquel le bénéficiaire était employé, qui signait la lettre. On devait la motiver.

31. — **Effets.** — Elles suspendent la poursuite (ordonnance titre V, art. 3, déclar. de 1702, art. 3); durant le délai fixé, il est fait « *défense à tout juge d'en connaître (du procès), ni de passer outre à l'instruction et jugement du procès, au préjudice de la signification des lettres* »; cependant, elles ne peuvent arrêter le jugement définitif si les juges avaient commencé à opiner avant cette signification (déclar. de 1702, art. 11). Par suite, les créanciers devaient suspendre toutes poursuites, et ne pouvaient s'aider des jugements, qui pouvaient être intervenus, à peine de nullité, de cassation de procédure et de tous dépens et dommages-intérêts.

Mais la lettre d'état n'interdisait que les actes de procédure dessaisissant le débiteur. Les créanciers pouvaient donc continuer à entourer leurs créances de garanties, faire enregistrer la saisie, etc. Ainsi, par exemple, le créancier ne peut procéder aux criées et à l'adjudication, ou au bail judiciaire qui dessaisit le débiteur de ses biens, et le rend incapable de disposer de ses revenus — mais, si les lettres ont été signifiées postérieurement aux criées, ou au bail, la procédure peut être continuée jusqu'au congé exclusivement, c'est-à-dire jusqu'au moment où le Tribunal, s'étant prononcé sur les diverses oppositions soulevées par les autres créanciers, ou le débiteur lui-même, et après avoir tranché tous ces incidents, va permettre l'adjudication.

32. — **Délai.** — Le délai était de 6 mois; il courait à partir du jour où la lettre était accordée, bien qu'en fait elle ne portât effet

que du jour où elle était signifiée au juge (ordon. de 1669, titre V, art. 3, déclar. de 1702, art. 3). Ce délai pouvait être renouvelé par de nouvelles lettres, motivées par des considérations graves et importantes qu'on devait mentionner, ou « *pour la continuation du service qui les avait motivées* » ; encore ne fallait-il demander renouvellement qu'au plus tôt, quinze jours avant l'expiration de la première lettre (articles 3 précités *in fine*).

33. — **Voies de recours.** — L'ordonnance de 1669 nous dit (titre V, art. 4) que ces lettres pouvaient être « *débattues d'obreption, sur obreption, ou autrement* ». La lettre obligeait le juge, à qui on la signifiait à surseoir, mais on pouvait intenter un recours au Conseil d'Etat en annulation, ou révocation de la lettre, pour cause d'abus.

34. — **Appréciation.** — Bien que beaucoup d'auteurs aient critiqué ces lettres comme constituant un véritable privilège, on peut considérer, qu'à cette époque, les difficultés de communication, la lenteur des déplacements, l'absence de service postal, surtout aux armées, justifiaient cette institution, car l'absence de l'officier en voyage commandé, ne pouvait nuire à ses intérêts. L'abus de ces lettres était, par ailleurs, très réel. Le Préambule de la Déclaration du 23 Décembre 1702, rendue pour y porter remède, signale tout le trafic auquel ces lettres d'état donnaient lieu, et organise la révocation de celles qui ne sont pas justifiées : « *L'expérience nous ayant fait connaître que, parmi un grand nombre d'officiers qui font un usage légitime des lettres d'état, il y en a plusieurs qui en abusent, soit en prêtant leur nom, se rendant par ce moyen parties dans les affaires où ils n'ont nul véritable intérêt, et dont ils ne laissent pas, par leurs lettres d'état, d'arrêter les poursuites... soit en se servant de lettres d'état dans des cas privilégiés, et qui, par la nature du fonds dont il s'y agit, ne sont pas susceptibles de pareilles surséances... Nous avons résolu, pour remédier à ces abus, d'apporter toutes les précautions nécessaires pour que les lettres d'état ne puissent servir qu'à ceux qui, par leur service actuel, auraient eu le droit de les obtenir, comme aussi de déclarer les cas que nous voulons être exceptés de la surséance des lettres d'état.* »

35. — 3°) Les lettres de répit.

La déclaration du 13 décembre 1669 prend nettement parti pour le maintien de ces lettres, considérées comme des mesures d'humanité : « *Les lettres de répit ont toujours été regardées comme un secours que les rois nos prédécesseurs ont cru, par un principe d'équité, devoir accorder aux débiteurs qui, par des accidents imprévus et fortuits, sans fraude et sans aucune mauvaise conduite, se trouvent hors d'état de payer leurs dettes dans le temps qu'ils sont poursuivis par leurs créanciers, et qui, ayant plus d'effets que de dettes, n'ont besoin que de quelque délai pour*

« *s'acquitter par la vente de leurs biens, et par le recouvrement de ce qui leur est dû.* » (Préambule).

36. — **Qui les accordait ?** — On a vu qu'antérieurement, le juge pouvait en accorder (ainsi l'ordonnance d'Orléans, art. 61, interdit en 1560 d'en expédier de la chancellerie); cependant, en raison des finances reçues pour la délivrance de ces lettres, l'octroi en fut réservé à la chancellerie (ordonnance de 1669, titre VI, article 1). Les juges ne pourraient plus désormais accorder aucun terme, attermoiement, répit, ni délai de payer, qu'en conséquence de lettres du prince, « *à peine de nullité des jugements, interdiction contre les juges, dépens, dommages et intérêts des parties en leur nom, cent livres d'amende contre la partie, et pareille somme contre le procureur.* » (qui aurait présenté la requête).

37. — **Forme.** — La lettre est expédiée, sur requête de l'impétrant, par la chancellerie, au grand sceau (on avait repris une ancienne règle d'une ordonnance de François I^{er}, rendue en 1535), et moyennant finance, (ordonnance de 1669, titre VI, art. 2). La lettre était envoyée au plus prochain juge royal du domicile de l'intéressé, compétent pour connaître des actions des créanciers; toutefois, s'il s'agissait d'un litige entre le débiteur, et des créanciers hypothécaires, la lettre était envoyée au juge compétent pour trancher ce conflit. La pratique de la chancellerie exigeait que l'impétrant joignit à sa requête un état certifié de ses biens et de ses dettes, et l'exposé des causes qui l'obligeaient à demander un délai. Il fallait même rapporter un commencement de preuve, par écrit authentique, de ces causes (ord. de 1669, art. 2 du titre VI précité). L'ordonnance sur le commerce de 1673, sanctionnant la pratique antérieure, exigea que les négociants, marchands, ou banquiers, joignent à leur requête un état certifié de leurs biens, meubles et immeubles, et de leurs dettes (titre IX, article 1). L'impétrant devait donc pouvoir prouver un cas fortuit survenu après que la dette eut été contractée. La lettre devait mentionner les considérations importantes à cause de quoi elle était accordée.

38. — **Délai d'entérinement.** — Il était de six mois, à dater de la signification de la lettre. Durant le premier mois, afin de permettre au débiteur d'en poursuivre l'entérinement, toutes mesures d'exécution étaient suspendues. Les huissiers et sergents ne pouvaient saisir la personne, ni les meubles du bénéficiaire. La sanction était cent livres d'amende contre chacun des huissiers, la moitié de cette amende étant réservée au Trésor, l'autre moitié au débiteur; en outre, des dommages-intérêts devaient être prononcés contre les créanciers qui avaient enfreint cette règle.

39. — **Procédure d'entérinement.** — La partie, titulaire de la lettre, après l'avoir signifiée aux créanciers poursuivants, citait ceux-ci au jour fixé, suivant la procédure ordinaire. Le débat devait être

contradictoire, le juge devait entendre toutes les parties du procès. La controverse portait en général sur l'existence des causes pour lesquelles ces lettres avaient été accordées. Le juge, qui ne reconnaissait pas leur existence, refusait l'entérinement, et ordonnait les poursuites. Dans le cas contraire, il fixait un délai apprécié selon les circonstances de la cause, mais qui ne pouvait excéder cinq ans (ordonnance de 1669, titre VI, article 4). C'est ce délai de cinq ans qui avait fait donner au terme de grâce, le nom de quinquenelle, qui se retrouve dans plusieurs coutumes (Orléans, Bourbonnais, art. 68, etc.), Pothier explique ainsi l'origine de cette qualification : « *Ce temps de cinq ans correspond aux « quinquennales induciæ », « que les empereurs accordaient aux débiteurs, et dont il est parlé « en la constitution de Justinien. L. fin. C. Qui bon. ead. poss... « De là le terme vulgaire de faire quinquenelle, qui se dit de ceux « qui obtiennent des lettres de répit.* » (Introd. au titre XIX de la cout. d'Orléans, ch. III).

40. — **Effets.** — Durant ce délai, il y a suspension des poursuites, mais sous réserve d'une triple limitation :

— 1°) quant aux personnes qui en profitent. Mesure d'humanité motivée par l'état pécuniaire du débiteur de bonne foi, le répit est essentiellement accordé *intuitu personæ*, et ne saurait profiter aux courtiers, « rectificateurs », co-obligés.

— 2°) quant aux créances pour lesquelles la poursuite est désormais suspendue. Un certain nombre de dettes continuent à être exigibles (ordon. de 1669. Titre VI, art. 11), aucun répit ne peut être accordé, par ce que l'intérêt public, l'humanité, ou de trop importants intérêts privés seraient lésés. Ce sont :

- a) dettes à caractère alimentaire (pensions, aliments médicaux, etc.).
- b) salaires (gages des domestiques, journées d'artisans, et de mercenaires).
- c) dettes commerciales (lettres de change, prix des marchandises prises sur les foires, marchés, halles, ports publics — prix des poissons de mer frais, secs, et salés).
- d) frais funéraires.
- e) dettes des dépositaires (nées de dépôts nécessaires, du reliquat de compte de tutelle, du prêt à usage, paiement de deniers publics).
- f) dettes envers les fournisseurs (loyers de maisons, prix des récoltes, arrérages de rentes foncières, redevances de baux emphythéotiques).

En dehors de dettes privilégiées, le bénéficiaire d'une lettre de répit ne pourra payer un créancier par préférence à d'autres, à peine de déchéance.

— 3°) quant aux actes de procédure interdits. Les créanciers ne pouvaient se saisir de la personne du débiteur, ni du minimum de meubles meublants qui lui était nécessaire. Mais pour la sûreté de leurs créances, ils pouvaient saisir-arrêter les autres meubles de leur débiteur, et saisir réellement ses immeubles. L'ordonnance de 1669 dit formellement qu'ils pouvaient « *mettre ceux-ci en criées et procéder au bail judiciaire nonobstant l'obtention et entérinement des lettres de répit, sans toutefois, pendant le terme accordé par les lettres, ou par le juge auquel elles avaient été présentées, il puisse être procédé à la vente et adjudication des choses saisies, si ce n'est des meubles qui pouvaient dépérir pendant la saisie.* » Les prescriptions au profit du débiteur bénéficiaire du sursis sont suspendues, mais les intérêts continuent à courir.

41. — **Renouvellement du délai.** — On ne peut obtenir de nouvelles lettres qu'une seule fois, et que pour des « *causes nouvelles et considérables* », dont il devait y avoir commencement de preuve, et que la lettre devait mentionner (Ordon. de 1669, titre VI, art. 13). En effet, « *ce serait favoriser l'abus des lettres du prince et faire perdre indirectement aux créanciers ce qui leur est légitimement dû, si l'on accordait de pareilles lettres à l'infini.* » (Pothier. *Traité de la Procédure civile*, partie V, chap. III, § 1, édition Dupin, IX, p. 312).

42. — **Délais en matière commerciale.** — L'ordonnance sur le commerce de 1673 a admis au bénéfice des lettres de répit, moyennant des conditions supplémentaires, les commerçants et banquiers. Ils ne pouvaient obtenir ces lettres qu'après avoir remis au greffe de la juridiction devant laquelle l'entérinement devait ensuite être poursuivi, un état certifié de tous leurs effets tant meubles qu'immeubles, et de leurs dettes. Ils devaient de même, présenter à leurs créanciers, ou à ceux commis par ces derniers à cet effet, et sur leur demande, leurs livres et registres. Si l'état présenté était reconnu frauduleux, ces commerçants étaient déchus de leurs droits (Ord. de 1673, titre IX).

43. — **Caractère d'ordre public de ce délai.** — Toute renonciation, formulée dans un contrat, au recours éventuel à ces lettres, était déclarée nulle. Il aurait été, en effet, trop facile aux créanciers de réduire à néant cette institution, par l'introduction d'une telle clause, vite devenue de style, dans toutes les conventions.

44. — **Déchéances frappant le bénéficiaire de ces lettres.** — La principale était la déchéance des fonctions publiques; cependant, si le débiteur payait intégralement ses créanciers, des lettres de réhabilitation faisaient cesser son incapacité (Ord. de 1673, loc. cit.).

45. — **Appréciation.** — La réglementation étroite de l'ordonnance de 1669 était inspirée par la nécessité de remédier aux abus auxquels les lettres de répit donnaient lieu : « *Et comme... les lettres*

« d'état ne sont que pour les absences nécessaires, et indispensables, et les lettres de répit, pour soulager la misère et soutenir les familles des débiteurs innocents, nous avons cru qu'il était important d'en épurer la pratique, en les réduisant aux termes d'un usage naturel, et légitime. » D'une façon générale, on continue à y voir une atteinte aux droits des créanciers, une véritable modification de la nature de ces droits. De tels pouvoirs exorbitants, disait-on, ne pouvaient faire partie de la justice déléguée au juge ; c'étaient uniquement des privilèges émanant de la souveraine puissance, accordés par le roi dans sa « bonté aux malheureux. » Pothier dit ainsi : « ces lettres étant une grâce qui blesse le droit d'autrui, elles ne peuvent émaner que de la puissance souveraine ». (loc. cit. partie V, ch. III, éd. Dupin, 9, p. 309). On expliquait l'intervention ultérieure du juge, par le fait qu'il était plus près du justiciable, et mieux à même de constater si la bonne foi du souverain n'avait pas été surprise, si sa bonté méritait bien de s'exercer en faveur de l'impétrant.

Quant aux abus résultant de ce système, certains auteurs affirment que l'ordonnance de 1669 les avait diminués. Jousse affirme, que, de son temps, les lettres de répit ne s'accordaient que très difficilement, et Lacombe (*Recueil de jurisprudence civile v^o lettres de répit*), va jusqu'à écrire qu'on ne pouvait plus en obtenir, le chancelier ayant défendu aux secrétaires du roi d'en présenter au sceau. Cependant, dans le mouvement violemment réactionnaire de 1789, on crut bon de supprimer le répit, les idées de charité n'étant plus de mise, comme constituant un privilège, et une atteinte au droit.

46. — 3°) Le délai accordé par le juge.

L'ordonnance de 1669, soit par tradition en raison des larges pouvoirs antérieurs des juges, soit par impossibilité de fait d'empêcher les juges de fixer un terme pour la poursuite qu'ils ordonnent, décida que le juge aurait le droit, sans qu'il soit nécessaire d'obtenir des lettres, au cas de condamnation au paiement d'une somme, et par le jugement même qui condamne, d'accorder un délai au débiteur pour s'exécuter. Ce délai ne pouvait dépasser trois mois, ni être renouvelé (Ordon. de 1669, titre X *in fine*). Une tolérance plus grande aurait, en effet, eu pour conséquence que le recours aux lettres de répit aurait été restreint aux cas où le juge refusait le délai.

D'ailleurs, d'après Ferrière, on ne recourrait aux lettres de répit que quand on n'avait pu s'entendre avec les créanciers. La convention amiable d'atermoïement était une sorte de concordat consenti par les créanciers à la majorité des 3/4 du total des créances, et, semble-t-il, enregistré par le juge, à qui était signifié le délai accordé.

SECT. 3. — LE TERME DE GRACE D'APRES LE CODE CIVIL

47. — Bien qu'ayant été supprimé en 1791 avec les autres « privilèges », auxquels donnaient lieu les lettres accordées par le roi, la notion de sursis à exécution avait, derrière elle, un trop long passé historique, pour rester inaperçue. Cependant, les principes nouveaux du droit rendaient la question délicate. L'homme, entité individuelle et libre, peut s'engager par une détermination souveraine de la volonté, et, dès lors, est tenu d'observer cet engagement, véritable loi privée aux termes de l'art. 1134 du C. Civ. Lui permettre de s'évader de cet engagement, c'est revenir aux errements de l'Ancien Droit, et ruiner les bases mêmes de la législation révolutionnaire. D'autre part, de telles facilités risquent de ruiner le crédit. Ces critiques n'ont pas été laissées de côté lors de la discussion du projet de Code Civil. Le tribun Gaubert, dans le rapport qu'il présenta au Conseil d'Etat sur la question, s'en fit l'écho : « *Nous reconnaissons, et nous ne pourrions nous empêcher de reconnaître, que les conventions tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faites. Comment donc les juges pourraient-ils substituer leur volonté, à celle de la loi ? Qui ne sait que le moindre retard peut causer les plus grands malheurs à un créancier ? Le retard ne peut-il pas mettre le créancier lui-même dans l'impossibilité de remplir ses propres engagements ? Le créancier, qui n'est pas payé de ce qui lui est dû, et qui ne peut payer ce qu'il doit, n'est-il pas exposé à voir sa réputation compromise, et à être lui-même la cause innocente du malheur de plusieurs familles ?* » (Fenet. XIII, p. 345. Locré, XII, p. 466). On lit également, dans les *Observations* de la section de législation du Tribunat : « *Ce serait un germe qui ferait éclore une multitude prodigieuse de demandes en termes et délais, toujours fondées sur la prétendue position du débiteur. Enfin, cette disposition altérerait la portée du principe consacré par le premier § de l'article 35 ainsi conçu : « ... (art. 1134 actuel) ... »* En conséquence, la section vota le retranchement du 2° § de l'art. 143 du projet (1244 actuel). (cf. Locré, XII, p. 273. Fenet, XIII, p. 157 et Toullier, VI, n° 657, al. 2 et 3).

48. — Cependant, il fut passé outre à ces objections. Dans son rapport, Jaubert lui-même, après avoir réfuté les critiques, s'était prononcé pour que le juge puisse accorder des délais de paiement. « *D'autre part, n'est-il pas vrai qu'un débiteur de bonne foi peut se trouver dans de telles circonstances que le retardement ne puisse lui être imputé à crime, et qu'il y aurait une dureté excessive de la part du créancier qui ne lui accorderait pas un délai ? ... Eh bien ! un débiteur qui n'a que des immeubles, qui, notoirement, se donne les plus grands mouvements pour les vendre, doit-il subir toutes les calamités trop souvent attachées à l'expropriation forcée, dans le cas surtout où le créancier n'éprouve pas des besoins pressants ? La justice n'est-elle pas aussi l'équité*

« naturelle? L'humanité n'a-t-elle pas ses droits? On craint l'arbitraire des juges ; mais la conscience des juges ne doit-elle pas servir de garantie à la loi? La loi n'a-t-elle pas besoin de se reposer sur la responsabilité morale des juges? Suivant la jurisprudence, les juges étaient autorisés, selon les circonstances, à accorder quelque délai. Aurions-nous pu changer ce point de législation dans notre Code où le peuple français veut trouver, à chaque page, l'équité à côté de la justice? » (Fenet, t. XIII, p. 346. Loqué, XII, p. 466). C'est aussi l'explication donnée par Bigot-Préameneu, dans l'Exposé des motifs : « Si néanmoins le débiteur se trouvait dans des circonstances telles que, par des motifs d'humanité, ou peut-être pour l'intérêt même du créancier, les juges fussent convaincus que, sans porter atteinte à ce créancier, ils feraient un acte d'humanité en accordant des délais modérés pour le paiement, la loi les y autorise. » (Fenet, XIII, p. 266. Loqué, XII, p. 267). De même, Mouricault, l'orateur du Tribunal, déclare le projet « conforme en cela à l'humanité comme à la jurisprudence ». (Fenet, XIII, p. 432. Loqué, XII, p. 572).

49. — Cependant, ces critiques avaient eu pour effet de limiter très strictement les cas où le délai pourrait être accordé; d'ailleurs, nous dit l'art. 1244, § 2, ce sera toujours de façon modérée et avec la plus grande réserve. Nous ne voulons pas ici faire l'exposé complet de la législation du terme de grâce selon la rédaction de 1804 de l'art. 1244, mais simplement un résumé, afin d'en permettre la comparaison avec le système actuel.

50. — **Procédure.** — D'après l'art. 122 C. Pr. Civ., le délai de grâce ne peut être accordé que par le jugement même qui statue sur la condamnation. La jurisprudence décidait qu'une fois que le tribunal a statué, il ne peut plus accorder de délai, ni proroger le délai accordé (car dessaisi), — et aucun autre tribunal ne peut le faire (en dehors des voies de recours normales).

51. — **Cas où on peut l'accorder.** — Le délai de grâce est impossible dans certains cas fixés par la loi: 1°) paiement d'une lettre de change, ou d'un billet à ordre; 2°) exercice de l'action en réméré de l'art. 1161; 3°) remboursement des créances du Crédit Foncier (décret du 28 Février 1852, art. 26) — mais sans tenir compte du fait qu'il y a, ou non, titre exécutoire.

52. — **Effets.** — En principe, ceux normaux du terme de droit, à savoir :

- a) effets du terme sur l'obligation: 1°) celle-ci n'est plus exigible jusqu'à l'arrivée du terme, d'où : pas de poursuite possible, ni de saisie — mais possibilité de faire tous actes conservatoires (ex. assigner en vérification d'écritures).

ture); 2°) imprescriptibilité durant le temps du sursis (art. 2257, ali. 3); 3°) impossibilité de la libération volontaire anticipée, sans le consentement du créancier.

- b) effets de l'obligation pendant la durée du terme: 1°) validité de l'exécution avant terme, la répétition du paiement étant impossible; 2°) s'il s'agit d'un corps certain, les risques sont à la charge du créancier (A. 1138).

Mais, par contre, quelques règles différentes : 1°) le terme de grâce ne met point obstacle à la compensation (art. 1292); 2°) les actes conservatoires sont valables malgré le délai accordé. La mise en demeure précédemment signifiée porte ses effets, bien qu'il soit impossible de mettre en demeure postérieurement à l'octroi du délai; la saisie-arrêt reste possible; 3°) l'octroi d'un délai rend la dette portable.

53. — **Déchéances.** — Les causes en sont :

- a) tout d'abord, les causes ordinaires de déchéance du terme de droit: 1°) faillite et liquidation judiciaire; 2°) déconfiture; 3°) diminution des sûretés données par contrat, ou refus de constituer les sûretés promises;
- b) ensuite, les causes spéciales prévues à l'art. 124 C. Pr. Civ.: 1°) saisie des biens du débiteur à la requête d'un autre créancier; 2°) débiteur en état de contumace; 3°) débiteur subissant la contrainte par corps.

54. — **Echéance.** — L'effet est identique à celui du terme de droit, l'obligation redevient pure et simple : cependant, il y a ici avantage du fait que la date est toujours fixée de façon certaine par le jugement.

55. — **Caractère d'ordre public.** — Pas de renonciation possible.

56. — Ce système subit quelques critiques, durant la première moitié du xix^e siècle, de la part de quelques doctrinaires qui en étaient restés à l'idéologie de 1789, et ne voyaient dans le droit qu'une construction logique et doctrinale, sans vouloir tenir aucun compte, dans l'application des principes, de l'humanité, de la pitié, ou même des cas d'espèce si divers. Les critiques qui eurent le plus de retentissement furent celles de Huc et Orsier (cf. *Le Code Civil italien et le Code Napoléon*. I. *Etudes de législation comparée*, p. 251 et st.). Huc, constatant que le C. C. italien n'a pas reproduit le § 2 de l'art. 1244 (cf. art. 1246), et n'admet le délai de grâce que dans l'hypothèse exceptionnelle de la résolution du contrat par l'effet du pacte comissoire tacite (cf. art. 1165), déclare approuver le législateur italien pour s'être affranchi de « *cette maladroite sollicitude qui rend toujours le crédit plus difficile, et les capitalistes plus soupçonneux.* » Huc reprend l'argumentation des premiers

commentateurs, tels Toullier, qui affirme, du terme de grâce, qu' « *il est contraire à l'exacte justice, qui ne doit voir dans les personnes que les droits qui leur sont légalement acquis, les obligations qu'elles ont à remplir, sans considérer leur position.* » Pour ces auteurs, en dehors de la bienveillance du créancier, rien ne saurait retarder le paiement, et ils vont jusqu'à affirmer que cette mesure, qui ruine déjà le crédit et la confiance, peut finir par ruiner le débiteur lui-même en fomentant la chicane, au lieu de le soulager.

57. — De nombreux auteurs ont critiqué ce sectarisme inhumain, qui ferait de l'égalité juridique, non un bienfait, mais un fléau social. Nous montrerons au chapitre suivant, l'évolution de l'opinion qui a permis, par l'abandon de ce rigorisme juridique, l'humanisation du contrat.



TITRE II

LE RÉGIME ACTUEL

58. — Jusqu'à la crise économique de 1930, l'opinion publique se désintéressa de la question du délai de grâce. Les périodes difficiles étant franchies à l'aide de moratoires, tels ceux de 1870 et de 1914, on ne voyait pas d'intérêt à étendre le champ d'application des répits aux poursuites, susceptibles d'entraver le mécanisme normal des échanges, et du crédit.

Les effets de la crise économique mirent au contraire, au premier plan des préoccupations parlementaires, la question du règlement des dettes contractées au temps de la prospérité, et dont la raréfaction des échanges, et la diminution de l'activité économique, rendaient l'amortissement difficile.

On se préoccupa d'abord, dans de nombreuses propositions de loi (1), de mettre fin aux exagérations des taux d'intérêt, qui ruinaient de nombreux débiteurs, par un retour à la vieille loi du 3 septembre 1807, dont la loi de guerre du 18 avril 1918 n'avait fait d'ailleurs que suspendre l'autorité, mais pour un temps illimité. L'aboutissement de ces campagnes devait être deux décrets-lois en date du 8 août 1935, dont l'un abaissa le taux de l'intérêt légal, mais sans rétablir la limitation de l'intérêt conventionnel ; — et l'autre fit revivre le délit d'usure dont il donne une nouvelle définition.

Mais il était aussi pressant de protéger les débiteurs malheureux, et de bonne foi, contre les exécutions forcées ruineuses, auxquelles les exposait l'impossibilité de faire face aux obligations antérieurement contractées, et souvent accrues outre mesure par l'exigence d'un intérêt exagéré. Il importait donc de leur faciliter l'obtention de surséances à l'exécution forcée.

Aussi, M. André Fribourg déposa une proposition nouvelle, permettant aux débiteurs sur hypothèque menacée de saisie, d'obtenir

(1) Voir notamment : propositions André Fribourg, du 27 octobre 1932, n° 4709 — Doussain, du 22 juin 1934, n° 3643 — Charles Reibel, du 8 novembre 1934, n° 4011 — projet de loi du 22 mars 1935, n° 5074.

des délais de grâce suspendant les poursuites, pendant une durée de six mois à deux ans (prop. du 29 novembre 1934, n° 4192). Approuvée par la commission de législation, cette proposition fut votée par la Chambre, à l'unanimité, le 1^{er} avril 1935. Mais le Sénat, bien que dûment saisi de ce texte, le laissa dans les cartons ; et, malgré les instructions de la Chancellerie, recommandant aux parquets des interventions officieuses, les saisies et les ventes d'immeubles continuèrent à avoir lieu.

Sur ces entrefaites, le Parlement s'ajourna après avoir donné pleins pouvoirs au gouvernement Laval. Ce n'est que très timidement que le pouvoir exécutif, investi par les deux Chambres d'un pouvoir législatif temporaire, se décida à accorder un secours aux débiteurs. Le décret du 16 juillet 1935 (cf. aussi les décrets des 28 août et 30 octobre 1935) se borna en effet à permettre, aux débiteurs sur hypothèque, de se libérer par anticipation.

Cependant, depuis longtemps déjà, des campagnes de presse s'étaient engagées en vue de soulager les agriculteurs, particulièrement frappés par suite de la vertigineuse dévaluation des produits agricoles. Des propositions de loi avaient même été présentées en ce sens, tant à la Chambre (le 18 janvier 1935, par MM. Guillon et des Rotours), qu'au Sénat (le 21 juin 1935, par M. Roux-Fraissineng, n° 502). La fin de la législature approchant, il devenait urgent de se décider à établir un texte. De là la proposition de MM. Barthe et autres, du 21 février 1936, ayant pour objet d'accorder des délais pour le paiement des dettes agricoles, qui fut votée le 28 par la Chambre, à l'unanimité des 565 votants.

Au Sénat, la commission de législation se saisit de la question, la commission de l'agriculture étant consultée seulement pour avis, et décida que, les agriculteurs n'étant pas les seuls à souffrir de la crise, il convenait d'étendre le bénéfice de la loi à tous les débiteurs malheureux. Dès lors, il fut décidé d'incorporer la réforme projetée au code civil, par l'adjonction, à l'art. 1244, de quelques alinéas nouveaux.

D'autre part, il était également urgent de protéger les débiteurs du Crédit Foncier, en retard pour le paiement des arrérages, et menacés d'expropriation de l'immeuble hypothéqué. L'art. 37 du décret-loi du 28 février 1932 interdisait en effet, en ce cas, d'accorder des remises d'adjudication, par dérogation à la règle de l'art. 703 du C. de Pr. Civ. Un article 2, introduit par la commission sénatoriale de législation, eut donc pour objet d'admettre le juge des référés, à accorder des répit aux débiteurs du Crédit Foncier, qui sont malheureux et de bonne foi.

Ainsi transformée, la proposition fut votée par le Sénat le 19 mars 1936, et le lendemain par la Chambre, sans modification nouvelle ; elle a été promulguée le 25 mars 1936. Nous n'étudierons pas en détail le régime qu'elle institue, car il n'a été appliqué que peu de

temps (du 25 mars au 20 août 1936). Disons simplement que le seul résultat pratique de la réforme était d'admettre désormais le juge des référés à accorder, en tout état de cause, des délais, alors qu'auparavant, seules les juridictions de jugement en matière civile, le pouvaient, (jp. constante: cf. Paris, 19 nov. 1931. G. Pal. 1932. 1. 262).

C'est le 21 juillet 1936, que le Gouvernement présenta à la Chambre des députés, un projet de loi destiné à secourir les producteurs agricoles victimes de la crise économique. En raison de l'éloignement des agriculteurs du chef-lieu de l'arrondissement, il était proposé de substituer la compétence du juge de paix, à celle du juge des référés. D'autre part, le projet élevait à deux ans la durée maximum des délais de grâce que l'art. 2 de la loi du 25 mars 1936 permettait d'accorder aux débiteurs du Crédit Foncier.

Adopté, avec quelques modifications, par la Chambre des députés, le 7 août 1936, le texte fut complètement modifié par le Sénat. Ce dernier refusa d'abord d'admettre la compétence du juge de paix, étant donné que souvent le montant des dettes des agriculteurs, surtout lorsqu'il s'agit de la grande culture, s'élève à des sommes considérables, bien supérieures au taux de la compétence normale des magistrats cantonnaux, — et ce d'autant plus que, la loi du 25 mars 1936 n'étant pas abrogée, il y aurait eu deux juridictions concurrentes aptes à statuer, et auxquelles l'agriculteur aurait pu s'adresser à son gré. Finalement, le projet fut réduit à un seul article, qu'on décida d'ajouter à l'art. 1244 en remplacement du § 2 abrogé, et qui fut généralisé, par suite, à tous les débiteurs. Mais les dispositions relatives aux agriculteurs furent reprises en séance, et votées sans opposition le 13 août 1936. Le même jour, le texte fut voté, sans modification, par la Chambre.

La loi, promulguée le 20 août 1936, comprend donc deux parties complètement distinctes.

La première consiste dans la disposition de l'art. 1, modifiant le § 2 de l'art. 1244, en vue de supprimer les directives restrictives que l'ancienne rédaction, non modifiée en mars 1936, imposait au juge.

La seconde, qui justifie le titre de la loi (« *Loi tendant à accorder des délais aux producteurs agricoles pour le paiement des dettes qu'ils ont contractées pour les besoins de leur exploitation* », J. Off. du 22 août 1936) (1), contient des dispositions relatives à

(1) Après les modifications apportées au texte primitif par le Sénat, il aurait été logique de modifier le titre de la loi. C'est ce qu'on proposa de faire à la fin de la séance du 13 août, au Sénat, en faveur de l'intitulé suivant : « *Projet de loi tendant à modifier l'art. 1244 c. civ. et à accorder des délais aux débiteurs malheureux, et de bonne foi* ». Cependant, le rapporteur jugea que ce n'était pas utile, et l'on passa outre, bien que la proposition eût à vrai dire sa raison d'être (cf. l'article de M. Paul-Albert Ribert, Gaz. Pal. 1^{er} octobre 1936).

l'octroi de crédits aux agriculteurs, et applicables pendant une année à dater de la promulgation de la loi. Nous laisserons cette question en dehors de notre étude, à laquelle elle ne se rattache que par un seul point : les crédits stipulés aux art. 2 et sts de la loi sont réservés aux agriculteurs ayant obtenu des délais de répit.

En définitive, les lois des 25 mars et 20 août 1936 ont ainsi modifié l'art. 1244, § 2 et suivants :

(§ 2 (L. 20 août 1936, art. 1) : *« Les juges peuvent néanmoins, en considération de la position du débiteur, et compte tenu de la situation économique, accorder pour le paiement des délais qui emprunteront leur mesure aux circonstances, sans toutefois dépasser un an, et surseoir à l'exécution des poursuites, toutes choses demeurant en l'état. »*

« (L. 25 mars 1936, art. 1) : *En cas d'urgence, la même faculté appartient, en tout état de cause, au juge des référés. S'il est sursis à l'exécution des poursuites, les délais fixés par le Code de Procédure Civile, pour la validité des procédures d'exécution, seront suspendus jusqu'à l'expiration du délai accordé par le juge. »*

Tel est le nouveau texte de l'art. 1244. Nous nous proposons d'étudier la réglementation qu'il instaure, dans six sections qui traiteront successivement : en premier lieu, de la nature du terme de grâce, — ensuite, de la procédure d'obtention, — en troisième lieu, la durée du délai, — puis, des causes qui empêchent l'octroi du délai, ou qui entraînent déchéance, — en cinquième lieu, des effets du sursis, — et enfin, dans une sixième et dernière section, des causes qui en provoquent l'expiration, et des effets de celle-ci.

SECT. 1. — NATURE DU DELAI DE GRACE

59. — Le législateur n'a nulle part fixé de façon précise la nature du terme de grâce. Il a placé l'art. 1244, qui en pose le principe, parmi les règles du paiement, mais on ne peut tirer de là aucune indication, en raison du fait que le délai de grâce peut être accordé tant lorsqu'il s'agit de dettes d'argent, que lorsqu'il s'agit de dettes de corps certain. La véritable place de l'institution est parmi les modalités du contrat, puisqu'elle modifie certains caractères de ce dernier, et parmi celles relatives à l'exécution, puisque celle-ci, du moins quand elle n'est pas volontaire, est reportée jusqu'à l'expiration du délai. Cette conception est d'ailleurs celle de la majorité des auteurs, qui placent l'étude du délai de grâce après celle du terme de droit, parmi les modalités relatives à l'exécution des obligations.

Cependant, signalons qu'un certain nombre d'auteurs récents (cf. L. Labatut), après avoir remarqué que le seul effet du terme de grâce est une surséance aux voies d'exécution forcée, et que certaines règles en sont données au Code de Procédure Civile, art. 124 et suivants, tendent à n'y voir qu'une disposition de procédure. Il y a là une erreur, car le caractère essentiel du contrat légalement formé est d'être sanctionné par l'exécution forcée, et lui refuser cette sanction aboutit, en fait, à le dénaturer complètement.

Après avoir ainsi déterminé la place que doit occuper l'étude du délai de grâce dans notre droit, nous nous proposons d'étudier, dans trois parties distinctes, d'abord le fondement juridique de l'institution, ensuite, ses caractères essentiels, enfin, ses différences avec les institutions voisines : terme de droit, concordat, délai de l'art. 1184, § 3, moratoire. Cette dernière section sera d'ailleurs très abrégée, car nous nous bornerons à résumer les études approfondies des auteurs sur cette question, notamment celles du MM. Planiol et Ripert, dans leur *Traité de Droit Civil*, et de M. Labatut, dans sa *Thèse*.

§ 1. — Fondement juridique

60. — Au point de vue moral tout d'abord, le fondement de l'institution a connu une évolution qu'il nous semble intéressant de retracer.

L'Ancien Droit (cf. Pothier), et les rédacteurs du Code n'y ont vu qu'un motif de charité, d'humanité. Cette opinion appartient au premier abord assez peu satisfaisante, car le législateur ne peut poser des règles de droit que lorsqu'il s'agit d'obligations juridiques définies, ou qui tendent à être considérées ainsi, et qui sont par suite exigibles. Or tel n'est pas le cas du « devoir de charité », qui s'oppose justement à cet égard au « devoir de justice ». Il est vrai

que l'évolution juridique, disent les philosophes, démontre que le droit de charité n'est qu'une forme provisoire du devoir de justice légalement consacré (ex. assistance aux indigents), et qu'il n'y a, par suite, pas lieu de s'étonner que nos règles de droit le sanctionnent.

Nous croyons que les conceptions modernes du droit autorisent à rechercher un fondement tout différent au délai de grâce. Comme l'a dit Ihering, le droit n'est rien sans la force ; cette force, c'est l'Etat qui la fournit, dans l'exécution des prescriptions du droit sanctionnateur. En effet, « *l'homme ne peut avoir de droits naturels individuels : la notion de droit suppose la vie sociale ; et, si l'homme a des droits, il ne peut les tirer que du milieu social* », dit M. Duguit (*Transfor. du droit public*, XVI), qui ajoute même que « *parler des droits de l'individu, des droits de la société, dire qu'il faut concilier les droits de l'individu avec ceux de la société, c'est parler de choses qui n'existent pas* ». (*Transf. du droit privé*, page 24). Qu'on ne vienne pas nous dire que ce ne sont là que des dissertations philosophiques. C'est de ces principes mêmes que s'inspire le législateur moderne. Citons les déclarations d'un brillant parlementaire, qui n'a pourtant rien d'un collectiviste : « *Tout engagement n'est licite qu'à proportion qu'il est conforme à l'ordre de la société* ». D'ailleurs, la théorie jurisprudentielle de l'abus du droit est basée sur ces mêmes principes : l'Etat retire l'appui de sa force, à l'intérêt d'ordinaire protégé par lui, quand cet intérêt est incompatible avec l'intérêt social, par suite d'abus du titulaire. C'est exactement ce qui se passe en matière de délai de grâce. La sanction de l'exécution forcée est refusée au contrat, lorsqu'elle heurterait l'intérêt social, qui est le véritable fondement du répit de l'art. 1244. L'Etat refuse le concours de la force publique au créancier qui, au mépris des sentiments de solidarité sociale, recourt abusivement aux voies d'exécution forcée, par ce que ces dernières sont motivées par l'intérêt social, et ne peuvent se retourner contre lui.

61. — Après cet examen d'ordre philosophique, il convient d'aborder le côté juridique de la question.

A ce point de vue, l'effort des auteurs a surtout été dirigé vers la construction de théories intégrant le système de répit de l'art. 1244, dans des principes généraux à tout le Droit.

Dans une première théorie, on distingue dans tout contrat l'obligation principale, qu'ont surtout en vue les contractants, et l'obligation accessoire, secondaire, à laquelle le juge peut déroger sans violer le principe de l'art. 1134. Cette explication est insuffisante, car, dans la plupart des cas, le moment où le contrat doit s'exécuter, est bien une stipulation principale, et non subsidiaire.

Aussi a-t-on construit une seconde explication. On devrait distinguer (L. Labatut) l'existence du droit créé par le contrat, et qui

ne peut être remis en question si ce n'est pour interpréter la volonté des parties — et les moyens d'user de ce droit, auxquels on peut faire obstacle momentanément. Donc, s'il est exact qu'en matière contractuelle, l'art. 1134 limite strictement les pouvoirs du juge, à l'interprétation de la volonté des parties, en matière d'exécution forcée, le juge peut accorder, ou refuser les moyens de coercition, suivant les circonstances de la cause.

Mais, s'il en est ainsi, cela revient à dire que le principe de l'art. 1134 est une disposition théorique, dont la sanction dépend de l'arbitraire du juge, et nous croyons qu'il y a là quelque exagération.

Pour nous, l'art. 1244 est une disposition originale de notre droit, motivée par l'intérêt social. Il stipule, croyons-nous, une obligation légale de charité et d'humanité, fondée sur un sentiment de solidarité sociale, tendant à éviter les abus de l'exécution forcée que l'Etat accorde d'ordinaire au créancier, et appréciée librement par le juge, selon les directives que la loi a établies.

§ 2. — Caractères du délai de grâce

Ce sont : le caractère d'ordre public, celui de généralité et le caractère facultatif.

62. — **Caractère d'ordre public.** — Conformément à la tradition, la doctrine et la jurisprudence (Colmar, 29 juillet 1850, S. 51.2.272), sont depuis longtemps d'accord pour décider qu'on ne peut y déroger. On ne peut citer, en sens contraire, que quelques auteurs, qui justifient leur opinion en ne voyant dans l'art. 1244 qu'une disposition interprétative des conventions. Ainsi, dit Larombière, « *la validation de la renonciation au délai de grâce, ne paraît pas douteuse. Les parties ne font alors que renforcer la loi de leur convention privée, et la placer hors d'une atteinte d'une équité souvent imaginaire. La faculté ne saurait être considérée comme constituant un droit absolu pour le juge, une attribution de sa juridiction indépendante de la volonté des parties.* » Cette thèse des anciens auteurs, jadis écartée, est condamnée encore davantage, s'il en était besoin, par la législation actuelle.

63. — A part quelques auteurs (Pigeau, Carré-Chauveau), la doctrine et la jurisprudence (Demolombe, Huc, Garsonnet, etc... Trib. de paix de Paris, 12 avril 1906), ont en conséquence édifié un système qu'on peut résumer comme suit :

- 1°) la renonciation anticipée, dans un contrat, ne peut être admise, car une telle clause, vite devenue de style, rendrait l'art. 1244, lettre morte;

- 2°) la renonciation au terme de grâce, une fois celui-ci accordé, est possible; le débiteur peut toujours renoncer à se prévaloir du terme accordé dans son intérêt;
- 3°) le juge peut l'accorder d'office, sans besoin qu'il y ait conclusions formelles le demandant. La doctrine expliquait ce pouvoir, en disant qu'en ce cas, le juge ne statuait pas *ultra petita*, car « le fait de concéder d'office un « délai au débiteur revient simplement à accorder au « créancier moins qu'il ne demande, et certainement le « tribunal peut le faire sans excéder ses pouvoirs. » (Baudry-Lacantinerie). L'argument essentiel est, en fait, que l'article 123 C. pr. civ. reconnaît ce droit au Tribunal condamnant par défaut. La portée pratique est restreinte, car le débiteur, à qui un délai est accordé malgré lui, peut y renoncer ; le seul intérêt vise le cas d'ignorance, ou d'omission involontaire.

64. — **Caractère général.** — L'art. 1244 s'applique aussi bien au droit civil qu'au droit commercial, comme toutes les règles générales des obligations, et ce principe est reconnu unanimement en doctrine, et en jurisprudence (Cas. 20 déc. 1842. S. 43.1.223). Ainsi a-t-on reconnu au juge le droit d'accorder un délai au mari, pour payer les récompenses dues à sa femme, — au propriétaire grevé de plus-values résultant d'accession, pour se libérer par versements échelonnés, et il a même été jugé que le délai accordé à une partie pour s'inscrire en faux contre un acte, devait être considéré comme un véritable délai de grâce, que les juges peuvent accorder d'office sans statuer *ultra petita* (Limoges, 13 janvier 1901, D. 1903. 2.453).

65. — **Caractère facultatif.** — Le délai de grâce est purement facultatif, la loi s'en remettant à l'appréciation du juge, quant aux circonstances qui peuvent en motiver l'octroi. Il en découle que, pouvoir discrétionnaire abandonné à la conscience des magistrats, la décision qui accorde surséance est une question de fait qui n'est pas soumise au contrôle de la Cour de Cassation (Req. 7 juin 1859. D. 60. 1. 21. Req. 8 novem. 1892. D. 93. 1. 33).

Lors des récentes réformes, on avait proposé de substituer le terme « *devra* » au mot « *pourra* ». Un premier amendement (de M. Alès, séance de la Chambre du 28 février 1936) a été repoussé sur l'intervention de M. Yvon Delbos, garde des sceaux, ainsi motivée : « *Le Gouvernement ne peut accepter l'amendement de M. Alès, « parce qu'il ne laisserait plus aucune appréciation au juge des « référés, et qu'il équivaldrait à un moratoire* ». Repris le 7 août 1936, à la Chambre, par M. Drouot, l'amendement a été écarté sur l'intervention de M. Albert Sérol, président de la commission de législation, déclarant que l'intervention du juge était nécessaire, tant pour apprécier la situation du débiteur, que pour fixer la lon-

gueur du répit (*J. Off.* 8 août 1936). Les pleins pouvoirs du juge ont donc été expressément conservés lors des réformes de mars et août 1936.

66. — Dès lors, on s'est demandé si le juge était tenu de motiver sa décision. Depuis un arrêt de la Cour de Cassation (rap. à S. 1860, 1.277), il est certain que le silence du tribunal, sur les conclusions demandant un répit, suffit à justifier le refus du délai, sans besoin de motifs, ni de décision plus explicite. Cependant, les auteurs (cf. Chauveau-sur-Carré, Bioche) ont soutenu que cette solution doit être restreinte au cas de refus du délai, et que cet arrêt n'implique pas nécessairement que le juge soit dispensé de motiver l'octroi du délai. Au contraire, s'il accorde un délai, il doit faire allusion aux considérations motivant sa décision. On citait autrefois, en ce sens, un arrêt (Bourges. 31 déc. 1814, rap. sous S. 1860. 1.277), décidant que le jugement ne motivant pas l'octroi du délai, est frappé d'une nullité absolue, qui peut être prononcée d'office, par les juges d'appel, sur la réquisition du Ministère public. L'art. 122 C. Pro. Civ. stipule, en effet, que le juge prononcera le délai dans le jugement, et en énoncera les motifs. En pratique, les tribunaux se bornaient à employer des expressions vagues et laconiques reproduisant, en général, les termes de la loi : « *en considération de la position du débiteur... vu la situation malheureuse du débiteur...* », et il n'y a pas d'exemple d'arrêts réformant pour insuffisance de motifs.

Il faut, croyons-nous, faire une distinction. Quand le créancier argue, dans des conclusions motivées, que la nature de la dette ne souffre pas atermolement, ou que le débiteur se trouve dans un cas de déchéance, il semble qu'on pourrait exiger qu'il soit répondu, dans la sentence, à ces conclusions. Au contraire, quand il s'agit des circonstances de fait (bonne foi, etc.), justifiant l'octroi du délai, lesquelles n'ont pas été stipulées par la loi comme des conditions formelles, il n'apparaît pas que le juge ait à donner de motifs. En tout cas, il est certain que le juge des référés, et le tribunal, ne sont pas tenus de motiver, ni même d'exprimer leur refus d'accorder un sursis au paiement : « *Le silence du juge, sur des conclusions par lesquelles un délai de cette nature lui est demandé, prouve suffisamment qu'il n'a pas cru trouver, dans la cause, les motifs nécessaires pour accorder un pareil délai.* » (Req. 1859. précité. adde Cas. belge. 24 déc. 1857. Pasier. 58. 1. 58. Garsonnet, op. cit.).

67. — Une autre conséquence de ce caractère de pouvoir discrétionnaire, c'est que le seul contrôle est celui de l'appel. Le Parlement n'a maintenu ce principe qu'à grand peine, écartant diverses propositions en vue de permettre au Parquet de contrôler le délai de grâce accordé en référé. On a ainsi évité la monstruosité juridique qui aboutissait à faire contrôler un juge par un magistrat soumis au pouvoir exécutif. Malheureusement, si l'édifice juridique conserve une apparence de séparation des pouvoirs exécutif et judi-

ciaire, la pratique judiciaire en est fort éloignée. Si l'exécutif n'a pas encore osé réclamer le contrôle des décisions de l'ordre judiciaire, il n'en exerce pas moins ce contrôle en refusant de les exécuter. Le Parquet, en refusant d'autoriser l'expulsion, la saisie, ou l'adjudication ordonnée par le juge, accorde de véritables termes de grâce, là où le juge n'a pas cru devoir le faire. Et ce contrôle, sans cesse étendu par les circulaires ministérielles, est d'autant plus dangereux qu'il n'est soumis à aucune surveillance, et n'offre aucune garantie. L'exécution des sentences judiciaires dépend finalement, encore plus que sous l'ancien régime, du bon plaisir de l'exécutif. Là, comme partout, se marque l'abandon des principes libéraux de 1789, et l'acheminement vers l'étatisme totalitaire, où les garanties des libertés et des droits individuels seront supprimées totalement.

§ 3. — Comparaison du terme de grâce avec...

68. — 1°) **le terme de droit.** — On peut distinguer les différences suivantes :

- a) quant à leur source : l'un est accordé conventionnellement, l'autre en justice, et nonobstant convention contraire;
- b) quant à leur nature juridique : le terme de droit établit une distinction entre l'existence de l'obligation, qui naît dès la conclusion du contrat, et l'exigibilité, retardée jusqu'à échéance; c'est une modalité de l'obligation; — le terme de grâce ne peut modifier l'obligation exigible; il n'y a au contraire qu'une interdiction provisoire, pour le créancier à qui exécution est due, d'employer les moyens violents d'exécution directe (saisie), ou indirecte (contrainte par corps, astreinte), d'ordinaire mis à sa disposition;
- c) quant aux effets: cf. plus loin (quant à la compensation, aux intérêts moratoires, à la mise en demeure, aux déchéances, etc.).

69. — 2°) **le concordat.** — Certains auteurs ont voulu considérer le délai concordataire comme un délai de grâce, à raison des points de ressemblance suivants : époque de l'octroi du sursis (non au moment du contrat, mais à un moment où la dette est déjà exigible), causes (situation pécuniaire du débiteur), caractères (imposés et obligatoires), effets (restriction aux droits du créancier). Mais il y a d'importantes différences, quant à la procédure (pour le terme de grâce, pas de consentement des créanciers), et aux effets (jamais le délai de grâce ne peut entraîner, comme le concordat, remise partielle des dettes). La jurisprudence assimile d'ailleurs le concordat au terme conventionnel, et interdit notamment au créancier concordataire, tant de signifier un commandement de payer, que d'opposer sa dette en compensation.

70. — 3°) **le délai de l'art. 1184, § 3.** — La plupart des auteurs (cf. Larombière, de Vilade), y voient une faculté distincte du délai de grâce, un sursis conditionnel à l'exécution de la clause résolutoire sous-entendue dans tout contrat synallagmatique. Il y a, en effet, des différences quant :

- a) au fond : le délai accordé par le juge, en vertu de l'art. 1184 est la conséquence du pouvoir d'interprétation des conventions donné aux tribunaux. Si la question du moment de l'exécution est secondaire, le juge pourra, en constatant que ce n'est pas là le but principal recherché par les parties, accorder un délai pour l'exécution. Cette explication est d'ailleurs conforme aux précédents historiques (cf. la théorie de l'action résolutoire rapportée par Pothier) ; elle ne peut servir à justifier que le délai selon l'art. 1184, § 3, et non celui prévu à l'art. 1244, § 2 (cf. plus haut § 67).
- b) aux effets du délai. Dans le cas de l'art. 1244, la dette reste exigible, et il y aura lieu à exécution dès expiration du délai. Au contraire, dans le délai de l'art. 1184, le juge ne fait que rechercher la volonté des parties, et la satisfaire ; le délai est conditionnel, et la résiliation fera place à l'exécution, si celle-ci n'a pas lieu dans les délais convenus, et fixés. C'est ainsi que les tribunaux ne se reconnaissent pas le droit d'accorder de délai, quand le contrat contient une clause expresse de résolution, un pacte commissoire exprès (cf. plus loin, § 100).

En définitive, nous dirons donc que le pacte commissoire tacite qui, aux termes de l'art 1184, accompagne tout contrat synallagmatique, peut s'accompagner accidentellement d'un terme conventionnel tacite imposant sursis à la résiliation, qu'il appartient aux juges interprétant la volonté des parties de déceler (1).

71. — 4°) **le moratoire.** — Le moratoire est-il un délai de grâce généralisé ? A notre avis, il convient d'en rechercher les différences essentielles avec le terme de grâce :

- a) causes : la différence est aujourd'hui peu sensible. Le moratoire, mesure d'humanité, est en effet motivé par la situation économique, dont la nouvelle rédaction de l'art. 1244 demande au juge des référés de tenir compte dans l'octroi des délais ;
- b) procédure : le terme de grâce est accordé par le juge, le moratoire par la loi (Aubry et Rau). Mais le juge tient

(1) Cette solution se retrouve en droit anglais, où un délai supplémentaire peut être accordé par le juge interprétant la volonté des contractants (cf. *Judicature Act*. § 25, al. 7. 36 et 37. Vict. c. 66).

son pouvoir d'une délégation de la loi, et c'est finalement la loi elle-même qui, par le truchement du juge, accorde le délai de grâce (Aix. 13 août 1870. S. 1871. 2. 815).

- c) caractères généraux : le moratoire est un délai impératif, une véritable prorogation d'échéance (Bastia. 15 juin 1915. D. 1916. 2. 20 et la note), le délai de grâce est accordé en considération de la position particulière du bénéficiaire. Cette différence est d'ailleurs peu probante, depuis que la loi du 21 août 1936 (art. 4), a prévu l'intervention du juge dans le fonctionnement du moratoire qu'elle institue (cf. plus loin § 87).

En définitive, nous estimons qu'on doit clarifier la question en classant les questions relatives au terme, selon le schéma suivant :

- a) terme conventionnel, qui peut être :
 - 1) exprès (art. 1185 et sts) ;
 - 2) tacite (art. 1184, § 3) ;
- b) termes légaux, qu'on peut distinguer en :
 - 1) terme de grâce, sursis aux poursuites accordé par la loi, ou en vertu de la loi :
 - d'une façon générale (moratoire), soit à tous les habitants d'un territoire (ex. l. des 13 août 1870, et 5 août 1914), soit à une catégorie spéciale de débiteurs seulement (l. 21 août 1936) ;
 - en considération de la position particulière du bénéficiaire, appréciée par le juge (terme de grâce).
 - 2) terme dilatoire, à durée fixée de façon stricte (ex. a. 795, art. 1457 et sts, art. 1565, etc. — cf. plus loin § 94).

La réglementation du terme de grâce s'appliquera donc au moratoire, sauf exception formelle apportée par la loi qui l'institue.

SECT. 2. — PROCEDURE

72. — Le délai est aujourd'hui accordé, soit par le juge des référés, soit par le Tribunal saisi de la question au fond, soit enfin, dans un cas spécial, par la Cour d'Appel. Nous étudierons de façon plus spéciale la procédure des référés, parce que celle suivie devant les autres juridictions ne diffère en rien de la procédure ordinaire.

73. — **Délai accordé par le tribunal.** — Rien n'a été changé à cette procédure prévue à l'art. 122 du C. de Pr. Civ. Rappelons que le Tribunal, qui condamne une partie, peut fixer un délai pour le paiement de cette condamnation, et la jurisprudence décidait qu'une fois le jugement rendu, le tribunal ne peut plus accorder de délai, ni proroger le délai accordé, par ce que dessaisi de l'affaire, — et qu'aucun autre tribunal ne peut en accorder (cf. Nancy. 3 juin 1871. D. 72. 5. 347. Paris. 2 décembre 1871. D. 72. 2. 71. S. 72. 2. 131. Paris. 9 janvier 1930. Gaz. Pal. 6 février 1930).

D'autre part, le délai spécial de l'art. 2212, relatif à l'expropriation forcée en matière immobilière, ne peut être accordé que par le Tribunal saisi de l'expropriation, bien qu'il semble que le refus d'un tel délai ne puisse empêcher l'octroi du délai ordinaire de l'art. 1244, par le juge des référés (cf. plus loin § 117).

74. — **Délai accordé par le juge des référés.** — Dans le texte primitivement adopté le 28 février 1935, par la Chambre des députés, la compétence du juge des référés, en matière de délai de grâce, n'était envisagée que sous deux restrictions : d'abord, qu'en matière de paiement de dettes agricoles, — ensuite, que provisoirement, pour la durée d'une année après la promulgation de la loi. Le Sénat a, au contraire, entendu donner au juge des référés, une compétence générale et définitivement acquise. S'il a été stipulé qu'elle était limitée au cas « d'urgence », c'est surtout pour sauvegarder le principe de procédure qui veut que le juge des référés ne puisse empiéter sur les pouvoirs du tribunal, en étendant exagérément sa compétence. En fait, il sera toujours urgent d'interrompre les poursuites, et de soulager le débiteur malheureux. On peut cependant se demander si cette règle interdit au juge de dessaisir le tribunal saisi du fond du litige, quand l'action est intentée au principal. On doit répondre que le juge des référés peut le faire s'il le juge utile, par une prorogation de compétence analogue à celle de l'art. 567 C. P. C. (mod. par la loi du 17 juillet 1907). A plus forte raison, il pourra proroger le délai déjà accordé par le tribunal, si le débiteur justifie d'une situation toujours aussi malheureuse, et si les circonstances économiques n'ont pas changé.

Enfin, le délai peut-il être accordé avant toutes poursuites ? Après avoir abondé en ce sens à la Chambre (séance du 7 août. *J. Off.* 8 août, p. 2520), M. Monnet, ministre de l'Agriculture, a

estimé que les modifications apportées, par le Sénat, au projet de loi, devraient entraîner la solution contraire (*J. Off.* 14 août, p. 1355). Tel n'est pas notre avis, car nous estimons qu'il est inutile d'obliger le débiteur à laisser le créancier avancer des frais de poursuite momentanément inutiles. En tout cas, il est certain que l'expression « *en tout état de cause* », signifie « *même si la procédure dure d'exécution est déjà commencée* ». (Rap. de M. Clément Raynaud, au Sénat, n° 229).

75. — **Cas exceptionnel.** — La Cour d'Appel peut accorder des délais sous forme de défense contre l'exécution des jugements de première instance, dont appel est interjeté devant elle, quand il s'agit de jugements « *mal à propos qualifiés en dernier ressort* », ou ayant ordonné l'exécution provisoire « *hors les cas prévus par la loi* » (art. 457, et 459 du C. de Pr. Civ.). La Cour doit pouvoir remédier à l'absence d'effet suspensif de ces appels, en suspendant l'exécution provisoire illégalement ordonnée, pour éviter des conséquences souvent irréparables d'une sentence inexacte.

76. — **Voies de recours.** — Les règles normales de la procédure de référé s'appliquent :

- 1°) l'opposition n'est pas admise (art. 809 al. 2) ;
- 2°) l'appel est formé par acte signifié à personne, ou à domicile, dans le délai de quinzaine à partir du jour de la signification du jugement (809, al. 3). Il est jugé par la cour d'appel, selon la procédure ordinaire.
- 3°) le pourvoi en cassation, en matière de référé, est une question controversée ; il semble qu'il doit être refusé, car l'art. 1244 vise des questions de fait.

77. — **Compétence.** — Si des poursuites sont commencées, ce sera la juridiction saisie de ces poursuites, qui sera compétente. Si le délai est demandé avant toute poursuite, il semble que, comme d'ordinaire, ce doit être le juge des référés du domicile du défendeur, en l'espèce le créancier, qu'on doit saisir.

Dans les départements recouverts (Haut-Rhin, Bas-Rhin et Moselle), la loi du 1^{er} juin 1924 n'a pas introduit les art. 806 à 811 du Code de Procédure Civile, relatifs à la procédure de référé ; — par suite, le délai doit être demandé selon la procédure locale, l'assignation étant faite par un acte écrit (art. 253 du Code de Procédure Civile), et non par une simple requête, et les règles normales de délais s'appliqueront (Strasbourg. G. P. 1936 : 2. 160). Notamment, en matière de saisie immobilière, le juge cantonal, seul compétent pour connaître de cette saisie, est aussi compétent pour accorder, en référé, le sursis basé sur l'art. 1244 (T. cant. de Colmar. 4 juil. 1936. Gaz. Pal. 1936. 2. 531-6).

78. — **Conséquences de l'octroi du sursis.** — Le débiteur, qui demande un sursis à l'exécution d'une convention, reconnaît par cela même la validité de la convention, et s'interdit désormais le droit de soulever toute contestation à cet égard, sauf à prouver son erreur, ou le dol de l'adversaire.

79. — **Frais.** — Quand le délai est accordé par le Tribunal, la solution est donnée par l'art. 130 du Code de Procédure Civile: les dépens sont supportés par la partie qui succombe, le droit commun s'appliquera.

Quant à la procédure de référé, la proposition primitive de février 1936 stipulait que : « *les frais de procédure resteront à la charge du débiteur bénéficiaire des dispositions du précédent article* ». La loi n'a pas reproduit cette disposition, mais c'est uniquement parce que le Sénat refondit entièrement le projet, et oublia de reprendre, dans la rédaction du nouveau texte, cette règle. Il demeure hors de doute, que le bénéficiaire de la mesure doit en supporter les dépens (cf. en ce sens, Florac. 14 sept. 1936. Gaz. Pal. 1936. 2. 538).

D'ailleurs, le coût d'une procédure de référé n'est pas très élevé. Les frais comprennent ceux de l'assignation, de l'ordonnance, de l'enregistrement, et de la signification ; mais tous ces actes sont indispensables pour l'intérêt des parties, sauf l'enregistrement, dont les frais ne grèvent la procédure que dans un but fiscal, et augmentent les dépenses dans des proportions considérables.

En tout cas, c'est le débiteur sollicitant le délai, que la demande soit admise ou rejetée, qui doit régler tous les dépens de la procédure.

SECT. 3. — DELAI ACCORDABLE

80. — La question de savoir quelle est la longueur du délai que le juge peut accorder, est beaucoup plus complexe qu'il n'apparaît au premier abord. Elle pose une série de problèmes que nous nous proposons d'étudier successivement. En premier lieu, y a-t-il une limite à la durée du délai, et quelles sont les directives dont doit s'inspirer le juge pour l'accorder? En second lieu, il convient d'examiner s'il est possible de renouveler le délai précédemment accordé. Ensuite nous étudierons les questions relatives à l'abrégement du délai, et à la division du paiement.

81. — **Longueur du délai.** — Le nouveau texte stipule, de façon très nette, que le délai sera accordé « *sans toutefois dépasser un an* ». Cependant, certains auteurs affirment qu'il s'agit là, non d'une règle impérative, mais d'une simple indication. Ils déclarent même qu'il résulte des travaux parlementaires, qu'il s'agit moins d'une limitation, que d'une invite faite d'accorder de longs délais pouvant aller jusqu'à un an (cf. Répert. Comm. 1936, n° 11. Nov. article de M. L. Courtheaud). Cette opinion nous paraît erronée. La disposition légale nous semble parfaitement claire, et il n'est nul besoin de l'interpréter par des arguments puisés dans les débats. C'est là l'opinion de M. Ribert, qui constate que la fixation d'un maximum indépassable d'un an, restreint les pouvoirs du juge : « *Le nouvel art. 1244, § 2, fixe un maximum de délai que le juge ne pourra dépasser : une année, alors que, selon la jurisprudence, le pouvoir du juge, sous l'ancien texte, était discrétionnaire, et, par le jeu de renouvellements successifs, assurait souvent au débiteur, terme plus long qu'un an* (V. Dal. Repert. Prat. v° Oblig. n° 725 et sts) ». (Gaz. Pal. 1^{er} Oct. 1936). La jurisprudence paraît s'en tenir à cette opinion (cf. Trib. com. Le Havre, 9 oct. 1936. Gaz. Pal. 36. 2. 736).

82. — Plus difficile à résoudre, est le problème posé par le renouvellement du délai. Le législateur a-t-il voulu imposer un réexamen de la situation du débiteur, au bout d'un an au maximum, ou bien interdire au juge des référés de dépasser un an, tant par l'octroi d'un délai unique, que par le jeu de renouvellements successifs de délais inférieurs à un an? Il nous paraît résulter des travaux préparatoires, que seule la première hypothèse doit être retenue, d'autant plus qu'aux termes même de la loi, le délai est accordé en égard à la situation économique, qui peut ne pas être redevenue normale au bout d'une année. Cependant, comme nous le verrons, ce n'est pas là l'opinion de la jurisprudence, qui voit, dans le texte de l'art. 1244, une limite absolue à la durée du sursis (cf. § 86, jgt du Trib. civ. de Florac. Il se peut que ce jugement ne fasse pas école; la question n'a pas encore été tranchée par des juridictions importantes).

83. — Quant aux directives données aux juges, la réforme d'août 1936 les a complètement changées. Autrefois, on en distinguait trois, deux légales : l'obligation d'agir avec « *une grande réserve* », dans l'octroi d'un « *délai modéré* », et celle de considérer la position du débiteur — et une jurisprudentielle : l'obligation de tenir compte de la situation du créancier. La loi du 20 août 1936 a supprimé la première de ces directives ; nous étudierons donc les deux autres, puis les nouvelles indications établies, à savoir la situation économiques, et la bonne foi du débiteur.

— 1°) « *la considération de la position du débiteur* » se retrouve dans les deux rédactions, ancienne et nouvelle, de l'art. 1244 — mais on a ajouté que le délai emprunterait sa mesure aux circonstances. A notre avis, on a voulu par là écarter l'ancienne doctrine, qui enjoignait aux juges d'examiner la position du débiteur de façon restrictive. « *On a supposé, suivant l'expression donnée par Treilhard dans la discussion au Conseil d'Etat, un débiteur qui, prouvant par le tableau de sa situation qu'il est solvable, demande un court délai pour une partie du paiement.* » (Fenet. XIII, p. 77. Locré. XII, p. 170). La doctrine énumérait les principaux éléments dont le juge devait tenir compte : bonne volonté du débiteur, bonne foi, caractère momentané de sa gêne, suffisance de ses ressources, mesures prises par lui pour être en état de payer, paiement d'une partie de la dette, inconvénients graves qui résulteraient pour lui d'un paiement immédiat, garanties fournies au créancier, liens de parenté, ou d'alliance, ou rapports d'amitié entre les parties, services rendus antérieurement au créancier, par le débiteur. Il nous semble que, sous le régime de la loi du 20 août 1936, on doit envisager la position du débiteur de façon beaucoup plus extensive. On ne doit plus exiger, comme auparavant, que le débiteur prouve que, d'une part, il a des biens suffisants pour satisfaire à son obligation, et que, d'autre part, l'exécution actuelle de celle-ci lui est très préjudiciable (Planiol et Ripert. Edit. 1931, tome VII, p. 325). Il suffit désormais que le débiteur prouve qu'il est « *malheureux* », et, quand bien même il ne pourrait offrir des garanties, et serait dépourvu de toutes ressources, le délai pourrait lui être accordé.

— 2°) faut-il également tenir compte de la situation du créancier ? Un petit nombre d'auteurs affirmaient que le délai ne pouvait être accordé que s'il ne ruinait pas le créancier, ou ne lui faisait pas subir des pertes importantes, ou un préjudice irréparable. Dans ce sens, on citait les paroles de Bigot-Préameneu, dans l'exposé des motifs de l'art. 1244 : « *Si néanmoins, le débiteur se trouvait dans*

« des circonstances telles que, par des motifs d'humanité, ou peut-être pour l'intérêt même du créancier, les juges fussent convaincus que, sans porter préjudice à ce créancier, ils feraient acte d'humanité en accordant des délais de paiement, la loi les y autorise » (Fenet XIII, p. 266. Locré. XII, p. 367), — et un arrêt de la Cour de Bordeaux, qui spécifiait : « Avant d'accorder un délai au débiteur, il faut considérer si la position du créancier ne s'oppose pas à ce délai ». (Bordeaux, 30 août 1881, Repert. Alph. Dal. v° Oblig. n° 1774).

Au contraire, la majorité des auteurs, et des arrêts décidait que, si le juge peut examiner si le délai n'est pas trop préjudiciable au créancier, la position de ce dernier ne forme jamais un obstacle absolu à l'octroi du sursis de l'art. 1244 (Aubry et Rau. IV, note 19. Paris, 18 décem. 1806. Rep. Dal. loc. citato. Sirey chronol. II, 2. 183). La réforme récente a confirmé, sans aucun doute, cette opinion, et nous pouvons affirmer qu'en dehors de quelques cas spéciaux qui seront étudiés séparément (cf. § 99), si la situation pécuniaire du créancier est un des éléments d'appréciation dont doit s'inspirer le juge dans l'exercice de son pouvoir discrétionnaire, elle ne peut jamais empêcher l'octroi du délai.

- 3°) « la situation économique » est également un des motifs dont la loi recommande de tenir le plus grand compte. Elle peut en effet empêcher que le débiteur trouve facilement à emprunter, ou à vendre ses biens. Il s'agit là d'une question de pur fait, le magistrat appréciant dans quelle mesure les circonstances économiques se sont répercutées sur la situation du débiteur.
- 4°) la bonne foi. L'expression « débiteur malheureux et de bonne foi » ne se trouve pas dans l'art. 1244, mais dans l'art. 2 de la loi du 25 mars 1936, relatif à la suspension des poursuites exercées par le Crédit Foncier. Mais elle y est évidemment sous-entendue, cela résulte des débats, et de la rédaction de l'art. 1244. Sous le régime antérieur, la bonne foi était toujours réalisée dès que la position du débiteur justifiait l'octroi d'un délai, puisqu'on exigeait qu'il eût suffisamment de biens pour garantir le paiement au nouveau terme fixé. Il n'en est plus de même aujourd'hui, et il faut donc faire de la mauvaise foi, une condition supplémentaire. Les orateurs, lors des débats, se sont essayés à définir la notion, restée jusque là assez confuse, de bonne foi. M. Fernand Augé, rapporteur à la Chambre, déclare qu'est de bonne foi « celui qui ne peut pas payer, et ne se livre à aucune manœuvre, ou fraude, pour dimi-

« *nuer l'actif, gage de ses créanciers* ». (*J. Off.*, 29 fév. 1936, p. 675). En fait, la bonne foi sera présumée, et ce sera au créancier qu'incombera le fardeau de la preuve de la mauvaise foi.

84. — **Renouvellement du délai.** — Il faut distinguer, à cet égard, le délai accordé par le Tribunal, de celui accordé par le juge.

85. — Le délai accordé en justice, par le jugement de condamnation, ne peut être renouvelé, le texte même de l'art. 122 C. Pr. Civ. l'interdisant (*Jurisp. const. Nancy*, 3 juin 1871. D. 72. 5. 347. Paris, 2 décembre 1871. D. 72. 2. 71. S. 72. 2. 131. Paris, 9 janv. 1930. *Gaz. Pal.* 6 fév. 1930). Les auteurs citaient cependant quelques arrêts anciens admettant renouvellement du délai (*Req.* 19 nov. 1818. *Dal. Jur. Génér.* v° *Oblig.* n° 1784), surtout lorsque la situation n'était pas la même qu'au moment où était intervenu le premier jugement: le tribunal, saisi d'une difficulté d'exécution, peut accorder un nouveau sursis (*Dal. Répert. Prat.* v° *Jugements* n° 455).

86. — Quant aux juges du référé, les textes ne donnent aucune indication à cet égard. Un amendement de M. Planche, précisant que le délai pourrait être renouvelé, avait bien été incorporé au projet (*Cham. séance* du 28 février), mais, le Sénat ayant complètement refondu le texte, on ne peut tirer argument de ce que cet amendement n'a pas été rétabli, ni dans un sens, ni dans l'autre. Le renouvellement doit être permis, car si, au bout du délai fixé, la situation du débiteur ne s'est pas rétablie, il pourra être procédé à un nouvel examen de la position de ce débiteur. Le débiteur peut donc obtenir, à notre avis, un second délai de grâce, en démontrant qu'il est toujours malheureux, en faisant état des circonstances économiques, en s'efforçant de prouver sa bonne foi, et en exposant au juge des référés, qu'il a fait tout ce qui était en son pouvoir pour exécuter la première décision. Toutefois, la loi stipulant que les délais accordés ne pourront dépasser un an (cf. § 82), le juge des référés ne saurait donc, sans commettre un excès de pouvoir, consentir un délai qui, ajouté à celui précédemment conféré, excède un an (*Trib. civ. Florac*, 14 sept. 1936. *Gaz. Pal.* 36. 2. 538, cf. plus haut § 82).

87. — **Abrègement du délai.** — Réciproquement, le créancier pourra, à notre avis, saisir à tout moment le juge des référés d'une demande en abrègement, ou révocation du délai accordé.

Le sursis, renouvelable dans l'intérêt du débiteur jusqu'au maximum indépassable fixé par la loi, doit être révocable dans l'intérêt du créancier. On peut invoquer, en ce sens, d'abord la tendance de la jurisprudence moderne, considérant que le débiteur à terme de grâce doit payer dès qu'il le peut sans attendre l'échéance (cf. § 149), et un argument tiré, par analogie, de la réglementation du

moratoire accordé par la loi du 21 août 1936 aux commerçants, industriels, et artisans. Le juge devra s'inspirer des conditions posées par cette loi (art. 4, § 2, nouvelle rédaction résultant de la loi du 24 décembre 1936), à savoir « *que son débiteur est de mauvaise foi, étant en situation de payer* ».

88. — **Division du paiement.** — Duranton (XII, n° 88), et quelques arrêts anciens (Colmar, 18 août 1816. Rép. Alph. Dal. v° Oblig. n° 1769. S. Chr. V. 126, col. 2), ont soutenu que le juge ne pouvait, en accordant le délai, fractionner le paiement. Les travaux préparatoires sont assez contradictoires à ce sujet (cf. Fenet. XIII, p. 77. Locré. XII, p. 170, note 16). Mais l'opinion contraire, adoptée par la quasi-unanimité des auteurs, est fortement motivée par les précédents historiques (cf. Dumoulin. Div. et Indi., part. II, n° 49. Pothier. Oblig. n° 536), et par la rédaction même du texte de l'art. 1244. Cet article, après avoir stipulé dans son § 1 que le débiteur ne peut forcer le créancier à recevoir des paiements partiels, affirme que « *les juges peuvent néanmoins* » accorder un délai. C'est donc que le délai prévu au § 2 peut porter atteinte à la règle de l'indivisibilité du paiement du § 1. Enfin, on ne peut concerver que le juge, qui peut reporter tout le paiement à une nouvelle échéance, ne puisse l'aménager par des échéances échelonnées. Qui peut le plus, peut le moins (en ce sens, Req. 20 décem. 1842. Rep. Alp. Dal. précité, n° 1769 et 1782. S. 1843. 1. 223).

89. — **Cas spécial où un délai a déjà été accordé en vertu de l'art. 2212.** — En l'absence de texte, il semble que l'octroi du délai de l'art. 2212 ne peut empêcher l'octroi d'un terme de grâce, une fois qu'il est expiré (cf. plus loin § 117).

SECT. 4. — CAUSES FAISANT OBSTACLE AU DELAI DE GRACE

90. — Comme en droit romain et dans l'Ancien droit, l'octroi d'un délai de grâce est impossible dans un certain nombre de cas déterminés par la loi.

Mais ces exceptions à l'art. 1244, sont différentes de celles qu'instituaient ces anciennes législations. Celles-ci avaient en effet, pour but, de protéger les créanciers privilégiés. Aujourd'hui, il n'en est plus de même, et la liste de ces exceptions ne correspond pas à celle des dettes assorties d'un privilège. Ce dernier est, en effet, accordé dans un but d'humanité (dette alimentaire), ou d'intérêt public (dépôt), qui est aussi celui du terme de grâce. Ce sera donc au juge à trancher la question de savoir, dans chaque cas d'espèce, quelle est l'institution qu'on doit faire prédominer, grâce au pouvoir discrétionnaire qui lui est accordé.

Les causes faisant obstacle à l'octroi du sursis au paiement, ont un autre motif, qui est la nécessité de sauvegarder le crédit privé dans certains cas spéciaux, et d'assurer une certaine stabilité aux transactions.

On doit en distinguer deux grandes catégories, la première comprenant les cas qui empêchent l'octroi d'un délai ; — la seconde, ceux qui entraînent déchéance du délai accordé.

Première partie : Causes qui empêchent l'octroi d'un délai de grâce

91. — Elles peuvent être réparties en deux groupes distincts : les unes tiennent en effet à la nature de la dette, qui est telle que l'octroi d'un délai ne peut se concevoir, — les autres résultent (ou plutôt résultaient, car elles sont aujourd'hui supprimées), de la forme de la créance, ou de l'état de la procédure d'exécution. Nous répartirons donc l'étude de ces dérogations à l'art. 1244 § 2, en deux paragraphes, correspondant chacun à l'une des catégories que nous venons de distinguer.

§ 1. — Cas où la nature de la dette fait obstacle à l'octroi du délai

92. — L'existence de ces exceptions à la règle de l'art. 1244, § 2, est inspirée d'un motif d'intérêt social, qui doit évidemment primer celui du débiteur. C'est pour ne pas ruiner la sécurité des transactions, et le crédit des particuliers, qu'on est obligé de refuser toute possibilité de délai dans un certain nombre de cas, que nous étudierons, successivement, dans autant de paragraphes distincts.

Le nombre de ces cas peut être réduit à 6, à savoir :

- 1°) dettes en matière commerciale;
- 2°) action en réméré;
- 3°) dette née d'un prêt gratuit;
- 4°) dettes nées de ventes;
- 5°) dettes envers le Crédit Foncier;
- 6°) dettes envers le Fisc.

93. — **Dettes en matière commerciale.** — La loi refuse l'octroi du délai quand ces dettes ont fait l'objet de lettres de change, ou de billets à ordre.

Quant à la lettre de change, l'ancien art. 157 du Code de Commerce stipulait que : « *Les juges ne peuvent accorder aucun délai pour le paiement d'une lettre de change* ». Lors de la refonte de la réglementation des lettres de change, par le décret-loi du 30 octobre 1935, cette règle a été reprise, de façon encore plus explicite, dans le nouvel article 182, § 2 : « *Aucun jour de grâce, ni légal, ni judiciaire, n'est admis, sauf dans les cas prévus par les articles 147 et 157* ». Ces deux articles prévoient l'octroi de délais aux garants forcés de payer à l'improviste, par suite de la carence du garanti (art. 147), — et au porteur qu'un cas de force majeure empêche de présenter la lettre venue à échéance, dans le délai légal (art. 157).

Il n'y a donc pas là des exceptions à la règle générale posée à l'art. 182; il s'agit simplement de prorogations momentanées du paiement, dans des cas strictement et restrictivement déterminés.

En dépit de la clarté du texte de l'ancien art. 157, rappelons que Toullier (VI, n° 661) a enseigné jadis qu'il ne faisait pas obstacle à l'octroi d'un délai de grâce, et que quelques arrêts anciens (Colmar, 24 novembre 1806, S. 1806, 2. 974. Douai, 13 avril 1814, S. chr. 2. 384. col. 2. Repert. Dal. v° Jugements, n° 449) avaient adopté ce point de vue. Il ne fait aucun doute que, par la nouvelle rédaction de l'art. 182, § 2, toute hésitation est désormais interdite; comme d'ailleurs le déclarait la quasi-unanimité des auteurs et de la jurisprudence, aucun délai ne peut être accordé quand il s'agit d'une lettre de change.

Il est certain que les lois des 25 mars et 20 août 1936 n'ont rien changé à cette situation, d'abord, par ce qu'aucun texte n'a été voté en ce sens, — ensuite, par ce que le législateur, par une loi du 21 août 1936, a prévu une réglementation spéciale des délais de grâce en matière commerciale, qui aurait été inutile si le délai de l'art. 1244, § 2, avait été applicable à cette catégorie de dettes.

La jurisprudence s'est d'ailleurs fixée en ce sens (cf. Lyon, 27 août 1936. Gaz. Pal. 1936. 2. 356. Trib. commerce de la Seine, 24

septembre 1936, et Trib. civil de Carpentras, 21 oct. 1936. Gaz. Pal. 27 nov. 1936).

En second lieu, les mêmes règles doivent être appliquées au billet à ordre, en vertu de l'art. 185 nouveau du Code de Commerce, qui stipule : « *Sont applicables au billet à ordre : ...les dispositions relatives à la lettre de change et concernant : ...l'interdiction des jours de grâce* (in fine) ». Nous verrons toutefois (§ 95), une différence dégagée, en jurisprudence, entre la lettre de change, et le billet à ordre, en matière de terme de grâce.

Enfin, en raison du caractère général du terme de grâce, les art. 182 et 185 du Code de Commerce sont d'interprétation stricte ; il s'agit de textes d'exception, qui ne sauraient être étendus aux autres matières commerciales (jurisprudence constante en ce sens, remontant à un arrêt de : Req. 20 déc. 1842, S. 43. 1. 223. Dal. Alph. v° Oblig. n° 782).

94. — La justification de cette exception est facile à concevoir. La lettre de change sert de monnaie, et doit se transformer en numéraire le jour de l'échéance, sans aucun retard possible. En décider autrement ruinerait le jeu normal des échéances, qui est la base du crédit commercial.

On a cependant connu des pratiques contraires. Ainsi, l'ordonnance de 1673 accordait un délai de dix jours aux commerçants, pendant lesquels il était loisible au porteur de ne pas présenter la lettre, et au tiré de ne pas la payer ; ce système a duré jusqu'en 1807. En Suisse, les anciennes lois cantonales donnaient le droit, au tiré, de ne pas payer à l'échéance, qu'il ait ou non accepté la lettre de change. Il n'y était tenu qu'après un délai variable, mais généralement assez court, de sorte que le porteur ne pouvait agir, c'est-à-dire dresser protêt, qu'à l'expiration de ce délai de grâce.

Ainsi, l'ordonnance du canton de Saint-Gall en fixait la durée à trois jours, celle du canton de Glaris, à six jours. Ce système a été formellement abrogé par le Code fédéral des Obligations, dont l'art. 752 dit expressément qu' « *il n'y a point de délai de grâce* » en matière de lettre de change. La même règle se retrouve en droit allemand, en droit italien, et dans la plupart des législations. Le droit anglais connaît cependant un délai de grâce de trois jours, après échéance.

En fait, ces systèmes ne constituent pas de véritables répit. La surséance accordée n'a aucun des caractères d'un terme de grâce, car elle est donnée de droit, sans tenir compte de la situation pécuniaire du débiteur, et pour un temps rigoureusement fixe. Il s'agit seulement de l'impossibilité, imposée au créancier impayé à échéance, de dresser protêt avant deux ou trois jours, ou même plus, afin de laisser au débiteur le temps d'organiser son échéance.

Il en résulte que la pratique commerciale ne tient compte que de l'échéance réelle, qui est celle de l'échéance convenue augmentée du délai légal, dont on doit attendre l'expiration pour commencer les poursuites. On ne présente donc la lettre au tiré, qu'à cette date.

En fait, dans aucune législation, il n'existe de véritable délai de grâce, quant au paiement des lettres de change. L'octroi d'un répit est en effet inconciliable avec le principe même de l'institution.

La pratique commerciale accorde souvent de tels délais, qui n'ont rien de commun avec celui de l'art. 1244. Ainsi, la jurisprudence du tribunal de commerce de la Seine octroie fréquemment un répit de 25 jours au tiré, mais c'est un sursis que le créancier est pratiquement contraint de consentir, ce qui fait que ce système ne heurte pas le principe posé aux art. 182 et 185 du Code de Commerce. En effet, le créancier, qui se refuserait à donner son assentiment à l'octroi d'un tel délai, devrait poursuivre le débiteur. Ce dernier pourrait alors, en faisant défaut, puis opposition à la condamnation rendue contre lui par défaut, gagner plus de temps qu'il ne lui est ainsi accordé, moyennant quelques frais supplémentaires. Au contraire, la pratique judiciaire de la Seine a des avantages pour les deux parties : — quant au créancier, le jugement qui accorde le délai, constate la créance, et sera exécutoire sans répit possible, à l'expiration des vingt-cinq jours ; — et quant au débiteur, à qui il évite la majeure partie des frais qu'il est contraint de solder, pour obtenir le délai en usant des ressources de la procédure.

En définitive, on ne peut voir dans cette pratique judiciaire, rien qui ressemble à un délai de grâce, mais seulement une sorte de forfait des délais de procédure, que l'intérêt du créancier est d'accepter.

95. — La règle des art. 182 et 185 du Code de Commerce a donc son fondement dans la nature de la dette, puisqu'elle est motivée par les nécessités du crédit commercial. Il en résulte qu'elle s'appliquera même quand le débiteur n'est pas commerçant, la qualité du tiré n'ayant pas d'influence sur la nature de la créance. (1)

Mais le fait que c'est la nature de la dette qui motive l'octroi d'un délai de grâce, entraîne des conséquences importantes. Un délai de grâce pourra, en effet, être accordé chaque fois que la nature de la dette n'est pas commerciale.

Pour le billet à ordre, cela ne fait aucun doute: doctrine (Bioche. v^o Délai, n^o 93. Garsonnet, etc.) et jurisprudence (remontant à un arrêt de Req. 31 juillet 1817. S. Chr. V. 1. 356, col. 2), sont en ce sens.

(1) en ce sens, cf. notamment Lyon-Caen et Renault, Tr. de Droit comm. IV, n. 291. Contra: Bédarride. Tr. de Droit Comm. I, n. 281, et II. n. 449).

Mais la question est plus délicate en matière de lettres de change, celles-ci étant toujours régies par la loi commerciale, et ainsi réputées de nature commerciale. Un arrêt de la Cour de Colmar a cependant accordé un répit au débiteur d'une lettre de change, en invoquant le fait que la cause réelle de cette lettre était une créance civile (22 nov. 1815. Dal. v° Oblig. n° 1781. S. Chro. V. 2. 74). Il s'agit, à vrai dire, d'un cas un peu spécial : la lettre avait été remise, en paiement de la dot de la fille du tiré, au jeune marié. Le tireur, ayant demandé un sursis aux poursuites exercées par son gendre, la Cour lui accorda un délai de deux mois.

La plupart des auteurs ont critiqué cette jurisprudence, déclarant que la lettre de change, étant toujours commerciale, devait automatiquement emporter novation des dettes civiles qu'elle constatait, et qu'on ne pouvait en conséquence accorder de délai.

Cette opinion n'est cependant pas très juste. Ce qu'il faut surtout rechercher, pour reconnaître si un délai est possible, c'est si l'octroi d'un répit troublera réellement la sécurité des transactions commerciales.

Or, à notre avis, on peut concilier les deux thèses en présence, par une distinction. Si la novation résultant de la rédaction de la lettre de change, est restée théorique, c'est-à-dire si la traite n'a pas changé de mains, la sûreté du crédit commercial n'est pas menacée par l'octroi d'un délai de grâce selon l'art. 1244, § 2. Au contraire, si la lettre a changé de mains, tout répit sera refusé. Dans ce cas, en effet, les tiers qui ont eu entre leurs mains une telle lettre, ont compté sur un paiement exact à l'échéance, sur la sécurité que leur donnaient les règles rigoureuses du droit commercial : on ne pourrait accorder de sursis au paiement sans faire échec au jeu normal des échéances commerciales.

On peut invoquer en faveur d'un tel système, le caractère d'ordre public du délai de grâce. Il serait, en effet, trop facile aux créanciers de se prémunir contre l'octroi d'un sursis, en obligeant le débiteur à signer une lettre de change. Le domaine des exceptions apportées à l'art. 1244, § 2, par les art. 182 et 185 du Code de Commerce, doit donc être circonscrit strictement aux opérations commerciales.

96. — **Action en réméré.** — Le réméré est le droit, pour le vendeur, de racheter la chose vendue, en remboursant le prix payé par l'acheteur, et les frais et loyaux coûts du contrat (art. 1659 du C. C.). Il peut être exercé durant le délai fixé par le contrat, mais qui ne peut dépasser cinq ans (art. 1660). Peut-on accorder un délai de grâce au vendeur qui veut exercer son droit de réméré, mais ne le peut avant l'expiration du délai préfixé ? L'art. 1661 du C. Civil tranche la question : « *Le terme fixé (par les parties pour l'exercice du réméré) est de rigueur, et ne peut être prolongé par le juge* ».

Le motif de cette disposition est que le réméré est préjudiciable à la sécurité des transactions. La faculté de rachat, qui y est stipulée, entrave la circulation des biens, car elle décourage les acquéreurs éventuels de la chose vendue sous cette condition. Il convient de restreindre le plus possible la durée de cette situation instable; c'est ainsi qu'elle est limitée à 5 ans par l'art. 1660, et que l'octroi d'un délai supplémentaire, par le juge, est interdit par l'art. 1661.

Citons, à ce propos, un cas d'espèce assez curieux : la jurisprudence assimile à une prorogation de terme de réméré, prohibée par l'art. 1661, le sursis accordé au vendeur, pour payer son loyer à l'acheteur à réméré, quand le contrat de vente, conclu sous condition de relocation au vendeur, stipule que le défaut de paiement du prix du bail au terme fixé, entraînera déchéance de la faculté de réméré (Cas. Civ. 23 décem. 1845. D. 54. 1. 422. S. 46. 1. 732).

97. — **Prêt gratuit.** — Un sursis peut être accordé, d'ordinaire, à tout emprunteur, pour le remboursement du prêt.

Cependant, tous les auteurs, qui ont traité du sujet, concluent que, dans le cas spécial du prêt de consommation, l'art. 1900 interdit l'octroi d'un délai, si un terme a été fixé par les parties. L'art. 1900 du C. C. stipule en effet : « *S'il n'a pas été fixé de terme pour la restitution, le juge peut accorder à l'emprunteur un délai suivant les circonstances* ».

Par raisonnement *a contrario*, on déduit de ce texte que, si les parties ont rédigé une stipulation fixant un délai pour la restitution de la chose empruntée gratuitement, le juge ne pourra accorder aucun répit à l'emprunteur. On justifie généralement cette exception, par l'idée que le service désintéressé rendu par le créancier, ne peut aboutir à priver ce dernier de sa chose, plus longtemps qu'il n'était convenu. Un autre argument résulte de l'art. 1656 du C. C. (cf. § 100), qui établit une règle analogue au cas où la vente d'immeubles comporte un pacte commissaire.

98. — **Vente.** — La loi, aux art. 1655 et suivants du Code Civil, a cherché à protéger le vendeur, contre l'octroi d'un répit à l'acheteur qui ne paie pas à échéance. Elle stipule trois règles différentes, que nous étudierons dans trois paragraphes distincts :

- 1°) en vertu de l'art. 1655 du Code Civil, la résolution de la vente d'immeuble, pour défaut de paiement du prix, est prononcée sans délai de répit, s'il y a danger pour le vendeur;
- 2°) l'art. 1656 refuse tout délai en matière de pacte résolutoire de vente d'immeubles, pour défaut de paiement du prix;
- 3°) l'art. 1657 fait de même en matière de vente mobilière.

99. — En premier lieu, l'art. 1655 stipule : « *La résolution de la vente d'immeubles est prononcée de suite, si le vendeur est en danger de perdre la chose et le prix. Si ce danger n'existe pas, le juge peut accorder à l'acquéreur un délai plus ou moins long, selon les circonstances. Ce délai passé sans que l'acquéreur ait payé, la résolution de la vente sera prononcée.* » Mais la jurisprudence déclare qu'en fait, le juge est libre d'accorder ou de refuser le délai, par ce que les circonstances dont parle l'art. 1655 sont abandonnées souverainement à son appréciation (Civ. rej. 30 juil. 1838. Rép. al. Dal. v^o Vente, 1186. Req. 11 janv. 1881. D. 81. 1. 242). Par suite, aucune limitation n'étant fixée, l'art. 1655 n'apporte pas une vraie exception au principe de l'art. 1244. Il se borne à recommander au juge, en ce cas particulier, de tenir compte du danger pour le vendeur, de perdre à la fois la chose, et le prix, et à lui interdire de renouveler le délai, s'il l'accorde (§ 3).

100. — Le pacte comissoire est prévu à l'art. 1656 C. C., qui est conçu dans les termes suivants : « *S'il a été stipulé lors de la vente d'immeubles que, faute du paiement du prix dans le terme convenu, la vente serait résolue de plein droit, l'acquéreur peut néanmoins payer après l'expiration du délai, tant qu'il n'a pas été mis en demeure par une sommation; mais, après cette sommation, le juge ne peut pas lui accorder de délai.* » La plupart des auteurs estiment que cette disposition n'a rien de particulier aux ventes d'immeubles, et qu'elle renferme simplement une application d'un principe commun à tous les contrats synallagmatiques. Donc, d'une façon générale, quand il a été convenu dans un contrat synallagmatique, que, faute par les parties d'exécuter leurs engagements au terme fixé, le contrat sera résolu de plein droit, elles peuvent néanmoins les exécuter après l'expiration de ce terme, tant qu'elles n'ont pas été mises en demeure par une sommation; mais, après une telle mise en demeure, le délai de grâce de l'art. 1244 ne peut leur être accordé par le juge, la résolution a lieu de plein droit (Civ. c. 2 juil. 1860. D. 60. 1. 284, et, sur renvoi, Orléans, 9 nov. 1860, D. 61. 2. 54. Bordeaux, 2 juil. 1894. D. 95. 2. 316). Ainsi, le pacte comissoire exclut tout délai de grâce, à la différence de la condition résolutoire tacite.

101. — Cependant, on pourrait douter de cette solution, sous l'empire de la nouvelle rédaction de l'art. 1244. En effet, si le juge ne pouvait antérieurement accorder un délai, c'est qu'on ne pouvait le saisir de l'affaire, puisqu'en vertu de l'art. 122 du Code de Procédure, il devait statuer par le jugement de condamnation, et que, dans le cas du pacte comissoire, la résolution ayant lieu de plein droit, le juge n'était pas saisi. Cependant, comme l'art. 1656 du C. C. pose le principe du refus du délai en matière de vente d'immeubles, il n'apparaît pas qu'il y ait intérêt, ou motif suffisant, de séparer le sort des meubles de celui des immeubles.

102. — Quant aux ventes de meubles, le délai de grâce est refusé, d'abord aux deux cas précédents, les règles étant étendues des matières mobilières à celles immobilières — ensuite, dans le cas spécial prévu à l'art. 1657.

103. — Tout d'abord, la doctrine presque unanime (toutefois, cf. en sens contraire Troplong, Vente, II, n° 665), et la jurisprudence (Paris, 11 juillet 1853. D. 54. 2. 33) étendent les règles de l'art. 1655 aux ventes de meubles. Rappelons que ce texte n'interdit pas en pratique d'accorder un délai, mais de le renouveler (§ 3).

Quant au pacte comissoire en matière de vente mobilière, nous venons de voir au § 100, qu'on est d'accord pour lui étendre la règle de l'art. 1656.

104. — Enfin, l'art. 1657 interdit au juge d'accorder un délai, au cas où la résolution a lieu de plein droit pour défaut de retraitement de la chose vendue dans le terme convenu : « *En matière de vente de denrées, et effets mobiliers, la résolution de la vente aura lieu de plein droit, et sans sommation, au profit du vendeur, après l'expiration du terme convenu pour le retraitement.* » Donc, au cas où un terme a été convenu pour retirer la chose vendue, la vente est résolue de plein droit, sans qu'aucun délai puisse être accordé, si le retraitement n'a pas lieu au jour fixé. Mais, au contraire, si les parties n'ont pas fixé de terme pour le retraitement, une sommation ne saurait produire la résolution de plein droit, et le Tribunal pourrait, même après cette sommation, concéder un délai à l'acquéreur. Cette solution, adoptée en doctrine, semble être aujourd'hui consacrée en jurisprudence (Civ. rejet. 17 décembre 1879. S. 80. 1. 127 — D. 80. 1. 133 — cf. en sens contraire: Duvergier. I. n° 74. Troplong, II. n° 679, et Douai, 8 janv. 1846. S. 46. 2. 252).

D'autre part, si le vendeur entend maintenir le contrat de vente, ce dernier subsiste, et un délai de grâce peut alors être accordé à l'acquéreur pour retirer la chose (Req. 17 février 1903. D. 1903. 1. 191. Civ. 20 janv. 1908. D. 1908. 1. 125).

Enfin, notons que ces règles s'appliquent aussi bien aux ventes civiles qu'aux ventes commerciales (Req. 11 juillet 1882. D. 83. 1. 304. Douai, 1^{er} février 1894 et 6 nov. 1895. D. 94. 2. 589 et D. 96. 2. 112). (1).

105. — **Créances du Crédit Foncier.** — L'art. 26 du décret-loi du 28 février 1852 interdisait à toute juridiction d'accorder un délai de grâce aux débiteurs du Crédit Foncier. L'art. 2 de la loi du 25 mars 1936 spécifie : « *Par dérogation aux dispositions de l'art. 37 du décret-loi du 28 février 1852, le juge des référés, dans les*

(1) La jurisprudence, étendant ces règles aux contrats synallagmatiques (cf. § 100), refuse ainsi tout délai au cas où le bail prévoit la résolution de plein droit (Paris, 4 mars 1932. Gaz. Pal. 32. 2. 309).

« conditions prévues à l'art. 1244 du Code Civil, pourra, à titre
« exceptionnel, suspendre, pour le débiteur malheureux et de bonne
« foi, qui n'aura pas bénéficié d'un délai amiable au moins égal à
« un an, toute mesure d'exécution, et accorder une remise d'adju-
« dication pour un délai qui n'excédera pas une année à dater de
« la promulgation de la présente loi. »

Il semble résulter de cette rédaction, qu'en principe, il est toujours interdit d'accorder un délai de grâce aux débiteurs du Crédit Foncier, mais que, pendant un an à dater du 26 mars 1936 (date de parution de la loi au *J. O.*), le juge peut exceptionnellement accorder un délai, dont la date d'expiration ne saurait dépasser le 26 mars 1937.

106. — Donc, l'ancienne règle subsiste théoriquement. Elle a été motivée par le désir qu'eurent les créateurs du Crédit Foncier, d'asseoir solidement son crédit, de façon à ce qu'il puisse emprunter à bas prix, et, par suite, prêter à faible taux d'intérêt aux collectivités et aux propriétaires fonciers. Cependant, il nous paraît qu'un tel luxe de privilèges est donné à cette institution (système spécial de purge, dispense de renouvellement des inscriptions hypothécaires, privilège pour le recouvrement des frais, insaisissabilité des annuités, séquestre), que son crédit ne subirait aucune sérieuse atteinte du fait de l'octroi d'un délai de grâce.

107. — L'exception, qui a été apportée, vise plus expressément l'art. 27 du décret du 28 février 1852, qui spécifie que, dans le cas où la Société du Crédit Foncier se trouvait subrogée dans une poursuite, elle pouvait empêcher la remise de l'adjudication. Cette disposition est intéressante en ce sens qu'elle constitue un argument en faveur de l'application de l'art. 1244, § 2, à la saisie immobilière, comme nous le verrons plus loin (cf. § 116).

108. — L'application de l'art. 2 de la loi du 25 mars 1936 est subordonnée aux conditions suivantes :

— 1°) ne peuvent l'obtenir que les débiteurs qui n'ont pas déjà bénéficié d'un délai amiable d'au moins un an. Comme ce n'est qu'avec une grande réserve, et après de longs atermoiements, que le Crédit Foncier entreprend la procédure d'expropriation, la portée pratique est très restreinte. D'autre part, il faut bien remarquer qu'il s'agit d'une condition supplémentaire, qui s'impose au pouvoir discrétionnaire du juge. Ce dernier ne peut y passer outre, et la Cour de Cassation, peut, en cette matière, exercer son contrôle.

— 2°) le délai est limité, il ne peut dépasser, comme date d'expiration, celle du 26 mars 1937. Toutefois, il est probable qu'à cette date, les dispositions précédentes seront pro-

rogées pour un an encore. Les délais accordés, ou ceux à venir, pourraient alors aller jusqu'au 26 mars 1938.

109. — Il semble bien qu'il n'y aurait pas d'inconvénient à ce qu'une loi plus générale rendît permanent le système que nous venons d'exposer, et consacraît la pratique du Crédit Foncier consistant à accorder, avant toute expropriation, un délai d'une année (cf. à ce sujet, rapport de M. Raynaud au Sénat, séance du 19 mars 1936, *J. Of.* 20 mars, p. 360).

110. — **Dettes envers le fisc.** — Un texte ancien (Art. 59. L. 22 frimaire an VII) dispose qu'aucune autorité politique ne peut suspendre, ou faire suspendre, le recouvrement des droits d'enregistrement. Pour certains auteurs, ce texte vise seulement l'interdiction de mesures qui permettraient aux redevables de ne pas s'acquitter de leurs impôts. D'ailleurs, la loi elle-même accorde, en certains cas, des délais (l. 17 brumaire an V, art. 3), et la pratique administrative est en ce sens. Doit-on donner le même droit aux Tribunaux? Nous ne le pensons pas. Le délai accordé par l'administration est une pure faveur, inspirée plutôt par les nécessités de liquidation des successions, et la difficulté de liciter rapidement, que par la considération du débiteur. D'autre part, la loi accorde déjà, dans la plupart des cas, un délai raisonnable pour le paiement de ces droits.

Le pouvoir judiciaire ne doit pas entraver l'action de l'autorité administrative. L'intérêt du débiteur ne peut motiver un délai allant contre l'intérêt de l'Etat, dont l'administration est seule juge.

111. — De même, pour les impôts et les amendes fiscales, le principe de séparation des pouvoirs s'oppose à ce que les magistrats interviennent dans l'exécution des contraintes administratives (1). Ainsi, quand le décret du 10 août 1914 donna, provisoirement, au juge des référés, le droit d'accorder des délais en toutes matières, la jurisprudence a jugé que, même en ce cas exceptionnel, le législateur n'a pas voulu porter une atteinte trop sensible à des principes essentiels de compétence (Alger, 22 mai 1916. S. 16. 2. 105 et note de M. Japiot).

§ 2. — Cas où l'état de la procédure fait obstacle à l'octroi d'un délai

112. — 1°) **Cas où le créancier a un titre exécutoire.** — Il était autrefois discuté sur le point de savoir si le juge pouvait accorder un

(1) Pas de délai de grâce en matière de contrainte fiscale, le seul recours est le « référé administratif », auprès du préfet, dont l'autorisation préalable est nécessaire pour procéder à la vente (Cas. 15 mars 1922. D. 22. 1. 176 — et 2 décembre 1924. S. 25. 1. 172. Aix, 18 décembre 1936. Ré. Com. n° 13. 496). De même, un sursis ne peut être accordé à la vente des objets nantis dans les Monts de Piété (Paris, 27 octobre 1932. D. 34. 2. 46).

délai de grâce nonobstant un titre exécutoire. On distinguait trois doctrines à ce sujet :

- pour les uns, le juge ne pouvait surseoir, en vertu de l'art. 2212, qui, au cas de saisie immobilière basée sur un titre exécutoire (cf. plus loin § 117), n'accorde un délai de grâce que si le débiteur prouve que le revenu de ses immeubles pendant une année, suffit pour le paiement intégral de ses dettes;
- dans une seconde école, on rejetait l'argument basé sur l'art. 2212; ses partisans déclaraient en effet que la portée de cet article devait être restreinte à la saisie immobilière, réglementée à part par les textes, et qui constitue une institution d'exception. Toutefois, ces doctrinaires distinguaient le cas où le titre exécutoire est un jugement, de celui où il consiste dans un acte notarié. Dans ce dernier cas, ils refusaient tout délai en raison de l'art. 122 C. P. C., qui oblige à accorder le délai par le jugement de condamnation. Or le créancier, muni d'un titre exécutoire, n'a pas besoin de jugement pour commencer ses poursuites. Le juge, n'étant pas saisi, ne pourrait donc accorder de délai. Cette interprétation n'a plus d'intérêt, puisque le délai peut être accordé indépendamment de tout jugement de condamnation.
- enfin, une dernière doctrine accordait, dans tous les cas, le délai de grâce (Jurisprudence constante: Req. 8 nov. 1892. D. 93. 1. 33. Aubry et Rau, IV, § 320, texte et note 29. A. Colin et Capitant, II, p. 172). Elle écartait l'argument de procédure de l'art. 122, en remarquant que le juge pouvait être saisi des difficultés d'interprétation, ou d'exécution d'un titre authentique, et la jurisprudence admettait les oppositions des débiteurs dans le seul but de saisir le Tribunal, et d'obtenir ainsi un délai de grâce. (1)

113. — Le régime actuel a confirmé la jurisprudence antérieure, et permet l'octroi de délai de grâce. Les arguments tirés des articles 122 C. Pr. Civ. et 2212 C. C. (cf. § 116), pour combattre cette solution, sont aujourd'hui sans valeur. Il ne reste donc plus que l'objection constitutionnelle élevée par certains auteurs, qui prétendent que l'autorité du juge ne peut faire échec à celle du pouvoir exécutif, mentionnée sur la formule exécutoire. Cet argument n'est pas sérieux : le juge et le pouvoir exécutif tirent tous deux leur autorité d'une source unique, la loi; celle-ci, dans l'art. 1244, donne formellement au juge le droit d'interrompre les poursuites.

(1) Cependant, tout délai était refusé quand le titre exécutoire était un jugement définitif passé en force de chose jugée (cf. Montpellier, 25 juillet 1933. Gaz. Pal. 33. 2. 539), la juridiction étant dessaisie.

D'ailleurs, lors des travaux préparatoires de la loi du 25 mars 1936, il a été formellement entendu que l'expression « *en tout état de cause* », viserait bien le cas où le débiteur est menacé des saisies d'un créancier muni d'un titre exécutoire (cf. rap. de M. Clément Raynaud au Sénat, n° 229).

114. — Toutefois, la loi apporte à cette règle une exception (on peut y voir un argument *a contrario* en faveur du principe que nous venons d'exposer), qui résulte de l'art. 647, C. Com. La jurisprudence décide, en effet, que l'exécution des jugements de commerce n'est susceptible d'aucun retard, car de pareils jugements sont exécutoires par provision, et nonobstant appel (Paris, 25 juin 1930. Gaz. Palais. 1930. 2. 612). Il y a un motif logique à cela : si on refuse le délai de grâce au tiré d'une lettre de change, on ne peut concevoir qu'il lui soit accordé un délai quand il a été condamné par un jugement qui constate qu'il n'a pas payé cette lettre de change.

115. — Cette exception appelle une remarque générale. Quand le Tribunal a déclaré un jugement exécutoire par provision, un délai pourra-t-il être accordé nonobstant l'exécution provisoire ? S'il y a appel, ce sera à la Cour d'Appel qu'incombera désormais le soin de statuer sur le maintien, ou la révocation de l'exécution provisoire (cf. plus haut § 75). S'il n'y a pas appel, le débiteur pourra s'adresser au juge des référés, pour obtenir qu'il soit sursis à l'exécution provisoire. Il semble bien que le juge des référés pourra ainsi, une fois le tribunal dessaisi, s'opposer à l'exécution provisoire ordonnée par le jugement ; cela paraît, du moins, l'intention du législateur (cf. plus haut § 74).

116. — 2°) **Peut-on accorder un délai en matière de saisie immobilière ?** On se trouve ici en présence de textes assez peu clairs. L'art. 703 C. Pr. Civ. prévoit, en matière de saisie immobilière, un délai soumis aux règles suivantes :

- 1°) accordé que pour cause grave et dûment justifiée, c'est-à-dire que si le débiteur apporte la preuve certaine que le recul de l'adjudication lui sera utile, en permettant par exemple d'éviter la saisie, ou de tirer un prix plus élevé de l'immeuble ;
- 2°) ce délai n'est pas d'ordre public, et ne peut être accordé d'office par le juge, mais seulement sur les conclusions des parties ;
- 3°) la durée, très brève, est limitée à 15 jours au moins, et 60 jours au plus — mais le délai semble renouvelable ;
- 4°) c'est une décision purement gracieuse, qui n'est pas signifiée, ni susceptible de voie de recours. Elle est accor-

dée tant dans l'intérêt du débiteur, que dans celui du créancier.

- 5°) le sursis ne peut être demandé que le jour de l'adjudication. Ce délai est uniquement un sursis de procédure, et n'a rien d'un délai de grâce véritable.

117. — En second lieu, l'art. 2212 C. C. prévoit la suspension de la poursuite par les juges, avec le régime suivant :

- 1°) le sursis n'est accordé que si le débiteur prouve, par des baux authentiques, que le revenu de ses immeubles pendant une année suffit au paiement intégral de la dette, capital, intérêts et frais, et en offre en même temps délégation au créancier;
- 2°) ce délai n'est donc pas d'ordre public;
- 3°) la durée maximum en est donc d'une année;
- 4°) le sursis est provisoire, et peut être révoqué s'il se présentait des obstacles à ce que le créancier touche les loyers du débiteur (opposition, etc.).

Ce délai est donc moins une grâce, qu'une disposition destinée à éviter des saisies immobilières vexatoires.

118. — L'intérêt de ces articles réside dans le point de savoir si, en stipulant qu'en matière de saisie immobilière, le sursis serait soumis à ces conditions draconiennes, le législateur a voulu, ou non, interdire le délai de grâce de l'art. 1244 § 2. La doctrine et la jurisprudence anciennes (cf. Paris, 10 juillet 1920. D. 21. 2. 54), déclaraient, avec une apparence de raison, que, si le juge pouvait accorder un délai en cette matière, on n'aurait pas éprouvé le besoin de prévoir d'autres sursis plus sévèrement réglementés. Certaines juridictions s'en tiennent encore à cette interprétation, et refusent d'appliquer l'art. 1244 en matière de saisie immobilière, même après les modifications qui y ont été apportées en 1936 (cf. Trib. Civ. Cognac, 31 mars 1936. Gaz. Pal. 1936. 1. 801, sous note b. Trib. Civ. Epervay, 12 mai 1936. Gaz. Pal. 23 mai 36. Trib. Civ. Caen, 16 mai 1936. Gaz. Pal. 28 mai 36. Trib. Civ. Versailles, 19 mai 1936. Dal. Heb. p. 472). Elles se bornent à reprendre les arguments de la jurisprudence antérieure longuement exposés dans de nombreux arrêts (Caen, 7 mars 1849. S. 50. 2. 412. Limoges, 16 juin 1851. S. 51. 2. 503. Req. 2 déc. 1903. D. 1904. 1. 329 et la note de M. Glasson. Montpellier, 22 nov. 1935. Gaz. Pal. 1936. 1. 134 et la note), y ajoutant seulement des motifs visant la nouvelle rédaction de l'art. 1244 et stipulant que la procédure de référé n'a pas d'intérêt en la matière, le débiteur saisi ayant à tout moment le droit de solliciter et d'obtenir un sursis, en s'adressant, par simple acte d'avoué à avoué, au Tribunal. D'autre part, ajoute-t-on, le législa-

teur n'a pas voulu étendre l'art. 1244 aux saisies opérées pour le compte du Crédit Foncier, mais seulement en faciliter l'application (Trib. Civ. Epernay, précité).

119. — Mais d'autres décisions ont adopté l'opinion contraire. Citons les arguments du Trib. Civ. de Meaux (référés, 4 mai 1936. Gaz. Pal. 36. 1. 799), qui sont basés, l'un sur les termes généraux de l'art. 1 de la loi du 25 mars 1936, et l'autre sur l'extension du délai aux dettes envers le Crédit Foncier : « *Attendu qu'une telle prétention (celle du poursuivant) n'est pas fondée et ne saurait être accueillie; qu'elle est contraire à l'esprit de la loi du 25 mars 1936 qui a eu pour but de donner au débiteur des facultés nouvelles pour aboutir à sa libération; — qu'elle ne l'est pas moins à son texte, libellé dans les termes les plus larges, et les plus généraux, qui ne laissent place à aucune distinction entre les diverses voies d'exécution auxquelles peut recourir le créancier, et n'excluent aucune d'elles; — qu'enfin, l'argument a contrario, que le défendeur tente de tirer de l'art. 2 de cette loi, n'est pas susceptible d'être retenu; — qu'il paraît bien, en effet, que si, par une disposition spéciale, la nouvelle réglementation de l'art. 1244 C. C., a été déclarée applicable à la procédure instituée par le décret-loi du 28 février 1852, c'est seulement à raison des prohibitions prévues aux art. 26 et 39 du dit décret; — Attendu, en fait, que la crise économique actuelle suffit à justifier la demande, alors que la plus grande partie des immeubles saisis consiste en une usine affectée à une industrie qui souffre particulièrement de la crise, etc.* ». Ainsi le Trib. Civ. de la Seine (9 avril 1936. Gaz. Pal., 10 mai) a jugé, dans le même sens, qu'au cours d'une procédure de saisie immobilière, ou de surenchère du sixième, le délai de grâce peut être accordé, et que c'est là un incident de saisie qui peut être débattu à Paris devant la chambre des saisies immobilières. Citons encore une décision du Trib. Civ. de Soissons (12 juin 1936. Gaz. Pal. 1^{er} juillet), et surtout un arrêt de la Cour de Paris (11^e cham. référés, 17 juin 1936, Gaz. Pal. 21 juillet), qui ajoute de nouveaux arguments, et réfute les objections tirées de l'art. 703 C. C., et de l'art. 2212 du C. C.: « *Considérant que, de même que l'art. 1244 C. C., qu'elle a complété, s'inspire d'une pensée de justice et d'humanité, la loi du 25 mars 1936 a voulu donner aux juges le moyen de venir en aide aux débiteurs malheureux et de bonne foi, que des circonstances exceptionnelles empêcheraient de satisfaire à leurs engagements; — que cette loi, dans son article 1, précisait que cette faculté appartiendra en tout état de cause au juge des référés; — que ses termes généraux ne permettent pas d'en exclure la saisie immobilière, qui oblige le débiteur à subir la situation la plus rigoureuse de l'expropriation forcée; — qu'il est d'autant plus difficile d'en restreindre la portée, qu'elle envisage la validité des procédures d'exécution* » sans aucune distinction; « — *Considérant que, si l'art. 2 de la loi constitue un texte excep-*

« tionnel visant les créances du Crédit Foncier qui bénéficiaient
« d'une législation spéciale, il ne peut cependant être tenu isolé ;
« que ce n'est que comme complément de sa pensée principale, qui
« se portait sur tous les éprouvés par la crise, que le législateur a
« été amené à l'édicter ; — que, s'il s'y est montré plus explicite,
« c'est que l'art. 37 du décret du 28 février 1852 spécifiait que, dans
« le cas où la Société du Crédit Foncier se trouvait subrogée dans
« une poursuite, elle pouvait empêcher la remise de l'adjudication
« par son opposition ; — que la loi a voulu lever cet obstacle en
« faveur du débiteur malheureux et de bonne foi ; — qu'ainsi, il
« résulte de l'esprit et de la lettre de la loi du 25 mars 1936 qu'elle
« doit trouver une application même en matière de saisie immobilière ; — Considérant que l'art. 2212 du C. C., dont il est fait état
« au jugement entrepris, vise les débiteurs qui ne peuvent en principe obtenir un délai de grâce ; — que ses dispositions se concilient avec la règle posée par l'art. 1244 du C. C... » (1).

120. — Cette jurisprudence, qui paraît être désormais fixée (cf. Trib. Civ. Pont-L'Evêque, 16 juin 1936. Montpellier, 18 juin 1936. Repert. Comm. Oct. 1936. 13207. Paris, 8 juillet 1936. Gaz. Pal. 36. 2. 543. Nîmes, 25 novem. 1936. Jour. Arrêts de la Cour de Nîmes. Décem. 1936), aboutit donc à distinguer deux phases dans la procédure de la saisie immobilière :

— 1°) jusqu'à ce que la date de l'adjudication ait été fixée selon l'art. 703 du Code de Pro. Civ., un délai peut être accordé, soit en vertu de l'art. 1244 § 2, soit en vertu de l'art. 2212. A notre avis, ces deux articles visent deux hypothèses distinctes complètement indépendantes, qu'il faut distinguer :

— a) si le débiteur est malheureux, et de bonne foi, le juge des référés pourra lui accorder un délai de grâce selon l'art. 1244 du Co. Civ. Cette solution est imposée par un examen attentif des conditions dans lesquelles les lois des 25 mars et 20 août 1936 ont été élaborées. Nous avons vu, en effet, qu'à l'origine de ces lois, se trouve une proposition de M. Fribourg, conçue dans le but d'éviter que les propriétaires d'immeubles hypothéqués ne soient saisis et vendus (cf. § 58). D'ailleurs, lors des débats, deux députés (MM. Mistler et Patenô-

(1) Dans un arrêt récent (Paris, 18 novem. 1936. Gaz. Pal. 22 décem. 36), la jurisprudence déclare que le délai peut être obtenu par le débiteur saisi, même sur déclaration de surenchère survenue après adjudication de son immeuble, car il est constant que les droits du saisi restent invariables, malgré la surenchère, jusqu'à adjudication définitive (Cas. 7 décem. 1868. D. 69. 1. 31 et 15 janv. 1873. D. 73. 1. 249. Aix, 22 juin 1892. D. 92. 2. 577).

tre-Desnoyers) ayant demandé au Garde des Sceaux, si le bénéfice de la loi allait pouvoir s'appliquer aux ventes forcées de petites propriétés familiales, et aussi à celles motivées par le non-remboursement d'emprunts contractés pour la construction d'habitations à bon marché, le ministre répondit, en termes laconiques, mais non équivoques, que « *le texte n'est pas restrictif* ». Il ajouta qu'il avait envoyé aux parquets des instructions dans le sens indiqué, dont le vote de la Chambre allait renforcer l'autorité (*Jour. Offi.* 21 mars 1936, p. 1072). La loi du 25 mars 1936, rédigée en des termes généraux, ne distingue pas entre les procédures d'exécution, et par suite, la saisie immobilière, même commencée, ne peut faire obstacle à l'octroi d'un délai de grâce.

— b) si le débiteur n'est ni malheureux, ni de bonne foi, il peut néanmoins obtenir un délai selon l'art. 2212 C. C. Par la disposition de cet article, le législateur n'a pas voulu restreindre le champ d'application du délai de grâce, comme le prétendait la jurisprudence antérieure. Il a eu pour but, au contraire, d'édicter une règle indépendante, destinée à donner au juge le pouvoir d'écarter une saisie immobilière que l'intérêt du créancier ne justifierait pas suffisamment. Ainsi, un débiteur, dont la situation pécuniaire ne motiverait pas l'octroi d'un délai de grâce, pourrait néanmoins se voir accorder un délai selon l'art. 2212, dont les conditions sont donc, par certains côtés, moins rigoureuses que celles de l'art. 1244. Ainsi encore, alors que le juge des référés n'a pas à tenir compte de la situation, ou des intérêts, du créancier, l'art. 2212 en fait sa préoccupation principale. On doit donc envisager l'art. 2212 comme une disposition spéciale, ne pouvant avoir aucune influence sur la réglementation du terme de grâce.

— 2°) une fois le jour de l'adjudication fixé, l'art. 703 du C. de Pr. Civ. doit être appliqué, car on ne peut déduire, ni du texte des lois récentes, ni des travaux préparatoires, qu'on ait entendu l'abroger implicitement. Donc, le débiteur ne pourra désormais plus obtenir que le délai de 15 à 60 jours prévu à cet article. En effet, une fois arrivée à ce point, la procédure est presque terminée, et le débiteur a eu tout le temps nécessaire pour demander l'octroi d'un sursis. S'il ne l'a pas fait, alors que sa situation lui permettait d'invoquer l'art. 1244 § 2, sa demande tardive démontre qu'il a agi frauduleusement en laissant le créancier avancer les frais d'une poursuite inutile; c'est

donc à bon droit qu'on lui refusera le délai, parce qu'il est de mauvaise foi. D'autre part, on ne pourrait accorder des délais différents, au simple créancier inscrit, et au débiteur saisi. Enfin, les dispositions de l'art. 703 C. Pr. Civ. ne sont pas d'ordre public, ni prescrites à peine de nullité (Req. 26 juin 1901. D. 1903. 1. 579). En conséquence, nous croyons qu'on doit voir, dans ce texte, un renversement de la présomption de bonne foi accordée au débiteur (cf. § 83). Si celui-ci n'a pas demandé un délai de grâce avant le jour où la date de l'adjudication est fixée, il est présumé avoir agi de mauvaise foi; le juge ne pourra lui accorder un délai que s'il établit sa bonne foi (par ex., une absence, ou une maladie, qui l'a empêché de s'occuper de ses affaires, pourra suffire à convaincre le juge), et ce délai sera valablement accordé, les restrictions de l'art. 703 n'étant pas d'ordre public. (1)

Deuxième Partie. — Déchéances du terme de grâce

121. — Les déchéances du délai de grâce sont simultanément des causes faisant obstacle à l'octroi du délai. Elles sont prévues à l'art. 124 du Code de Procédure Civile. Les unes sont identiques à celles de l'art. 1186 du Code Civil, concernant le terme de droit; les autres sont spéciales au terme de grâce. Nous étudierons ces deux catégories dans deux paragraphes distincts; dans une troisième partie, nous étudierons les règles communes à ces deux classes de déchéances.

A) Déchéances communes au terme de droit, et au terme de grâce.

122. — Ce sont: 1°) la faillite (art. 124 C. Proc. Civ., et 444 C. Com.) et la liquidation judiciaire (art. 8 loi du 4 mars 1889); — 2°) la diminution des sûretés données par contrat au créancier (art. 124, § 5, C. Pr. Civ.). L'assimilation entre terme de droit et terme de grâce est donc complète, puisque ces déchéances sont celles qui sont prévues à l'art. 1188 du C. Civil.

Faut-il ajouter à cette liste, comme on le fait en matière de terme de droit, la déconfiture? La plupart des auteurs sont en ce sens.

Rappelons qu'après discussion, la doctrine (Aubry et Rau, IV, note 22. Demolombe, XXV, n. 605. Laurent, etc.), et la jurisprudence (Req. 10 mars 1845. D. 45. 1. 209. Poitiers, 17 juin 1862. D.

(1) Dans ce cas, si un délai est accordé, des dommages-intérêts peuvent évidemment être accordés au créancier, qui a inutilement exposé des frais de poursuite (cf. § 141).

64. 2. 22. Bourges, 10 mai 1892. D. 92. 2. 455), assimilent la déconfiture à la faillite en matière de déchéance de terme. Il faut la faire constater en justice (Civ. 30 mars 1892. D. 92. 1. 281 et la note de M. Planiol), et l'effet n'en saurait partir qu'à dater du jour de la demande (Civ. 6 février 1907. D. 1908. 1. 408). Bien que le législateur, lors des réformes récentes, paraisse avoir admis l'idée qu'un délai est possible même si le débiteur est insolvable, il semble qu'on doive continuer à assimiler faillite et déconfiture. En effet, en raison de l'inorganisation actuelle de l'état de déconfiture, celui-ci est bien plus dangereux que la faillite, pour le créancier.

123. — 1^o) **faillite et liquidation judiciaire.** — L'art. 124 C. Pr. Civ. stipule qu'elles entraînent déchéance, afin de permettre la participation de tous les créanciers à la procédure de distribution qui va s'ouvrir, et par analogie avec la réglementation du terme de droit (art. 1188 du C. Civil et 444 du Code de Commerce). Nous renvoyons à ce sujet aux nombreux ouvrages qui traitent du terme de droit.

Mais il subsiste un problème spécial au terme de grâce. La déchéance du terme de droit n'est en effet acquise que du jour du jugement de faillite ; on doit se demander s'il en est de même en matière de délai de l'art. 1244, § 2.

A cet égard, rappelons que la plupart des auteurs ont élaboré une théorie, dite de la faillite virtuelle, d'après laquelle le créancier à terme de grâce n'est pas obligé d'attendre, pour demander le bénéfice de la déchéance, qu'il ait été rendu un jugement de faillite, comme c'est pourtant le cas du créancier à terme de droit ; il peut agir en déchéance dès cessation des paiements, et, si le débiteur le paie, ce paiement, quoiqu'effectué pendant la période suspecte, sera valable. En effet, l'art. 446, qui annule les paiements de dettes non encore échues effectuées pendant cette période, ne peut s'appliquer à la dette à terme de grâce, qui est bien échue ; l'annulation du paiement est donc subordonnée à l'application de l'art. 447 C. Com., qui exige que les créanciers prouvent, d'abord l'existence d'un préjudice subi par la masse de la faillite, ensuite la connaissance, par le créancier payé, de l'état de cessation de paiements. En fait, la question ainsi posée n'a pas grand intérêt pratique, car l'art. 447 s'appliquera toujours. En effet, la masse subit toujours un préjudice ; d'autre part, le créancier, qui invoque la faillite virtuelle comme cause de déchéance, est nécessairement réputé connaître l'état de cessation de paiements.

L'intérêt de cette question réside principalement dans le fait que l'art. 446 ne s'applique pas aux paiements effectués en matière de délai de grâce. Le paiement anticipé par le débiteur à terme de grâce, sera donc valable, même s'il est fait durant la période suspecte, sauf au cas de concert frauduleux selon l'art. 447 du Code de Commerce. Ce sera là un des cas où l'obligation à terme de

grâce produit effet, bien que le délai accordé ne soit pas encore arrivé à expiration.

124. — 2°) **diminutions de sûretés.** — Il s'agit (art. 1188, repris par 124 § 5 du C. de Pr. Civ.), ou de la diminution de sûretés données par contrat, ou du refus de constituer celles prévues à ce contrat, imputables au débiteur. Il faut sûreté spéciale prévue au contrat, le droit général de gage des créanciers sur les biens du débiteur, sanctionné par les actions des art. 1166 et 1167, dont le sort sera étudié au § 145, ne rentre pas dans cette qualification. Rappelons qu'en outre, l'art. 2020 permet de poursuivre sans qu'aucun répit soit possible, le débiteur qui a donné une caution insolvable, et qui ne peut en fournir une autre solvable, et que l'art. 2031 supprime tout délai si l'immeuble a péri, ou a subi de telles détériorations, qu'il est insuffisant pour garantir l'hypothèque (on admet toutefois le débiteur à offrir un supplément d'hypothèque).

B) Déchéances spéciales au délai de grâce.

125. — Si l'art. 124, C. P. C., après avoir repris les déchéances du terme conventionnel, en a ajouté d'autres, c'est que le délai de grâce n'est pas un droit, mais une faveur, qu'il faut restreindre dès qu'elle risque de nuire au créancier. Ces causes spéciales de déchéance sont les suivantes :

126. — 1°) « **si les biens sont vendus à la requête d'autres créanciers** » (124, § 1). En effet, le délai de grâce ne saurait être une cause d'infériorité pour certains créanciers. S'il y a vente et distribution de deniers, tous les créanciers doivent en profiter également. D'ailleurs, si le juge permet les saisies et refuse un sursis, il est à présumer que la situation du débiteur a changé, et qu'elle est moins digne d'intérêt. D'autre part, le délai de grâce ne peut désavantager le créancier qui se le voit opposer; or la saisie menace le patrimoine du débiteur, gage de sa créance.

127. — Cette cause de déchéance diffère de la déconfiture, en ce sens que le bien est saisi par un créancier qui n'a pas été arrêté par un délai de grâce. Il est nécessaire que le créancier, qui a été auparavant obligé, par l'octroi du délai, de surseoir aux poursuites, puisse intervenir dans la procédure d'ordre, ou de contribution, ouverte postérieurement à la requête d'autres créanciers. Cette intervention aura lieu, soit en vertu du jugement déjà obtenu, soit en vertu du droit d'opposition. Il y aurait sans cela un moyen facile de fraude pour le débiteur, qui se laisserait poursuivre par certains créanciers, tandis qu'il arrêterait les poursuites des autres par des demandes de délais.

128. — Peu importe qu'il s'agisse de meubles, ou d'immeubles (Larombière, IV, page 360, art. 1244, n° 34); on doit en effet com-

prendre, sous les termes de l'art. 124 du Code de Pr. Civ., aussi bien la saisie-exécution, que la saisie-brandon et la saisie immobilière. Mais on ne peut étendre cette déchéance à la saisie-arrêt, qui n'a pas pour but de provoquer la vente d'un bien du débiteur, mais seulement de faire payer ce qui lui est dû, entre les mains du créancier. D'ailleurs, nous verrons qu'aujourd'hui, on tend à permettre au créancier à terme de grâce d'exercer la saisie arrêt considérée, non comme un acte d'exécution, mais comme un acte conservatoire (cf. § 150).

129. — 2°) « **s'il est en état de contumace** ». — En effet, le contumax est dessaisi de ses biens, qui sont mis sous séquestre, et administrés comme ceux d'un absent; de plus, à raison de sa rébellion, il ne mérite pas de pitié. Il n'y a donc pas d'intérêt à lui accorder une faveur dont il est indigne. Cependant, il faut préciser dans quel sens, on doit entendre le terme de contumace. Deux écoles s'opposent à ce sujet.

Pour un petit nombre d'auteurs (cf. Larombière, IV, p. 160, art. 1244, n° 34), « *cette expression a un sens plus étendu, et approprié à la loi civile. Un débiteur est donc en état de contumace lorsqu'il a disparu, qu'il se cache, se soustrait aux poursuites de ses créanciers, et met frauduleusement entre eux et lui de grandes distances.* »; il s'agit de la fuite frauduleuse du débiteur.

Pour la quasi-unanimité de la doctrine, il s'agit du contumax dont parle l'art. 465 C. inst. crim., c'est-à-dire du criminel qui ne s'est pas présenté, ou n'a pas été arrêté dans les 10 jours de l'arrêt de mise en accusation, ou qui, ayant été arrêté, s'est évadé. Il ne peut donc y avoir contumace qu'en droit pénal, et qu'au cas de poursuites devant la Cour d'Assises.

130. — 3°) « **s'il s'est constitué prisonnier** » (124, § 3). — Une controverse s'est aussi engagée en doctrine quant au sens que le législateur a voulu attacher au mot « prisonnier ».

Pour les uns (Aubry et Rau, IV, note 24. Laurent, XVIII, n° 576), le texte vise aussi bien le dettier qui fait sa contrainte par corps, que le condamné pénal qui subit sa peine d'emprisonnement. Cette solution se base sur le fait que l'art. 124 ne fait aucune distinction entre ces deux situations, et aussi sur l'impossibilité dans laquelle est le détenu, de s'occuper de ses affaires.

Pour une autre école (Baudry-Lacantinerie et J. Barde, XIII, § 1.500. Larombière, Boitard et Colmet d'Aage. I., n° 263), l'art. 124, § 3, ne peut viser que l'emprisonnement civil. Ce qui justifie en effet cette exception, disent ces auteurs, c'est que le débiteur, qui subit la contrainte par corps, est présumé ne pouvoir payer les amendes, frais de justice, ou dommages-intérêts envers la victime. Par suite, sa situation est voisine de la déconfiture, qui, on l'a vu, entraîne déchéance du délai de grâce.

131. — Donc, à moins que l'emprisonnement pénal ne soit accompagné de la déconfiture, il n'y a pas déchéance du délai de grâce. Ce qui revient à dire que, par lui-même, il n'entraîne pas cette déchéance (En ce sens, Glasson. Tissier et Morel, III, p. 118).

Seule la contrainte par corps entraîne déchéance. Mais l'art. 127 C. Pr. Civ. stipule qu'on ne peut accorder de délai, et suspendre la contrainte par corps, que par le jugement même qui condamne. Il en résulte que le tribunal répressif peut accorder un délai, par le jugement qui fixe la contrainte; mais qu'une fois que ce délai est expiré, aucun autre délai ne peut être accordé. Et, dès que le contraignable aura été incarcéré, aucun autre sursis ne pourra être accordé contre les autres créanciers, en vertu de l'art. 124, § 3, et les délais déjà octroyés devront prendre fin.

Il faut noter que l'exception de l'art. 124, § 3, est d'effet limité, puisque le tribunal, en accordant un sursis à la contrainte par corps, accorde un répit au débiteur, la déchéance ne pouvant s'appliquer.

De plus, cette déchéance est aujourd'hui peu fréquente, en raison de la rareté de la contrainte par corps depuis la réforme du 22 juillet 1867.

132. — Y a-t-il d'autres causes de déchéance ? Il est certain que non, parce qu'il est de principe que les déchéances sont de droit strict, et que, d'autre part, aucun autre texte n'en prévoit de manière expresse. Cependant, certains auteurs ont cru pouvoir en déduire, des règles d'institutions telles que l'acceptation bénéficiaire, et la cession de biens; d'autre part, au cas de fractionnement de la dette, on peut se demander si le non-paiement d'un des termes, n'entraîne pas déchéance. (1)

Quant à l'acceptation bénéficiaire, on a prétendu qu'elle entraîne déchéance du délai accordé au défunt, parce qu'elle suppose l'insolvabilité du *de cujus*, et équivaut par conséquent à la déconfiture. D'autre part, on invoque en faveur de cette thèse l'art. 808 du Code Civil, qui ordonne de payer créanciers, ou légataires, au fur et à mesure qu'ils se présentent. S'il en est ainsi, il faut permettre au créancier à terme de grâce, de venir se présenter à cette distribution des deniers successoraux, en lui accordant la déchéance du délai de grâce qui l'en empêcherait.

Ces deux arguments ne sont pas probants. Tout d'abord, il est faux que l'acceptation bénéficiaire suppose l'insolvabilité successorale; ce n'est souvent qu'une mesure de prudence, qui indique que l'héritier croit qu'au contraire, la liquidation fera ressortir un reli-

(1) Faisons remarquer que la jurisprudence commerciale déduit de l'art. 7 de la loi du 28 mai 1858, l'interdiction d'accorder des délais en matière de warrants, assimilant ceux-ci à des lettres de change (T. Com. Poitiers, 7 décem. 1936. Gaz. Pal. 37. 1. 112).

quat actif. D'ailleurs, il y a des cas où il est obligatoire d'accepter bénéficiairement, quand bien même il est évident que l'actif successoral excède le passif (ex.: mineur, interdit). Quant au second argument, il n'est guère convaincant. Pour empêcher qu'on n'oublie sa créance lors de la liquidation, le créancier à terme de grâce n'a qu'à faire opposition selon l'art. 808, § 1, le juge lèvera alors le délai, ou accordera des sûretés à l'opposant.

Pour trancher la question, nous croyons qu'il faut poser comme principe que le délai doit subsister tant que le patrimoine successoral, dont la situation l'a motivé, subsiste de façon indépendante. On doit donc envisager trois solutions suivant les options des héritiers :

- 1°) au cas d'acceptation pure et simple, le délai prend immédiatement fin, puisque le patrimoine successoral disparaît en tant qu'universalité séparée ;
- 2°) au cas d'acceptation bénéficiaire, le répit subsistera ; mais le créancier pourra conserver son rang dans la procédure de distribution par contribution, en faisant opposition ;
- 3°) au cas de renonciation des héritiers connus, et de nomination d'un curateur judiciaire, la même solution doit être donnée, en vertu de l'art. 814 du Code Civil.

133. — La cession de biens, en second lieu, entraîne-t-elle déchéance ? Il y a de nombreux arguments pour l'affirmative. Tout d'abord, en droit commercial, elle est assimilée à la cessation de paiements, et à la faillite virtuelle, qui entraînent déchéance. D'autre part, elle équivaut à un dessaisissement complet du débiteur, qui est même son caractère essentiel (cf. Civ. 25 mars 1903. D. 1904. 1. 273, et note de M. Guénée) ; or le délai de grâce est donné pour éviter ce dessaisissement, il n'a donc plus d'intérêt.

Cependant, à défaut d'un texte formel, nous ne croyons pas qu'on puisse voir, dans la cession de biens, une cause de déchéance, en dehors du cas où il y a faillite, ou déconfiture. Le créancier peut, au cas de fraude, exercer l'action paulienne ; de plus, on sait que la cession de biens, acceptée par quelques créanciers seulement, ne peut leur conférer, à l'encontre des autres, aucun droit de préférence sur les biens du débiteur (Civ. 30 janv. 1872. D. 74. 1. 99). D'ailleurs, la cession de biens volontaire est très rare, et celle judiciaire, donnée en vue d'éviter au débiteur la contrainte par corps, n'a plus aujourd'hui d'intérêt pratique.

134. — Enfin, au cas où le juge a fractionné la dette, le non-paiement d'un des termes fixés, peut entraîner déchéance, dans des conditions que nous examinerons plus loin (§ 162).

C) Règles communes aux deux catégories de déchéances.

135. — Ces déchéances sont, sauf le cas de la déconfiture, accordées de plein droit, sans besoin de les faire sanctionner en justice.

Par conséquent, le créancier, qui estime qu'une cause de déchéance est survenue, peut continuer la procédure d'exécution commencée. Cependant, le débiteur peut, à tout moment, saisir le Tribunal compétent pour statuer sur ces poursuites, d'une opposition, tendant à les arrêter. Mais, dès lors, ce sera à lui à prouver l'absence de toute cause de déchéance, et non au créancier à établir l'existence de celle-ci. C'est là la seule conséquence pratique du principe que les déchéances sont de droit.

D'ailleurs, il faut remarquer que la plupart des déchéances sont constatées judiciairement. L'état de contumace, comme la faillite, la liquidation judiciaire, la contrainte par corps, est constaté par une décision judiciaire. Il serait donc parfaitement inutile d'obliger le créancier à en prouver l'existence.

136. — On peut ensuite se demander si, la cause de déchéance venant à disparaître (fin de la contrainte par corps), le délai renaîtrait, et arrêterait à nouveau les poursuites. Cette question, d'un faible intérêt pratique, semble devoir être résolue par la négative, sauf pour les cas où la suppression de la cause de déchéance résulte d'un jugement déclaratif de nullité, en raison de l'effet rétroactif de ce dernier (ex.: nullité de la saisie immobilière, ou des saisies opérées par d'autres créanciers), — ou encore de la purge de la contumace (celle-ci anéantit en effet rétroactivement tous les effets de la contumace). (1)

137. — Comme nous l'avons déjà dit, ces causes de déchéance n'ont pas été modifiées par les lois des 25 mars et 20 août 1936, et subsistent telles que nous venons de les établir (Lyon, 27 août 1936. Gaz. Pal. 1936. 2. 537-8). La remarque en a d'ailleurs été faite lors de la réforme de mars 1936, par M. Clément Raynaud, dans son rapport au Sénat: si l'intention des auteurs de la proposition avait été de supprimer toute entrave à l'application de l'art. 1244, il lui aurait été bien facile de le faire en intercalant dans le texte, ces mots : « *en toutes matières* ». Cette addition, la commission sénatoriale de législation n'a pas voulu la faire, marquant par là sa volonté de ne rien modifier au régime antérieur (Sénat, n° 229) (2).

(1) Cf. également, pour le cas du fractionnement de la dette, § 162.

(2) (§ cependant un arrêt curieux (Nîmes, 12 octobre 1936. Rec. Nîmes, 36, p. 217), où il est dit que, si le délai de l'art. 1244 n'est pas applicable au locataire commerçant déchu de son droit au renouvellement, il peut néanmoins guider le juge des référés à cet égard.

SECT. 5. — EFFETS DU TERME DE GRACE

138. — Notre législation ne s'est pas préoccupée de définir les effets du terme de grâce. Elle paraît avoir voulu sous-entendre simplement que ces effets étaient ceux du terme de droit. Lors des réformes récentes, on a seulement précisé, dans la nouvelle rédaction de l'art. 1244 § 2, que l'effet principalement visé par la loi était le « *sursis à l'exécution des poursuites* », le délai de validité de celles-ci étant prorogé pour toute la durée du répit accordé.

Il nous semble donc résulter de cette réforme, que le législateur a voulu implicitement confirmer la jurisprudence antérieure, quant aux effets du sursis au paiement.

Nous suivrons le plan suivant : dans un premier paragraphe, nous étudierons la situation du débiteur — puis, dans le second paragraphe, celle du créancier — enfin, en dernier lieu, celle des tiers.

§ 1. — Situation du débiteur.

139. — Le débiteur n'est pas dans la même position que s'il bénéficiait d'un terme conventionnel. Il ne bénéficie que d'un sursis momentané, aux poursuites, et non d'une véritable prorogation d'échéance. La dette reste exigible, et l'échéance reste fixée à la date ancienne. Par suite, les conséquences de l'exigibilité, autres que le droit de recourir à l'exécution forcée, subsistent en principe (cf. plus haut § 131).

Nous verrons, plus loin, que le créancier peut, en effet, faire tous les actes conservatoires, et exercer ses droits d'intervention, notwithstanding le délai accordé (§ 145 et suivants).

Mais, en supposant qu'il ait déjà mis en demeure le débiteur, ou qu'il ait commencé les poursuites, le délai de grâce ne saurait modifier en quoi que ce soit la procédure entreprise. Celle-ci est seulement brutalement arrêtée du jour où le délai est accordé.

Jusqu'à expiration du délai, la procédure restera en l'état, et aucun acte nouveau ne pourra être fait. C'est là le but même du sursis au paiement, d'empêcher désormais l'exécution forcée.

La situation du débiteur, sauf l'exercice par le créancier de moyens conservatoires qui visent, non à modifier cette situation, mais à maintenir le statu quo, restera dans le même état que celui où elle se trouvait le jour de l'octroi du sursis.

Par contre, le répit ne pourra pas non plus anéantir indirectement les poursuites par suite de l'expiration des délais fixés pour la validité des procédures engagées. Une telle solution aurait nui, non seulement au créancier, mais encore au débiteur, puisqu'elle aurait eu pour conséquence de rendre nécessaires de nouveaux frais, qui auraient été supportés, en définitive, par lui.

C'est pourquoi la loi nouvelle a expressément prévu que, « *s'il est sursis à l'exécution des poursuites, les délais fixés par le Code de Procédure Civile pour la validité des procédures d'exécution, seront suspendus jusqu'à l'expiration du délai accordé par le juge* ». (§ 4, l. 25 mars 1936).

La procédure d'exécution sera reprise, à l'expiration du délai, dans le même état où elle avait été suspendue, et tout le temps écoulé dans l'intervalle sera considéré comme non venu (Req. 3 janv. 1927. D. H. 1927, p. 33). (1)

140. — **Risques.** — S'il y a eu mise en demeure avant l'octroi du délai, la chose aura été mise, et restera, aux risques du débiteur. Mais, sous l'empire de la nouvelle législation, le délai de grâce ne suppose pas, comme auparavant où il n'était accordé que par un jugement de condamnation, qu'il y ait obligatoirement mise en demeure. Le débiteur peut obtenir le délai avant toute mise en demeure, mais on ne peut admettre qu'il puisse ainsi maintenir la chose aux risques du créancier au delà du terme convenu. Pour certains, l'octroi du délai mettrait automatiquement en demeure celui qui en bénéficie; pour d'autres, cette considération est seulement un motif d'accorder au créancier le droit de signifier au débiteur un commandement de payer (cf. plus loin, au § 147).

141. — **Intérêts moratoires.** — La mise en demeure antérieure fera-t-elle courir les intérêts moratoires, durant le délai ? Il est tout d'abord hors de doute, que les intérêts courent de plein droit, quand il s'agit de dettes d'argent. Dans les autres cas, on respectera les stipulations du contrat, s'il a été fixé le taux de l'indemnité allouée au cas de retard dans l'exécution. En l'absence de cette clause, il semble bien que le juge ne doive accorder d'intérêts moratoires, qu'autant que le créancier prouve, d'abord qu'il a subi un préjudice, ensuite que le retard est réellement imputable au débiteur, et non à des causes étrangères (crise économique, etc.) à ce dernier.

Enfin, il est certain que le juge peut accorder des dommages-intérêts au créancier, mais il ne devra le faire qu'avec une grande réserve. L'octroi du délai suppose, en effet, d'une part, que le

(1) En ce sens, citons les paroles de M. Raynaud au Sénat : « *On ne sera pas obligé éventuellement de recommencer la procédure, on la reprendra en l'état où elle se trouvait quand elle a été suspendue* ». (Séance du 19 mars. J. Off. 20 mars, p. 360).

débiteur est dans une grande gêne ; d'autre part, que le sursis ne lèse pas énormément le créancier. Il est évident que, dans le cas contraire, le juge peut condamner le débiteur à une juste compensation du préjudice subi par le créancier.

§ 2. — Situation du créancier.

142. — Le terme de grâce suspend l'exigibilité de la dette, et interdit au créancier de continuer ses poursuites. S'il réussissait à passer outre, le créancier dépasserait ses pouvoirs, et pourrait se voir condamner à des dommages-intérêts envers le débiteur. De plus, il semble bien que la procédure postérieure à l'octroi du délai serait frappée de nullité, et devrait être déclarée frustatoire, et laissée en dehors des dépens. Enfin, l'officier ministériel qui aurait, en connaissance de cause, prêté son concours à la continuation des poursuites, pourrait faire l'objet de sanctions disciplinaires, et être éventuellement condamné à des dommages-intérêts envers le débiteur.

D'autre part, la suspension des poursuites a un caractère général. Nous avons vu plus haut qu'elle peut être accordée même en matière de saisie immobilière (cf. § 116 et sts) ; d'ailleurs, c'est à l'occasion des ventes forcées immobilières que s'émut l'opinion parlementaire, et le but initial du projet était d'empêcher la réalisation à vil prix, des propriétés terriennes dont la valeur n'atteignait plus le montant des dettes hypothécaires.

La nouvelle rédaction de l'art. 1244 ne permet plus de distinguer : l'octroi du délai arrête inéluctablement les voies d'exécution, quel que soit le gage à saisir, mobilier, récolte, sommes d'argent, outils et instruments, immeubles, — et suspend toutes les mesures accompagnant les saisies de toute nature : saisies-exécutions, saisies-brandons, etc. Rien n'empêchera le magistrat de s'opposer à la vente des récoltes warrantées. Il jouit, en effet, de la plus grande liberté d'appréciation, et la suspension peut survenir en tout état de cause, pour si avancée que soit la procédure d'exécution.

Cependant, la loi ne définit pas exactement ce qu'elle entend par « *exécution des poursuites* », lorsqu'elle stipule qu'il y sera sursis. Aussi faut-il examiner ici, si les mesures conservatoires sont permises, et quels effets l'obligation à terme de grâce continue à produire. Nous étudierons donc, dans autant de paragraphes : 1°) le paiement anticipé — 2°) la compensation — 3°) les droits d'intervention — 4°) le commandement — 5°) la saisie-arrêt.

143. — **Paiement anticipé.** — Le paiement effectué par le débiteur avant l'expiration du terme de grâce, est valable, et ne peut être répété, même s'il a été fait par erreur. L'art. 1186 en décidant

ainsi pour le terme de droit, il doit *a fortiori* en être de même pour le terme de grâce. D'ailleurs, le paiement avant terme prouve que le débiteur n'a plus besoin d'un tel répit. Enfin, on peut invoquer en ce sens la conception jurisprudentielle du terme de grâce (cf. § 149). (1)

144. — **Compensation.** — L'art. 1292 du C. C. stipule que, contrairement au terme de droit, « *le terme de grâce n'est point un obstacle à la compensation.* » En effet, si le débiteur devient créancier de son propre créancier, il est contraire à l'équité que ce dernier soit obligé à payer immédiatement la dette, alors qu'il ne peut exiger le paiement de sa créance. L'extinction de la dette par compensation ne peut, par ailleurs, aggraver la situation du débiteur, qui ne débourse rien, mais ne subit qu'un manque à gagner. Certains arrêts vont même jusqu'à décider qu'un délai peut être accordé — dans des hypothèses, il est vrai, assez particulières, — jusqu'au jour où la dette pourra être éteinte par compensation (Bordeaux, 9 mai 1888. Jour. de la C. A. de Bordeaux. 88. 1. 301). C'est aussi l'opinion de Demolombe, (XVIII, n. 539) qu'au cas où le défendeur établit que, si l'échéance de sa dette était prorogée, il obtiendrait bientôt l'extinction par compensation, le Tribunal peut lui accorder le sursis nécessaire pour rendre possible ce résultat. La règle de l'art. 1292 remonte d'ailleurs, par delà l'Ancien Droit (Pothier), au droit romain (Papinien. L. 16 F. de compens.). (2)

145. — **Droits d'intervention.** — Le créancier pourra-t-il intervenir dans les affaires du débiteur, soit directement par l'action paulienne, soit indirectement par l'action oblique ? Quant à l'action paulienne, il n'y a pas de raisons de la refuser au créancier qui prouvera le préjudice que lui cause l'acte frauduleux du débiteur. Elle apparaît au contraire comme un corollaire indispensable du terme de grâce. Le débiteur ne doit pas profiter du sursis qu'on lui a accordé pour liquider frauduleusement les biens qui constituent le gage du créancier. Au cas où l'acte frauduleux ne suffirait pas à constituer une diminution des sûretés du créancier entraînant déchéance du terme de grâce (cf. plus haut § 124), il n'en reste pas moins que la révocation s'en impose. D'ailleurs, même au cas de déchéance, il faut pouvoir, en toute équité, faire rentrer, par l'action paulienne, les sûretés frauduleusement supprimées, dans le gage général du créancier. On doit donc accorder l'action paulienne au créancier, à la fois comme une garantie, et comme un moyen de surveillance.

(1) Pour le paiement anticipé effectué durant la période suspecte qui précède la faillite, cf. plus haut § 123.

(2) Elle se retrouve aussi dans la plupart des législations étrangères, notamment dans le Code Suisse des Obligations.

146. — La question est plus délicate pour l'action oblique, parce que la plupart des auteurs exigent, pour qu'on puisse l'exercer, qu'on ait une créance exigible. On doit cependant accorder cette action au créancier à terme de grâce, parce que sa créance, bien que l'exigibilité en soit suspendue, est sans aucun doute, depuis l'échéance, exigible. D'ailleurs, cette action n'entraîne aucun dessaisissement du débiteur, elle se borne à exercer les droits de celui-ci, et à faire rentrer dans son patrimoine, certains biens qui risquaient d'être définitivement perdus.

147. — **Commandement.** — Le commandement, manifestation par le créancier de sa volonté de se faire payer, et menace de recourir aux saisies, ne dessaisit par le débiteur. Certains auteurs, et quelques arrêts (Civ. 8 août 1893. S. 96. 1. 438. cf. aussi S. 96. 1. 453), y ont vu le commencement de l'exécution, et par suite, ont déclaré qu'il s'agissait d'un acte d'exécution interdit par l'octroi d'un délai de grâce. Mais la majorité des auteurs et de la jurisprudence (Civ. 4 avril 1900. S. 1902. 1. 89 et la note de M. Wahl. Pau, 13 juillet 1889. S. 90. 2. 30) y voient un avertissement, une mise en demeure tendant à obtenir aussi bien l'exécution volontaire, que la saisie s'il échet, mais ne faisant pas partie de la saisie. Cette controverse théorique, entre partisans du commandement acte d'exécution, et ceux du commandement acte constatatoire, paraît d'ailleurs assez peu convaincante.

148. — Cependant, il convient de reconnaître qu'en disant de « *surseoir aux poursuites* », le législateur a entendu parler uniquement de l'exécution forcée, de la saisie proprement dite. Il n'est pas entré dans son esprit, l'idée d'empêcher le créancier de mettre en demeure le débiteur. Si celui-ci demande un délai avant l'échéance, prévoyant l'impossibilité où il sera de payer, il faut néanmoins, et nonobstant le délai accordé, permettre au créancier de signifier un commandement, afin de mettre en demeure le débiteur. On ne peut en effet négliger l'importante question des risques (cf. plus haut, § 140). D'autre part, une telle solution prolongerait le délai accordé du temps nécessaire pour signifier le commandement, ce que rien ne justifie.

149. — La question semble aujourd'hui résolue par une jurisprudence récente, qui décide que, si la décision accordant un terme de grâce, stipule, pour le paiement, un délai déterminé, la dette devient portable (Req. 3 janv. 1927. D. 1927. 1. 33). En somme, de même que le débiteur et le créancier peuvent convenir que la dette est portable le jour de l'échéance, de même la demande, par le débiteur, d'un délai, équivalant à la reconnaissance, par lui, d'une mise en demeure tacite.

L'arrêt va jusqu'à dire que le délai de grâce surseoit aux poursuites contre le débiteur durant un délai fixe, mais qu'en même

temps, il est demandé au débiteur de payer aussitôt qu'il pourra, et, au plus tard, à la date fixée. Il n'y a pas une nouvelle échéance, mais une suspension provisoire des poursuites exercées en vertu de l'échéance de la dette. Le débiteur doit, dès qu'il peut le faire, porter la chose due chez le créancier. On doit donc conclure que l'octroi d'un délai de grâce met automatiquement le débiteur en demeure.

150. — **Saisie-arrêt.** — Les saisies sont des actes d'exécution, et de poursuite, et sont interdites au créancier à terme de grâce. Il n'y a aucun doute pour la saisie-exécution, qui a pour effet de faire vendre en justice les biens du débiteur, afin d'en distribuer le prix aux créanciers, et pour la saisie-brandon, qui vise le même but, la vente étant reportée à la récolte des fruits pendants ainsi saisis. La saisie-arrêt, en raison de son caractère mixte, fait l'objet, au contraire, de controverses théoriques.

151. — Pour la plupart des auteurs, l'art. 125 du Code de Procédure résout la question. Il stipule, en effet, que le délai de grâce n'empêche que les actes de poursuite, et non les actes conservatoires. La jurisprudence constante décidant que la saisie-arrêt a un caractère mixte, parce que, s'il s'agit d'un acte conservatoire jusqu'au jugement de validité, il y a ensuite véritable exécution (Civ. 20 mai 1890. D. 91. 1. 204), la question reste complexe. Aujourd'hui, la quasi-unanimité conclut à la possibilité de la saisie-arrêt (en ce sens, Garsonnet et César Bru, Tr. de Proc. IV, n° 180. Glasson, Précis de Pr. II, n° 1231. Roger, Traité de la Saisie-arrêt, n° 120, et, en jurisprudence, Paris, 22 octobre 1921, Gaz. du Trib. 1922. 2. 49).

152. — On a longtemps soutenu le contraire, pour deux motifs. Tout d'abord, un argument d'analogie. En effet, le créancier à terme conventionnel ne peut saisir-arrêter, car ce serait toucher son dû avant l'arrivée du terme, ce qui, en privant le débiteur du terme en dehors d'un cas de déchéance légale, violerait le contrat. Cet argument ne peut être opposé en notre cas, puisque la dette est déjà exigible, et qu'il n'y a que suspension momentanée des poursuites entraînées par cette exigibilité. Ensuite, on disait que, même si on admettait qu'il put commencer la saisie-arrêt, le créancier à terme de grâce ne pourrait la continuer après le jugement de validité, parce que la saisie-arrêt change alors de nature pour devenir un acte d'exécution. Il y aurait seulement immobilisation des deniers saisis entre les mains du tiers, jusqu'à expiration du délai de grâce.

153. — En faveur de la solution contraire, militent de nombreux arguments plus probants :

- 1°) la saisie-arrêt équivaut, somme toute, à une compensation ; elle est un moyen, pour le créancier, d'arriver à faire jouer une sorte de compensation. Or, on a vu que l'art.

1292 (cf. plus haut § 144) permet, pendant le délai de grâce, de faire jouer la compensation, qui dessaisit bien, cependant, le débiteur;

- 2°) d'après les arrêts tout récents (cf. plus haut § 149), la dette sous terme de grâce doit être payée par le débiteur dès qu'il peut le faire, au plus tard le dernier jour du délai. On peut en conclure que le débiteur, qui toucherait des fonds d'un tiers, devrait payer la dette; par suite, le créancier doit avoir le même droit, par le moyen de la saisie-arrêt;
- 3°) la saisie-arrêt est analogue, dans ses effets, à l'action indirecte de l'art. 1166, qui, on l'a vu, doit être autorisée (cf. § 145).

En fait, il n'y a aucun dessaisissement pratique du débiteur, puisqu'une créance annule une dette. Son patrimoine n'aura subi aucune modification réelle.

154. — Que décider si un créancier, du créancier à terme de grâce, saisit-arrête, entre les mains du débiteur qui a obtenu le terme de grâce, cette créance? D'après M. Labatut (Le délai de grâce, p. 150 et 151), le débiteur saisi pourra opposer le délai même au créancier de son créancier, si celui-là voulait passer à des moyens de contrainte pour faire exécuter la créance saisie-arrêtée. Ce serait, en effet, pour le créancier, un moyen de tourner la loi, s'il en était autrement. Il suffirait qu'un compère saisit-arrêtât la créance entre ses mains, pour que, désormais, les poursuites ne soient plus suspendues.

§ 3. — Situation des tiers cautions, et débiteurs solidaires.

155. — Le délai de grâce a des répercussions importantes sur la situation des tiers, qu'il convient d'examiner attentivement.

Le premier problème est celui de savoir si, au cas de pluralité de contractants, le délai accordé à l'un d'eux peut être invoqué, ou non, par les autres.

Ensuite, il nous faudra examiner si les héritiers, soit du créancier, soit du débiteur, sont tenus à observer ce délai.

Enfin, la caution sera-t-elle tenue de payer la dette, au cas où le débiteur a obtenu un sursis à l'exécution? Le principe des solutions à ces problèmes, est dans la remarque que le délai de grâce, par sa nature même, est une exception purement personnelle au débiteur, puisqu'il est accordé à ce dernier en considération de sa bonne foi et de sa situation pécuniaire, *intuitu personæ* (cf. § 83).

156. — **Pluralité de contractants.** — Supposons d'abord qu'il y ait plusieurs débiteurs.

S'ils sont conjoints, il est hors de doute que, chacun payant sa part séparément, seul le bénéficiaire du sursis peut invoquer le délai de l'art. 1244.

S'ils sont solidaires, la même solution prévaudra, car on sait que le co-débiteur solidaire « *ne peut opposer les exceptions qui sont purement personnelles à quelques-uns des autres co-débiteurs* » (art. 1208, § 2). Par suite, dans les deux cas, seul le débiteur à terme de grâce peut invoquer ce dernier.

157. — En principe, l'effet du terme de grâce, étant relatif, est limité à la créance pour laquelle il a été accordé, et ne peut être invoqué que contre le créancier qui est visé dans la décision du magistrat.

Le fait qu'il y a plusieurs créanciers, soit conjoints, soit solidaires, ne change rien à l'aspect du problème. Le débiteur, chaque fois qu'un créancier différent poursuit, devra demander un sursis nouveau.

Mais, il ne peut être nié que l'exception, en principe purement personnelle, est pratiquement générale.

Sous l'empire du nouvel art. 1244, le débiteur peut, chaque fois qu'il est poursuivi, saisir le juge des référés d'une nouvelle demande de sursis. Donc, aucun des créanciers ne pourra pratiquement poursuivre, puisque le juge des référés accordera toujours un délai au débiteur, tant que sa situation n'aura pas changé.

De même, une fois le sursis expiré à l'égard d'un des créanciers, tous les créanciers pourront poursuivre simultanément. Cela résulte, en effet, de la règle qui veut que la saisie des biens du débiteur, par un créancier, entraîne déchéance des sursis obtenus (cf. § 124) à l'égard des autres créanciers.

Donc, pratiquement, que les créanciers soient conjoints ou solidaires, le délai de grâce produira effet à l'égard de tous, et prendra fin simultanément pour tous.

158. — **Héritiers, et ayants-cause.** — Ceux du débiteur ne peuvent plus l'opposer, du moins dès que le patrimoine du défunt aura cessé d'exister à titre d'universalité distincte. Le délai de grâce est en effet motivé par la situation de cette universalité. Dès la fin du délai de l'art. 795, celle-ci est en voie de liquidation, et dès lors, le sursis à l'exécution devient inutile, et est absorbé dans les opérations de liquidation. Si l'héritier a accepté purement et simplement, il pourra évidemment être poursuivi dès acceptation, par le créan-

cier à terme de grâce. Rien ne lui empêche de demander un délai, mais il ne pourra profiter de celui accordé au défunt (cf. plus haut § 133).

159. — Le délai pourra toujours être opposé aux héritiers et ayants-cause du créancier, car sa situation, on l'a vu, n'est jamais un obstacle absolu à l'octroi du délai (cf. § 83) ; peu importe donc le changement de situation survenu du côté du créancier, sauf à celui-ci à demander abrègement du délai (cf. § 86).

160. — **Caution.** — La caution pourra-t-elle être obligée, par le créancier, à payer à la place du débiteur qui a obtenu un sursis ? La question reste controversée.

Dans un but d'équité, la plupart des auteurs (Huc, VIII, n° 35. Baudry-Lacantinerie, XII, n° 1490 et sts) déclarent que la caution doit bénéficier du délai, parce que, si le créancier pouvait poursuivre la caution avant expiration du terme de grâce, la caution pourrait se retourner, aussitôt après avoir payé, contre le débiteur principal. Or, si celui-ci peut opposer le délai dont il bénéficie à l'action née de la subrogation de la caution dans les droits du créancier, il ne le peut quant à l'action personnelle de la caution, établie par l'art. 2028 C. C. Cette thèse n'est pas probante, d'abord parce qu'elle contredit un texte formel, l'art. 2036, § 2, qui interdit à la caution d'user des exceptions purement personnelles au débiteur, c'est-à-dire de celle de l'art. 1244 ; — et ensuite, parce qu'un tel système est contraire au principe de relativité des effets du délai de grâce. Enfin, en pratique, il faut remarquer que le débiteur poursuivi, dans de telles conditions, par sa caution, obtiendra facilement du juge des référés, sous l'empire du nouvel art. 1244, un délai analogue à celui déjà obtenu contre le créancier principal, ce qui réduit à néant l'argument invoqué.

161. — M. Labatut (page 153 et sts) a proposé d'abandonner ces théories manifestement erronées, pour une solution plus approfondie basée sur la distinction de deux cas :

- 1°) le débiteur peut, tout d'abord, posséder des biens. Dans ce cas, la caution peut invoquer le bénéfice de discussion de l'art. 2023 du C. C. Du moment qu'elle peut indiquer des biens situés dans le ressort de la cour d'appel du lieu où le paiement doit être fait, et qui ne sont ni litigieux, ni hypothéqués, peu importe que ces biens puissent, ou non, être saisis : aux termes de l'art. 2023, la caution est déchargée de toute poursuite, et elle profite ainsi indirectement du délai de grâce.

Cette solution est sans doute très subtile, mais manque de base légale. Il est certain que l'art. 2023 n'accorde décharge des poursuites à la caution qu'autant qu'elle

peut indiquer une liste de biens facilement saisissables, suffisants au désintéressement du créancier poursuivant.

- 2°) le bénéfice de discussion n'est pas opposable. Dans ce cas, la caution, en vertu de l'art. 2036 du C. C., ne pourra pas opposer l'exception tirée de l'art. 1244, § 2, purement personnelle au débiteur. Un autre argument, en ce sens, résulte de l'art. 2039 du C. C. : quand c'est le créancier, — et non plus le juge, — qui accorde un délai au débiteur, la caution ne peut invoquer ce délai, et peut être poursuivie par le créancier (jurisprudence constante : Civ. 31 juillet 1900. D. 1901. 1. 275. Paris, 22 mai 1901 et 2 juillet 1910. D. 1902. 2. 135 et 1912. 2. 56).

A notre avis, en raison des règles posées aux art. 2036 et 2039 du C. C., la caution reste tenue nonobstant l'octroi d'un délai de grâce au débiteur principal. Cela nous semble d'ailleurs très normal : la caution a nécessairement prévu, lors de la conclusion du contrat de cautionnement, qu'elle pourrait être amenée à payer au cas de carence du débiteur cautionné. L'obtention du sursis, par l'impossibilité de saisir qu'elle entraîne, équivaut à cette carence, et l'intérêt de la caution, pour le créancier, est justement dans le fait qu'elle lui permet d'éviter de tels désagréments.

D'ailleurs, il convient de noter, qu'en pratique, le juge des référés peut aujourd'hui remédier aux abus que peut entraîner cette règle, en octroyant aussi à la caution, un délai de grâce égal à celui accordé au débiteur.

Enfin, la question n'a qu'un intérêt pratique assez faible, le cautionnement se rencontrant surtout en matière commerciale, où, on l'a vu (§ 93), aucun délai ne peut être accordé.

SECT. 6. — FIN DU DELAI DE GRACE

162. — Le terme de grâce prend fin :

- soit par la mort du débiteur, car accordé en raison de la situation pécuniaire personnelle du bénéficiaire (cf. § 158), sauf au cas d'acceptation bénéficiaire, durant tout le temps que dure celle-ci, et la survivance du patrimoine du *de cujus* (cf. § 132);
- soit par la survenance d'une des causes de déchéance (cf. § 121 et sts);
- soit par l'expiration du délai accordé, improprement appelée échéance;
- soit par une décision du juge des référés, révoquant, ou abrégant le délai, à la requête du créancier (cf. § 86);
- soit par le paiement volontaire avant échéance (cf. § 143 et 149), même si effectué par erreur;
- soit par non-paiement d'un des termes, au cas où la dette a été divisée (cf. § 87). La plupart des auteurs déclarent en effet que le créancier a, en ce cas, le droit d'exiger immédiatement le paiement total (contra Larombière, IV, p. 161). Si les juges ont permis des paiements partiels, c'est sous la condition que le débiteur s'acquitterait aux termes fixés; le débiteur ne peut aggraver la situation faite au créancier par le juge. Toutefois, il semble que le débiteur puisse, en acquittant le terme échu, arrêter les poursuites, et conserver ainsi le droit de profiter des autres délais (Bioche, Garsonnet, loc. cit.). (1)

163. — Aussitôt que le délai est expiré, le créancier peut reprendre les poursuites, les parties se retrouvant exactement au même point que lors de l'interruption. En raison des termes de l'art. 1244, on doit considérer qu'au cas où le renouvellement n'interviendrait qu'après expiration du délai, les actes de poursuite effectués dans l'intervalle seraient valables, l'octroi d'un répit ne pouvant entraîner rétroactivement leur nullité.

(1) Au contraire, la clause qu'à défaut de paiement à échéance d'une fraction du prix, le solde deviendra immédiatement exigible, ne fait pas obstacle à l'octroi d'un répit (Rouen, 14 nov. 1928. Rec. Rouen, 29. 1. 4).

TITRE III

CONCLUSION

164. — Telles sont les règles qui régissent actuellement le délai de grâce.

De nombreuses critiques leur sont adressées, comme d'ailleurs cela se produit après toute réforme.

D'une part, certains, — ce sont surtout des parlementaires, ou des militants, appartenant aux partis d'extrême gauche, — affirment que la nouvelle législation est trop modérée, et qu'il sera nécessaire de la rendre encore plus libérale pour le débiteur. Alors que la plupart penchent pour un moratoire permettant d'attendre le retour de la prospérité rurale, certains extrémistes projettent un aménagement des dettes, que le juge devrait obligatoirement accorder aux « petits débiteurs » (c'est-à-dire à ceux qui ne sont pas inscrits sur les contrôles de l'impôt général sur le revenu), et qui serait financé par l'Etat, ce dernier trouvant des fonds dans la nationalisation du crédit. Ces projets ne nous paraissent pas présentement susceptibles d'être votés par le Parlement, d'abord parce qu'ils suppriment le principe d'égalité devant la loi immuablement respecté depuis 1789, et octroient des droits plus grands à une classe sociale; — ensuite, parce que l'Etat n'a pas les moyens de réaliser de telles réformes, la nationalisation du crédit devant normalement aboutir à la disparition de l'épargne, et à l'exportation des capitaux. Aussi n'entrerons-nous pas plus avant dans l'étude de ces projets, inspirés d'un système politique dictatorial, et totalitaire.

165. — D'autre part, beaucoup de juristes s'émeuvent d'une telle atteinte aux règles essentielles des contrats. Le débiteur doit exécuter ce qu'il a promis, au jour fixé, disent-ils; ou alors, il est inutile de parler de liberté des conventions, si, à tout moment, le législateur, ou le juge, peuvent modifier le terme fixé par les parties. (1)

Ainsi, M. Georges Ripert, après avoir violemment critiqué les réformes des 25 mars et 20 août 1936, et surtout le moratoire accordé aux commerçants, en déduit un acte d'accusation contre le législateur actuel, et même la démocratie : « *Pendant un siècle, les débiteurs poursuivis se sont présentés devant le tribunal, sollicitant tant délais pour payer, et, si les décisions favorables étaient nombreuses, elles étaient dictées par le sentiment de pitié qui empêche qu'une suprême injustice ne résulte de l'application stricte du droit.* »

« *La guerre, les bouleversements économiques qui l'ont suivie, la crise morale qui en a été la conséquence, ont détruit le respect de l'échéance. Le législateur a prétendu régler lui-même le paiement des dettes. Mais le législateur, sous un régime démocratique, n'est que le fidèle serviteur des intérêts du nombre. Chaque mesure qu'il prend en faveur des uns, motive les réclamations des autres, et, impuissant à créer la prospérité, il ne peut que répéter la même décision d'atermoiement. Il permet aux débiteurs de ne pas payer. La dispense est toujours déclarée temporaire; on attend le miracle, ou la catastrophe, qui permettra, ou évitera, le règlement.* » Et de conclure qu'il s'agit d'une législation partisane, d'une machine de guerre contre les possédants, qui n'est somme toute que « *le butin de victoire d'un parti vainqueur.* » (2)

166. — Nous ne croyons pas, pour notre part, que les lois du 25 mars et 20 août 1936 aient d'aussi graves conséquences que ces deux partis opposés veulent bien le dire. D'ailleurs, M. Ripert vise surtout le moratoire accordé aux commerçants, qui n'est pas une disposition permanente, mais une réglementation provisoire.

Le nouvel art. 1244 n'organise pas le « *droit de ne pas payer ses dettes* », il donne simplement pleins pouvoirs au juge chargé d'accorder les délais. Comme sous l'ancien système de 1804, le juge du fait apprécie librement, sans aucun contrôle de la Cour de Cassation. Il n'y a donc aucun changement important quant aux pouvoirs du juge.

(1) Ainsi, sous l'empire de l'ancien art. 1244, on a vu déclarer que, si le délai de grâce est général, il doit cependant être refusé quand il emporterait d'importantes modifications au contrat (Paris, 27 octobre 1932. Gaz. Pal. 32. 2. 937).

(2) Recueil hebdomadaire Dalloz. 1936. n° 28, 8 octobre 1936, p. 57.

Mais c'est justement cette absence de contrôle que nous reprocherons à la loi française. Mieux aurait valu, que, reprenant la tradition du Droit Romain, le législateur imposât des conditions précises à l'octroi du délai de grâce, afin d'éviter les différences de jurisprudence, qui ne vont pas manquer de se manifester entre les cours d'appel.

Tout le poids de la récente réforme retombe, en effet, sur les magistrats des référés, déjà surchargés de besogne. S'ils accordent trop libéralement des sursis, le crédit privé sera ruiné, et les particuliers ne trouveront plus à emprunter qu'à des taux exorbitants, et avec tout un luxe de garanties. On aboutira en définitive à c taux usuraires, que le but de la loi était, primitivement, de limiter.

Si la surséance n'est au contraire accordée que restrictivement le débiteur évitera de faire les frais d'une demande de délai qui risque d'être déboutée, et la faculté d'obtenir un terme de grâce sera pratiquement inutilisée, comme c'était le cas avant la réforme de 1936.

En définitive, l'institution vaudra ce que vaudront les magistrats qui l'utiliseront. Nul doute que la magistrature française se montrera à la hauteur de sa tâche.

167. — Les autres modifications, apportées en 1936 au système de 1804, nous paraissent justifiées.

La procédure du référé permettra désormais d'obtenir un délai rapidement, et à peu de frais, alors qu'auparavant, le débiteur était obligé de laisser s'engager une instance très onéreuse sur le fond. (1)

La limitation à un an des délais accordés, est une juste contrepartie à l'autorisation, donnée au juge, de renouveler le délai, si la situation du débiteur, qui l'a motivé, n'a pas changé. Cette durée peut même, dans certains cas, être trouvée trop courte.

Enfin, il convenait de préciser, bien que la jurisprudence l'ait déjà décidé antérieurement, que le délai laisserait toutes choses en l'état, les délais de validité des procédures d'exécution engagées étant suspendus.

(1) La jurisprudence récente exigeait, en effet, pour qu'un délai de grâce soit possible, que la dette soit échue, et que des poursuites soient déjà engagées contre le débiteur (T. Com. Le Havre, 15 nov. 1932. Gaz. Pal. 33. 1. 154).

Quant aux débiteurs du Crédit Foncier, nous trouvons qu'on n'a pas assez été libéral, et qu'il y aurait intérêt à rendre permanente la disposition de l'art. 2 de la loi du 25 mars 1936, qui expire le 25 mars 1937.

On pourrait, par contre, reprocher à notre législation, d'avoir omis, parmi les cas où l'octroi d'un sursis aux poursuites est impossible, ceux où il s'agit d'une dette née d'un dépôt (d'ailleurs, le dépositaire, qui n'est pas en mesure de restituer, commet un abus de confiance; tout délai devrait donc lui être refusé, surtout quand il s'agit d'un dépôt nécessaire né des circonstances) — ou bien encore, d'une dette alimentaire. Mais ces lacunes seront sûrement comblées par la jurisprudence, basée tant sur la tradition, que sur le caractère discrétionnaire du pouvoir souverain d'appréciation du juge du fait.

168. — Par contre, il n'est pas douteux que des réformes sont indispensables, dans des institutions juridiques voisines.

Tout d'abord, il manque, dans notre législation, une réglementation de la déconfiture. Il serait nécessaire de reprendre le système du Droit Romain, établissant un concordat civil subordonné à l'assentiment de la majorité des créanciers. Le délai de grâce, n'étant accordé qu'à défaut de concordat, serait moins fréquemment utilisé, et resterait à sa place normale, de faveur, de mesure exceptionnelle due à des sentiments d'humanité, et de solidarité sociale. Cette solution aurait le mérite de ne pas porter atteinte aux principes essentiels du crédit privé.

En second lieu, il n'est pas douteux que nos procédures d'exécution, trop compliquées, surchargées de formalités souvent surannées, de frais de procédure, et de taxes, ou impôts, extrêmement onéreux, sont trop rigoureuses pour le débiteur. Des sursis seraient moins nécessaires, si l'exécution forcée donnait des résultats comparables à ceux des ventes volontaires, et si les frais, et taxes d'Etat, prenaient une moindre part du prix obtenu sur adjudication.

169. — Ce n'est pas à cette place, qu'il sied d'étudier ces questions, qui ne rentrent d'ailleurs pas dans notre sujet. Nous avons voulu simplement marquer que la question du délai de grâce, si elle est aujourd'hui équitablement résolue, ne sera parfaitement mise au point, que quand on l'aura insérée dans une solution générale donnée aux problèmes de la déconfiture et de l'exécution forcée. Cette réforme, d'une nécessité cependant pressante, divers intérêts particuliers paraissent s'y opposer, et il ne paraît pas qu'elle soit mise en train d'ici longtemps.

En attendant, comme jadis le prêteur, le juge des référés, de par son large pouvoir discrétionnaire, s'efforcera de réaliser le but de l'art. 1244: corriger le droit strict par l'équité, dans le sens, encore aujourd'hui étonnamment précis et exact, qu'en a donné Aristote :
« une justice meilleure, qui corrige la justice légale, quand celle-ci
« aboutit, dans un cas particulier, à des résultats injustes, par
« suite des termes généraux d'une loi qui n'a pas tout prévu ».

A Montpellier, le 23 février 1937.

Vu : *Le Président du jury de la thèse,*

L. VIALLETON.

A Montpellier, le 23 février 1937.

Vu : *le Doyen,*

G. MORIN.

Vu et permis d'imprimer :

Montpellier, le 24 février 1937.

Pour le Recteur, le Doyen délégué,

AUGUSTIN FLICHE.

BIBLIOGRAPHIE

- ARNTZ. — Cours de Droit Civil Français.
- * AUBRY (et RAU). — Droit Civil Français.
- * BARDE (et BAUDRY-LACANTINERIE). — Traité de Droit Civil.
- * BAUDRY-LACANTINERIE — et BARDE. — Traité de Droit Civil.
— et SAIGNAT. — De la Vente.
- BÉDARRIDE. — Traité de Droit Commercial.
- BELLEYME (DE). — Ordonnance sur requêtes et référés.
- BIOCHE. — Dictionnaire de Procédure Civile et Commerciale.
- BOITARD (et COLMET D'AGE). — Leçons de Procédure Civile.
- BONCENNE. — Théorie de la Procédure Civile.
- CALLIER. — Du sursis du paiement.
- * CAPITANT. — De la cause des obligations.
— et COLIN. — Cours élémentaire de Droit Civil Français.
- CARRÉ (et CHAUEAU). — Les lois de la Procédure Civile.
- CHAUEAU. — cf. Carré.
- CUQ. — Manuel sur les institutions juridique des Romains.
- CURET. — La juridiction des référés.
- * DALLOZ. — Chronologique, et répertoire, *loco citato*.
- DELVINCOURT. — Cours de Code Civil.
- DEMOLOMBE. — Cours de Code Napoléon, et Traité des Contrats, ou Obligations.
- DURANTON. — Cours de Droit Civil Français.
- DUVERGIER. — De la Vente.
- FAVARD. — Répertoire, v^o lettres de répit.
- FENET. — Recueil complet des travaux préparatoires du Code Civil, tome XIII.
- * GARSONNET. — Traité théorique et pratique de procédure civile.
- * GIRARD. — Manuel élémentaire de Droit Romain.
- HUC (et ORSIER). — Le Code Civil Italien, et le Code Napoléon. I. Législation comparée.
- * ISAMBERT. — Recueil des anciennes ordonnances, tome XVIII.
- * LABATUT. — Le délai de grâce.
- LACOMBE. — Recueil de jurisprudence civile, v^o lettre de répit.
- LACOUR et BOUTERON. — Précis de Droit Commercial.
- LAROMBIÈRE. — Des obligations.

- LAURENT. — Principes de Droit Civil Français (t. xvii), et Cours élémentaire de Droit Civil.
- LOCRÉ. — La législation civile, commerciale et criminelle de la France (t. xii).
- LYON-CAEN (et RENAULT). — Précis de Droit Commercial, et Traité de Droit Commercial.
- MALEVILLE. — Analyse du Code Civil (art. 1244).
- MARCADÉ. — Explication théorique et pratique du Code Napoléon.
- MASSÉ. — Traité de Droit Commercial.
- MERIGNHAC. — Traité des ordonnances sur requêtes et référés.
- * MORIN. — La révolte des faits contre le Code.
- MOURLON. — Répétitions écrites sur le Code Civil.
- ORSIER. — cf. Huc.
- PARDESSUS. — Cours de Droit Commercial.
- * PLANIOL (et RIPERT) avec la collaboration de MM. BECQUÉ, VIALLETON, etc. — Traité élémentaire de Droit Civil.
- * POTHIER (édit. DUPIN). — Traité de la procédure civile, Introduction au titre xix de la coutume d'Orléans, et Traité des Obligations.
- POUJOL. — Traité des obligations.
- RAU. — cf. Aubry.
- RIPERT. — cf. Planiol, et De la règle morale dans les obligations.
- RODIÈRE. — Compétence et Procédure.
- ROGER. — De la saisie-arrêt.
- ROLLAND DE VILLARGUES. — Répertoire, v° terme.
- SAIGNAT. — cf. Baudry-Lacantinerie.
- * SIREY. — Chronologique.
- THIRY. — Cours de Code Civil.
- TOULIER. — Le Droit Civil français suivant l'ordre du Code.
- TROPLONG. — De la Vente.
- VALLABRÈGUES. — Nouveau cours de Droit Commercial.
- VIGIÉ. — Cours élémentaire de Droit Civil français.
- VILADE (de). — Théorie du délai de grâce (Revue critique, 1913).
- ZACHARIÆ. — Cours de Droit Civil français.

Le nom des auteurs dont les ouvrages nous ont particulièrement servis, sont marqués d'un signe.

APPENDICES

I. — Alsace-Lorraine.

Dans les départements recouvrés, la procédure suivie est celle du Code Local encore en vigueur. L'art. 253 C. Pr., dont il est question au § 74, doit donc être recherché dans le Code de Procédure Alsacien-Lorrain.

II. — Jurisprudence.

Pour ne pas surcharger notre texte, nous n'avons pas mentionné ci-dessus tous les arrêts intéressants. Citons notamment :

- 1°) ceux par lesquels les juridictions ont décidé que le défaut de motifs ne pouvant entraîner la nullité d'une décision accordant un délai de grâce : Cas. 19 juillet 1920 (S. 1921. 1. 132). Req. 31 oct. 1928 (S. 1929. 1. 32). Le Havre, 9 octobre 1936 (Gaz. Pal. 1936. 2. 736). Corbeil (12 novembre 1936. Gaz. Pal. 20 janvier 1937).
- 2°) à titre documentaire, les très nombreuses décisions par lesquelles la jurisprudence avait, avant la loi du 25 mars 1936, refusé de donner compétence au juge des référés en matière de délai de grâce. Poitiers, 27 novembre 1925 (Gaz. Pal. 26. 1. 134). Douai, 6 juillet 1926 (Rec. Douai, 27. 17). Lyon, 24 janvier 1927 D. H. 27. 123). Argentan, 8 mars 1928 (Rec. Caen, 28. 1. 133). Paris, 27 décem. 1928 (Gaz. Pal. 29. 1. 692). Dijon, 20 novembre 1929 (Gaz. Pal. 30. 1. 79). Paris, 25 et 30 juillet 1930 (Gaz. Pal. 30. 2. 590 et 2. 612). Angers, 24 février 1932. D. H. 32. 261), etc...

III. — Matières commerciales.

Nous rappelons que notre étude laisse de côté tout ce qui concerne les règles relatives aux billets de fonds, aux locataires commerçants, etc.; elle se borne aux délais de l'art. 1244 (le droit commercial connaît en effet de nombreux autres délais de grâce, cf. L. 16 avril 1930, 29 juin 1935, 21 août 1936, etc.).

Remarquons seulement que les compétences respectives du juge des référés civils (806 et sts C. P. C.), et du juge commercial des référés (147 C. P. C. L. 11 mars 1924) se délimitent suivant le droit commun (Brive, 27 novembre 1936. Gaz. Pal. 1937. 1. 212).

Documents relatifs aux Lois des 25 Mars et 20 Août 1936

I. — LOI DU 25 MARS 1936.

- A) Chambre des députés.** — Proposition de loi présentée par M. Edouard Barthe, et plusieurs de ses collègues, le 21 février 1936 (n° 6613). Rapport, au nom de la commission de l'agriculture, par M. Fernand Augé, le 25 février 1936 (n° 6628). Discussion, et adoption, le 28 février 1936 (*J. Off.* du 29 février, p. 673).
- B) Sénat.** — Transmission, le 3 mars 1936 (n° 123). Rapport, au nom de la commission de législation civile et criminelle, par M. Clément Raynaud, le 12 mars 1936 (n° 229). Avis, au nom de la commission de l'agriculture, par M. Maurice Dormann, le 13 mars 1936 (n° 258). Déclaration de l'urgence, discussion, amendement, et adoption, le 19 mars 1936 (*J. Off.* du 20 mars, p. 359).
- C) Chambre des députés.** — Retour, le 19 mars 1936 (n° 7101). Lecture du rapport présenté, au nom de la commission de législation civile et criminelle, par M. Fernand Augé, et de l'avis présenté, au nom de la commission des boissons, par M. Edouard Barthe, discussion, et adoption, sans modification, le 20 mars 1936, deuxième séance (*J. Off.* du 21 mars, p. 1072).

II. — LOI DU 20 AOUT 1936.

- A) Chambre des députés.** — Projet de loi présenté par le gouvernement, le 21 juillet 1936 (annexe, n° 738). Rapport présenté, au nom de la commission de législation civile et criminelle, par M. Guerret, le 4 août 1936 (annexe n° 980). Discussion et adoption, le 7 août 1936 (*J. Off.* 8 août, p. 2518).
- B) Sénat.** — Présentation, le 8 août 1936 (annexe n° 719). Rapport, au nom de la commission de législation civile et criminelle, par M. Clément Raynaud, le 11 août 1936 (annexe n° 738). Avis présenté, au nom de la commission de l'agriculture, par M. Maurice Dormann, le 13 août 1936 (annexe n° 803). Déclaration de l'urgence, discussion, amendements, et adoption, le 13 août 1936 (*J. Off.* 14 août, p. 1353).
- C) Chambre des députés.** — Retour, le 13 août 1936 (annexe n° 1173). Lecture du rapport présenté, au nom de la commission de législation, par M. Sérol, — et des avis présentés, au nom de la commission de l'agriculture, par M. Rochet, — et de la commission des boissons, par M. Gellie, discussion, et adoption sans modification, le 13 août 1936 (*J. Off.* 14 août, p. 2715).

ARTICLES RECENTS

GEORGES RIPERT. — « Le droit de ne pas payer ses dettes ». *Dalloz Hebd.* 1936, n° 28. *Chroniques*, p. 57.

GAZETTE DU PALAIS.

29 avril 1936. — Article de M. André Edoux, sur « la saisie immobilière, et le délai de grâce ».

8 mai 1936. — Réponse à cet article, par M. Albert Homburg.

1^{er} octobre 1936. — Article de M. Paul Albert-Robert, sur « la détermination du délai de grâce, et la loi du 20 août 1936 ».

TABLE DES MATIÈRES

(les chiffres se réfèrent aux paragraphes)

Introduction	1-2
TITRE I. — HISTORIQUE	3-57
Sect. 1. — Le terme de grâce en Droit Romain	4-20
Sect. 2. — Le terme de grâce dans l'Ancien Droit	21-46
§ 1. — Avant l'ordonnance de 1669	21-25
§ 2. — La réglementation de 1669	26-46
— 1°) lettres d'état	28-34
— titulaires	29
— forme	30
— effets	31
— délai	32
— voie de recours	33
— appréciation	34
— 2°) lettres de répit	35-45
— qui les accordait ?	36
— forme	37
— délai d'entérinement	38
— procédure d'entérinement	39
— effets	40
— renouvellement du délai	41
— délai en matière commerciale	42
— caractère d'ordre public	43
— déchéances	44
— appréciation	45
— 3°) délai accordé par le juge	46
Sect. 3. — Le terme de grâce d'après le Code Civil	47-57
— procédure	50
— cas où on peut l'accorder	51
— effets	52
— déchéances	53
— échéance	54
— caractère d'ordre public	55
TITRE II. — REGIME ACTUEL	58-163
Sect. 1. — Nature du délai de grâce	59-71

§ 1. — Fondement juridique	60-61
§ 2. — Caractères du délai de grâce	62-67
— d'ordre public	62-63
général	64
— facultatif	65-67
§ 3. — Comparaison avec... ..	68-71
— 1°) le terme de droit	68
— 2°) le concordat	69
3°) le délai de l'art. 1184, § 3..	70
4°) le moratoire	71
Sect. 2. — Procédure	72-79
Délai accordé par le tribunal	73
Délai accordé par le juge des référés	74
Cas exceptionnel	75
Voies de recours	76
Compétence	77
Conséquence de l'octroi du sursis	78
Frais	79
Sect. 3. — Délai accordable	80-89
Longueur du délai	81-83
Renouvellement	84-86
Abrègement du délai	87
Division du paiement	88
Cas spécial de l'art. 2212 du C. C.	89
Sect. 4. — Causes empêchant l'octroi d'un délai de grâce, ou entraînant déchéance du délai accordé	90-137
I. — Causes empêchant l'octroi du délai	91-120
§ 1. — Cas où la nature de la dette fait obstacle à l'octroi du délai..	92-111
— matière commer- ciale	93-95
— réméré	96
— prêt gratuit	97
— Vente	98-104
— Crédit Foncier ..	105-109
— Fisc	110-111
§ 2. — Cas où l'état de la procédure fait obstacle à l'octroi du délai..	112-120
— titre exécutoire..	112-115
— saisie immobilière	116-120
II. — Déchéances	121-137

A) Déchéances communes au terme de droit et au terme de grâce..	122-124
— faillite, liquidation judiciaire	123
— diminution des sûretés	124
B) Déchéances spéciales au délai de grâce	125-134
— 1 ^o) vente à la requête d'autres créanciers	126-128
— 2 ^o) contumace	139
— 3 ^o) emprisonnement	130-131
C) Règles communes aux deux catégories de déchéance	135-137
Sect. 5. — Effets du terme de grâce	138-161
§ 1. — Situation du débiteur	139-141
— Risques	140
— Intérêts moratoires	141
§ 2. — Situation du créancier	142-154
— Paiement anticipé	143
— Compensation	144
— Droits d'intervention	145-146
— Commandement	147-149
— Saisie-arrêt	150-154
§ 3. — Situation des tiers	155-161
— Pluralité de contractants... ..	156-157
— Héritiers, et ayant-cause... ..	158-159
— Caution	160-161
Sect. 6. — Fin du délai de grâce	162-163
TITRE III. — CONCLUSION	164-169
BIBLIOGRAPHIE.	
APPENDICES.	
DOCUMENTS LEGISLATIFS ET ARTICLES RECENTS.	

Société Anonyme
des Imprimeries
AZÉMARD COUSINS
NIMES
